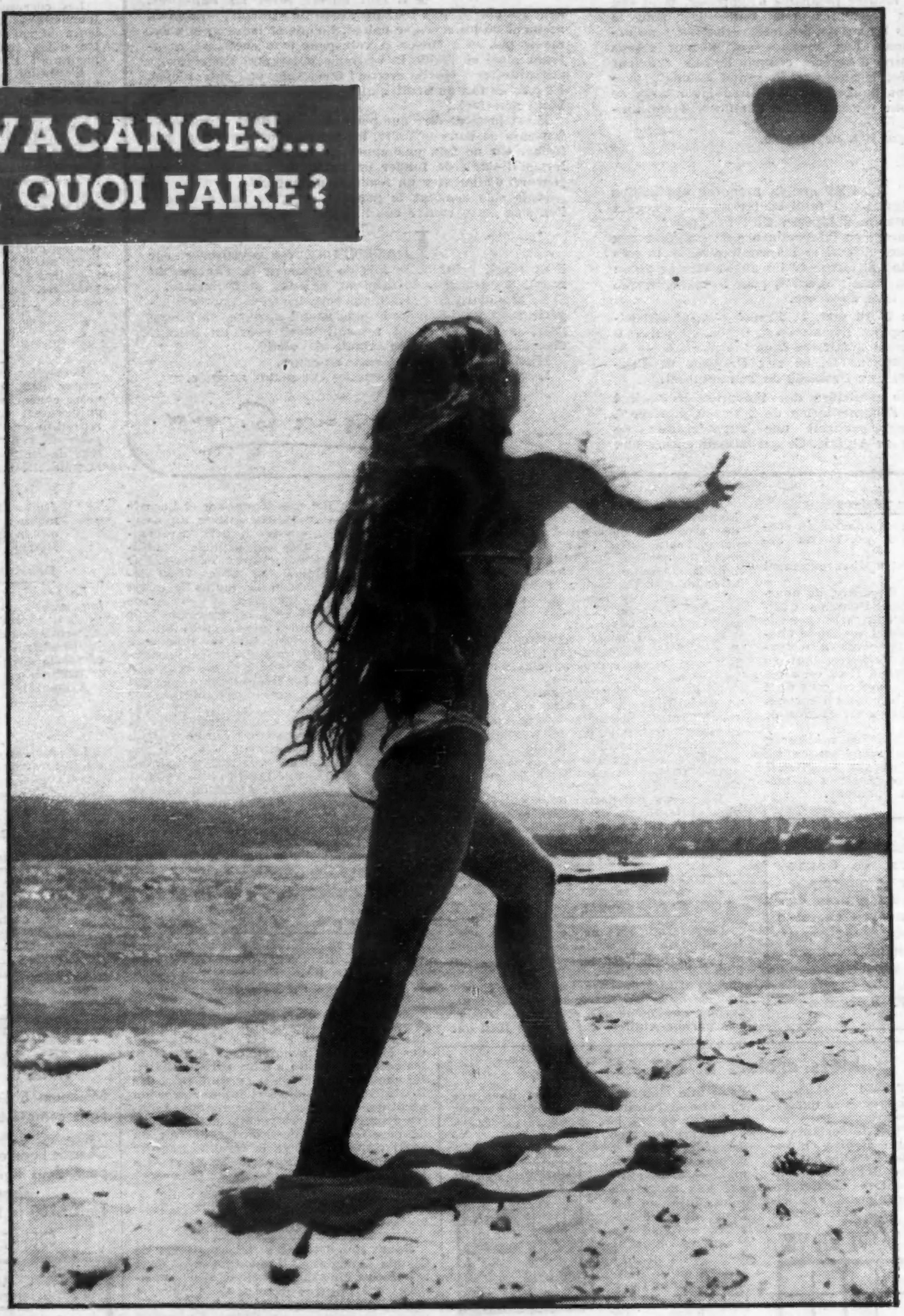
L'EXPRESS

Le journal de la Nouvelle Vague

7 AOUT 1958. — N° 373. 100 FR.

DES VACANCES... POUR QUOI FAIRE ?



(Rodriguez.)

« Et maintenant il ne faut pas
Quitter la nature d'un pas. »

(La Fontaine. — Lettre à M. de Maucroix.)

★ ★ ★ ★ ★

La lettre de « L'Express »

« Les rapports journaliers doivent matérialiser désormais notre titre de compatriote. » Avec ce génie du verbe qui lui est propre, le général Massu vient de donner, à la radio, cette nouvelle définition de ce que l'on a appelé plus joliment « l'intégration des âmes », opération que son infatigable épouse compte poursuivre à l'aide de machines à coudre.

La conquête des cœurs par la machine à coudre est sans doute l'une de ces méthodes de guerre que le colonel Bigeard s'est montré incapable d'apprécier. D'où son récent exil. Mais enfin, jusque-là, tout allait pour le mieux. Les bonnes intentions des intégrationnistes ne dérangeaient personne. Les hommes qui mènent depuis quatre ans l'affaire d'Algérie comme il leur convient qu'elle soit menée, c'est-à-dire le grand colonat, pouvaient laisser sans danger les militaires jouer avec ce hochet et accomplir solennellement l'unification des timbres-poste.

Et puis voilà que rien ne va plus.

C'est que la première application pratique de l'intégration a failli coûter un peu d'argent aux hommes d'affaires d'Algérie. Oh ! très peu !

Personne n'a encore eu l'impertinence de suggérer aux grands propriétaires d'égaliser les salaires entre la métropole et l'Algérie ; ni même de les augmenter de façon substantielle. Non. Il ne s'agissait, pour le moment, que de 30 francs par litre d'essence.

Puisque, depuis le 13 mai, la France s'étend officiellement de Dunkerque à Tamanrasset, il pouvait paraître illogique — et même défaitiste dans l'inspiration — de faire payer l'essence 94 fr. 80 aux Français de Dunkerque et 49 fr. 80 aux Français de Tamanrasset.

Les services du ministère des Finances déclaraient donc, jeudi, qu'à l'augmentation de 2 fr. 80 imposée à la métropole correspondrait une augmentation de 30 francs imposée en Algérie. Ce qui laissait encore aux consommateurs d'Algérie un privilège assez appréciable.

Le général de Gaulle, qui ne manque pas d'humour, aurait pleinement apprécié, dit-on, cette occasion secondaire, mais précise, de faire mesurer aux cœurs naïfs où s'arrête, à Alger, la volonté de s'engager, autrement qu'en paroles, sur la voie grandiose de l'intégration.

Annoncée le 1er août, l'augmentation du prix de l'essence en Algérie était, le 2, donnée par M. Soustelle pour « information sans fondement » ; le 3, elle était « différée » ; le 6, elle était « étudiée ».

Il faut laisser rêver les militaires, soit. Ils ont parfois leur utilité. Mais seulement jusqu'au moment où les rêves se paient. Colons et industriels n'ont même pas eu à élever la voix pour être entendus, montrant ainsi où réside la véritable puissance. Du côté des mitraillettes ? Quelle erreur ! C'est sale, une mitraillette. Et puis ça fait du bruit, ça laisse des traces. Tandis qu'un bon coffre-fort...

Il est juste de dire que pour s'assurer de si dévoués défenseurs de leurs intérêts, les hommes d'Alger n'ont pas lésiné. On ne fait pas appel en vain à leur générosité lorsqu'il s'agit de fonder un parti, de subventionner un journal, d'alimenter un fonds de propagande.

Mais s'ils donnent le pouvoir, ce n'est pas pour que l'on s'en serve contre eux ! Mettez-vous à leur place...

L'aventure est savoureuse, car il ne s'agit point cette fois de l'honneur de l'armée, du moral des troupes, de drapeau, de sang et de larmes.

Le brouillard de patriotisme sous lequel la guerre d'Algérie est devenue, pour le plus grand nombre, un drame passionnément vécu et ressenti s'est pour un instant dissipé : le temps d'une minute de vérité.

L'intégration des âmes reste en cours.

L'intégration des portefeuilles est moins avancée.

Françoise Giroud.

Ces petites misères

Nous sommes quelques appelés du contingent stationnés aux portes du Sahara (...).

Notre corps, qui n'est malheureusement pas le seul, manque :

— de médicaments, d'essence, de nourriture et d'habillement. Donnons quelques exemples : mangeant très peu de crudités, nous avons grand besoin de vitamine C. L'infirmerie du corps n'en touche pas, nous devons l'acheter, tout au moins ceux qui le peuvent. Il en est ainsi de tout médicament d'usage courant dont l'absence ne peut entraîner mort d'homme.

La dotation en essence a été réduite de 50 %.

La nourriture est des plus médiocres. A tel point que nous avons eu en un mois dix cas de jaunisse sur un effectif de deux cents, et quatre rapatriés en métropole pour voile aux poumons.

La prime d'habillement par jour et par homme ne fait que décroître tout au long de l'année, de quarante-cinq francs, elle est passée à douze francs. Il est actuellement impossible de fournir des nails à tout le personnel, seul chaussant supportable dans cette région. Résultat : ceux qui peuvent s'en achètent, les autres se blessent les pieds dans des vieux pataugas. Le tout à l'avenant.

Ces petites misères ne peuvent détruire le moral d'une troupe qui a un idéal. Or la troupe et ses cadres appelés n'ont pas bon moral.

La différence de solde entre un appelé et un militaire de carrière est par trop monumentale. Cette distinction, alors que le travail fourni et les dangers encourus sont rigoureusement les mêmes, n'atténue en rien ce malaise. Un sous-officier marié appelé ne perçoit que 50 % de la solde d'un sous-officier engagé.

Tous ceux qui parmi nous ont le pouvoir et le temps de réfléchir ne voient pas la solution de ce douloureux problème avec les données actuelles qui sont imposées.

B. L.,
sergent en A.F.N.

Malgré les instructions formelles du général de Gaulle concernant la presse métropolitaine, tous les exemplaires de « L'Express » envoyés en Algérie ont été saisis de nouveau la semaine dernière, comme chaque semaine, sur ordre des autorités d'Alger.

« L'EXPRESS »

Bazooka ou boomerang ?

J'espère que rien ne pourra vous arrêter dans la recherche de la vérité, dussiez-vous imprimer un supplément confidentiel à nos frais. Mais votre enquête sur « l'affaire du bazooka » doit s'élargir considérablement, dût le bazooka se transformer en boomerang et revenir frapper nos parlementaires. Car je veux bien que MM. Mollet, Bourgès-Maunoury et Lacoste aient été les complices directs du « Comité des six », par une lâcheté trop commune, hélas ! Mais nos députés républicains en sont les complices indirects. Car il est impossible qu'au moins vingt députés n'aient pas su au moins le quart de ce que « L'Express » vient de nous révéler. Et cela éclaire d'un jour sinistre les plaintes des députés qui se prétendent écorchés par la prochaine Constitution. De quel droit les priverat-elle, eux qui n'utilisaient pas ceux que leur donnait la IVe République ? (...). Qui a mis l'Etat aux mains des militaires ? Est-ce de Gaulle ? ou les députés capables de harceler le gouvernement sur la question de la retraite du combattant ou du tableau d'avancement des officiers, mais jamais sur les questions d'Algérie ? Après avoir créé une armée de factieux et encouragé la révolte à Alger, on feint de s'étonner que de Gaulle n'y mette pas bon ordre en deux mois. Sous quel gouvernement un tribunal a-t-il été saisi de l'affaire du bazooka ? Sous un gouvernement « républicain » ? Non sous celui de « l'imperator de la décadence romaine ».

Dr Noël Mist,
Paris

Si le peuple ne s'est pas levé

L'apathie manifestée par le peuple français devant les événements actuels n'est qu'apparente. Il se rend compte que pour le moment ces événements échappent à son contrôle (...).

Si le peuple ne s'est pas levé pour défendre la IVe République, c'est qu'elle lui était devenue étrangère. Le non-sens des élections, l'inconséquence des partis, les raffinements du « jeu » parlementaire, lui ont fait croire qu'il existait entre les institutions politiques et lui une scission identique à celle de l'ancien régime. Ajoutez deux causes permanentes et profondes de désaffection : l'ostracisme de fait du parti communiste, et le refus d'accorder aux familles catholiques les avantages des lois scolaires (...).

J. Abasq,
Morbihan.

Les musulmans en Chine

Pour compléter les informations de Claude Lanzmann, il me faut dire qu'il existe en Chine démocratique 40.000 mosquées disséminées dans tout le pays et dans lesquelles se déroule la vie religieuse musulmane en Chine. Un grand nombre de ces mosquées ont été restaurées grâce à l'aide accordée par le gouvernement populaire. Par ailleurs, grâce à la sollicitude du gouvernement les fêtes du Id el Corban et du Id el Fitr et Molid Nabawi sont des jours fériés pour les cadres, les ouvriers, les militaires, les étudiants de religion islamique. A ces occasions, tous font leurs prières et pratiques religieuses dans les mosquées (...).

Le 4 mai 1958, le président Mao Tsé-toung recevait à Pékin une mission militaire de la République Arabe Unie, dirigée par le lieutenant-général Mohamed Ibrahim. Le président Mao Tsé-toung s'est entretenu pendant plus d'une heure avec ses hôtes et a déclaré : « Les peuples du monde entier soutiennent les nations des pays arabes. Nous sommes à vos côtés dans la lutte contre le colonialisme ».

Henri Tirard,
doyen des publicistes d'Indochine Française.
Saint-Cyr-sur-Loire.

En tant que spectateur israélien

Dans « Paris en parle » de votre dernier numéro, vous mettez en cause le goût du public israélien.

En tant que spectateur israélien, mais aussi en tant que rédacteur de la page des spectacles d'un journal de Tel-Aviv, je vous prie de bien vouloir noter les faits suivants, concernant la tournée de la troupe de M. Clément Harari en Israël :

Les correspondants parisiens de deux journaux israéliens avaient annoncé à leurs journaux respectifs que le « Théâtre d'Art Indépendant de Paris » était inconnu à Paris.

L'opinion « parlée » était que cette troupe ne pouvait absolument pas être représentative du théâtre français contemporain.

Le public israélien s'attendait à la venue du T.N.P., de la Comédie-Française ou de la troupe de J.-L. Barrault. Je crois pouvoir vous affirmer que le public israélien se dérangerait pour ces troupes même sans comprendre le français.

Il est vrai que les journalistes israéliens ont expliqué l'échec du « Théâtre d'Art Indépendant de Paris » en partie par manque de publicité. MM. Harari et Romano jusqu'au jour de leur arrivée en Israël n'avaient fait parvenir aucun élément de publicité, pas même les noms de leurs acteurs, à la presse israélienne.

Ben Pora,
Tel-Aviv.

« Metropolis »

Permettez-moi de vous signaler une erreur (très vénielle) dans l'énoncé de votre concours : « Etes-vous cinématographiquement cultivé ? » Le cliché 17 ne reproduit pas une image du film *Metropolis* de Fritz Lang. C'est un photomontage de gratte-ciel américain, utilisé pour la publicité du film.

Georges Sadoul.

[*Ce document photographique était extrait de « L'Histoire du Cinéma » de Bardèche et Brasillach qui le donne bien comme image de* Metropolis.]

Deux lettres du S.P. 86.397

La première est adressée à J.-J. Thierloy, auteur de « L'Esprit para ». (« L'Express », n° 369.)

Permissionnaire dans quelques jours, je chercherai à vous rencontrer pour vous casser la gueule.

Attendez-vous à de nombreuses visites. A bientôt.

Capitaine Darse,
S.P. 86.397
A.F.N.

La seconde adressée à la rédaction de « L'Express » :

Avez-vous une bonne assurance immobilière ? Méfiez-vous des typhons. Il n'y vous en cuire.

Laurent,
S.P. 86.397.

Un excès de zèle

Nous avons injustement attribué à M. Louis Terrenoire une consigne visant à censurer, à la radio, une phrase d'une pièce de Montherlant.

Directeur des informations et du journal télévisé à la Radiodiffusion-Télévision française, il n'a théoriquement aucun pouvoir sur les services artistiques et l'on s'est donc employé à faire du zèle.

Mots croisés n° 147

HORIZONTALEMENT. — 1. S'est appliqué à plus d'un souverain dans sa quatre-bœufs. — 2. Pas laissée seule dans ses mouvements. — 3. Plus importants à Saint-Maur qu'à Colombes. Redire, en respectant. — 4. Ce duché d'Italie ne doit pas être confondu avec une ville frontière voisine du Piémont. — 5. Cri fameux, qui s'obtient en enlevant une lettre au suivant. Prélat vénérable évoqué dans une chanson d'enfant et dans une chanson de carabin. — 6. Enrôle. Evoque, pour elle ou lui, une propriété passée. — 7. Célèbre ouvrage de pédagogie d'un mélomane. Demi-mal. — 8. S'applique aux doigts de John. Julie ou Liliane dans l'intimité. — 9. Dans Nantes, mais ni dans Saumur, ni dans La Rochelle. Moins prôné que l'espéranto ou le volapük. — 10. N'est plus bonne que pour l'occasion.

	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII
1								
2								
3			■					
4							■	
5				■				
6					■			
7						■		
8				■				
9			■					
10								

	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII
1	E	C	H	A	F	A	U	D
2	C	R	E	C	E	L	L	E
3	H	E	R	I	T	I	E	R
4	E	M	U	S	■	S	M	A
5	C	A	L	■	F	I	A	I
6	E	T	E	U	L	E	■	L
7	T	O	■	S	O	R	E	L
8	M	I	N	E	T	■	P	E
9	A	R	O	■	T	U	T	U
10	T	E	M	P	E	T	E	R

Solution du n° 146

VERTICALEMENT. — I. S'oppose de deux façons au dur des durs. — II. C'est à peu près l'équivalent de la rotation. — III. Un de plus et cela fait une lettre ou bien trois chiffres. Qualificatif édifiant, appliqué aussi à des plaisirs profanes. — IV. Juste, devant le maire. Article qui sonne comme un morceau de volaille. Mène un Parisien aux sports d'hiver. — V. Maintient un écartement, dans des circonstances délicates. Plus nécessaire encore à la longueur qu'à la hauteur. — VI. Maintenu par les traits. Fils du désert (mais pas nécessairement). — VII. Sur la fiche d'hôtel de Madame. Laisse passer. — VIII. N'est pas encore Etat.

GANTS TETINES
OLLA
CHEZ VOTRE PHARMACIEN

LES PETITES ANNONCES DE L'EXPRESS
29, rue de Marignan - PARIS (8e)
Minimum 5 lignes encadrées. Chaque ligne compte un maximum de 42 lettres, signes ou espaces
Chaque ligne en caractères gras compte pour deux lignes (maximum 20 lettres, signes ou espaces)
Tarif : 700 fr. la ligne (+ taxes 8,52 %)

OFFRES D'EMPLOIS

Recherchons ETUDIANTS
ou autres personnes désireux de recueillir des abonnements pour « L'EXPRESS »
COMMISSION 30 %
Ecr. au journal L'Express 29, rue de Marignan, Paris

CHERCHE POUR SEPTEMBRE JEUNE FILLE
aide-ménage, famille 3 enfants, campagne près de Paris. Ecrire N° 2.027 L'Express - 29, rue de Marignan, Paris-8e

Tirage des I.P.R.
Raymond Séguin
10, r. du Faub.-Montmartre.
PARIS
Composition de TYPO-ELYSEES
91, avenue des Champs-Elysées - PARIS
S.A. « L'EXPRESS »
Le resp. de la publication : J.-J. Servan-Schreiber

LES AFFAIRES FRANÇAISES

LA NATION

Que se passe-t-il ?

BIEN des choses sont incompréhensibles dans le comportement du général de Gaulle, si l'on oublie d'où il tient son pouvoir. En une semaine plusieurs de ces aspects, apparemment inexplicables, de l'action du Général, viennent d'être mis en lumière.

Il avait, depuis des années, une idée centrale, poutre maîtresse de ses réflexions et de ses propositions : la réforme des institutions. Voici qu'il offre une Constitution que partisans et adversaires s'accordent assez généralement à considérer comme mauvaise, bâclée, rétrograde.

Il avait un domaine d'autorité incontesté : l'outre-mer. Le crédit que faisaient, *a priori*, au Général, les peuples d'Afrique et leurs représentants donnait au nouveau gouvernement une chance particulière. En rassemblant, dans la confiance, ces peuples, il pourrait créer une force morale et politique déterminante pour un règlement ultérieur de la guerre d'Algérie. Voici qu'il s'y prend de telle manière que se manifestent la déception et la méfiance.

Le moins libre

Le général de Gaulle avait une autre réputation établie, correspondant sûrement à une conviction réelle : la volonté de rendre à la France son « indépendance » — c'est-à-dire son indépendance économique — par les mesures d'austérité, de reconversion capables de rétablir un équilibre dynamique en dehors des subventions américaines. Voici qu'il accepte et qu'il cautionne, dans son dernier discours, la politique opposée : celle de M. Pinay — qui consiste à laisser jouer les mécanismes dits « libéraux », qui implique, en fait, tous les six mois, une reprise en charge du déficit français par l'étranger et qui risque de nous placer maintenant, avec l'entrée en fonction du Marché commun, dans une dépendance étroite en matière de décisions vitales pour le pays : taux de la monnaie, choix des investissements, politique sociale, répartition du revenu national.

Or on ne peut faire l'injure au Général de croire qu'il se *désintéresse* soudain, une fois au pouvoir, de la solution des problèmes. Non. Si ses actes politiques correspondent aussi mal à ce que beaucoup espéraient — et espèrent encore — de lui c'est qu'il est en vérité le moins *libre* de tous nos récents chefs de gouvernement. Il est guidé, *conduit* par un enchaînement naturel à partir de l'acte fondamental : son pacte avec l'armée d'Algérie. Il n'en est pas littéralement le prisonnier, mais il en est l'émanation.

(Rodriguez.)

LE GÉNÉRAL DE GAULLE
Conduit par un enchaînement naturel.

Sans réticence

Pour ceux qui ont envie de l'oublier, les hommes d'Alger se chargent, quand il le faut, de le rappeler sans ambiguïté. Vendredi, encore, un communiqué officiel du Comité de Salut Public d'Algérie a remis les points sur les i. Annoncé par le colonel Lacheroy, approuvé par le général Salan lui-même, rédigé devant le général Massu qui l'a « marqué de son influence », ce texte « *réaffirme la détermination de tous les membres du Comité* (donc de tous les officiers d'active, en particulier, qui le composent) *d'atteindre les objectifs qu'ils se sont assignés... en particulier l'intégration totale et sans réticence* (ceci à l'intention du gouvernement de Gaulle) *de l'Algérie à la métropole... Ils estiment que ces buts ne peuvent être atteints qu'en renforçant la structure et l'autorité de tous les Comités de Salut Public* (contrairement aux recommandations du général de Gaulle)... *Ils affirment que tous leurs efforts tendront à faire aboutir le programme qu'ils ont défini le 22 mai* (c'est-à-dire *avant* que le général de Gaulle prenne le pouvoir et définisse, lui, son programme. Ce manifeste du 22 mai exige, en particulier, que « l'Algérie demeure une province française », qu'une nouvelle forme d'Etat soit instaurée en France, et que les Comités de Salut Public soient considérés comme des « dépositaires de la souveraineté populaire »).

La vraie force

Plus de deux mois après l'avènement du général de Gaulle, l'état-major de l'armée d'Algérie, en union organique avec la colonisation civile, continue à s'affirmer comme la force *politique* sur laquelle repose le régime nouveau, et dont il doit exprimer et réaliser les objectifs. Ces buts sont simples et précis : intégration de l'Algérie et de la métropole, mise à l'écart des partis politiques.

Le Général approuve-t-il toutes ces intentions politiques des militaires d'Alger ? Sans doute non. Mais il a choisi de ne pas s'opposer à eux, de pactiser avec eux — et les événements nous montrent que cela revient au même.

Le général de Gaulle est lié à l'armée d'Algérie — et par conséquent au mouvement politique qu'elle imprime — de plusieurs manières.

D'abord, c'est le lien le plus évident mais non pas le seul, il a accepté d'être porté au pouvoir par elle, d'être imposé par elle à la métropole.

Ensuite, une fois installé, il a choisi de se *concilier* personnellement l'allégeance des chefs militaires dissidents, et non pas de les briser ou de les écarter : ainsi il a considérablement renforcé leur pouvoir et leur autorité qu'il a confondus devant la nation, avec les siens propres.

Enfin parce que, pour lui, profondément, au cœur même de sa conviction politique, la France *s'identifie*, en toutes circonstances, avec la partie d'elle-même qui se bat. C'est la conception de toujours de nos livres d'histoire. C'est celle, à l'évidence, de l'auteur de « Au fil de l'épée ». En 1945, la France *combattante* c'était la Résistance — et de Gaulle, homme de cette France-là, a fait les nationalisations. En 1958 la France au combat c'est l'armée d'Algérie et de Gaulle *épouse* alors son mouvement et ses aspirations.

Une épreuve, un conflit entre le corps de la nation et sa partie combattante est, pour lui, tout à fait inconcevable : et si les militaires ont actuellement une volonté politique, eh bien il faut la « comprendre », la « capter », l'orienter si possible, et en tout cas *composer* avec elle — il n'est pas question de s'y *opposer*.

Tous les actes récents du Général répondent à cette philosophie, obéissent à cette règle.

Le reste en découle.

Il faut bien

Il ne veut pas heurter l'armée d'Algérie, *donc* il faut « faire comme si » on allait à l'intégration, même au prix d'une continuation illimitée des opérations militaires — car la *négociation* de la paix serait le contraire de l'intégration.

Si l'on veut être en mesure de poursuivre la guerre et d'entamer le processus économique de l'intégration, il faudra bien limiter étroitement, dans le régime à établir en France, le rôle du peuple et de ses représentants dans la détermination de la politique nationale. Cette seconde exigence des Comités de Salut Public, même si on ne l'admet pas dans son principe, est obligatoire et l'on doit s'y soumettre.

Par le même enchaînement il *faut bien* remettre à plus tard les projets de redressement économique car ils sont irréalisables aussi longtemps que la substance même destinée à édifier une France dynamique doit passer aux dépenses militaires d'Algérie, doublées des dépenses « d'égalisation ».

La force des choses acceptées, l'enchaînement des faits entraînés par l'acte initial sont plus puissants que les convictions ou le caractère de l'homme. A partir du moment où le général de Gaulle choisit de s'appuyer sur l'armée d'Algérie il est mécaniquement conduit, quels que soient ses sentiments, à admettre et à cautionner, l'une après l'autre, toutes les conséquences politiques de ce choix. D'où l'étonnant, et de plus en plus fréquent, décalage entre les intentions qu'on voulait lui prêter et le cheminement de son action.

Le refus

Le pacte entre de Gaulle et les chefs militaires du 13 mai étant ce qu'il est, il n'y a pas d'autre choix, pour refuser une inévitable dictature d'Alger, que de dire « non » au régime gaulliste. Cela est manifeste aujourd'hui.

Et dire « non » au référendum, dans ces circonstances-là, ce n'est pas seulement *s'opposer* à la volonté fasciste d'Alger (malheureusement admise par un homme d'une grande autorité morale, ce qui en multiplie le danger) c'est aussi *créer*, par un autre enchaînement politique, dans l'acte même du refus, une *force révolutionnaire* nouvelle. Force qui, même minoritaire, si elle comprend la plus grande partie des cadres intellectuels du pays et de sa classe ouvrière, détiendra — tous les exemples historiques l'indiquent — une puissance explosive, à la longue irrésistible.

Voilà ce qui apparaît maintenant, et que les événements et l'analyse permettront de préciser bien davantage dans les semaines qui vont suivre.

J.-J. S.-S.

Pour New York
sur la route du soleil

DEPARTS DE CANNES
C. COLOMBO
GIULIO CESARE
AUGUSTUS
DEPARTS DE TRIESTE - VENISE ET NAPLES
SATURNIA
VULCANIA
Italian Line
"ITALIA" SOC DI NAVIGAZIONE
AMERIQUE DU NORD · DU SUD · CENTRALE · PACIFIQUE
PARIS, 49, avenue de l'Opéra · RIC 79-79.
CANNES, Jetée Albert-Edward · Tél. [illegible]
NICE, 2, quai Papacino · Tél. 952-77
MARSEILLE, 102, rue de la République · Tél. 20.00.50
PARIS, Bureau de frêt, 11, rue Tronchet · ANJ. 02-40.

CORRESPONDANCES EXPRESS

BAZOOKA : LE GOUVERNEMENT VEUT TOUTE LA LUMIERE

● Le procès du bazooka, renvoyé sine die à l'issue de la première audience, le 24 juillet, reprendra le 18 août.

M. Guillaumat, ministre des Armées et donc chef du Parquet militaire, a donné des instructions très strictes au commissaire du gouvernement :

1° S'opposer au huis clos ;

2 En aucun cas n'accepter un nouveau renvoi du procès ;

3° Au cas où les inculpés remis en liberté provisoire ne seraient pas présents à l'audience, demander leur jugement par contumace.

Les révélations de « L'Express » sur l'affaire du bazooka ont mis entre les mains du gouvernement un certain nombre d'informations qui lui manquaient pour apprécier l'importance de cette affaire.

Les défenseurs des accusés, inquiets, cherchent à se mettre d'accord sur une position de repli. Ils espèrent obtenir un nouveau renvoi de l'affaire.

Au cas où ils n'obtiendraient pas satisfaction, des divergences risquent de s'élever entre eux : en effet, Me Tixier-Vignancour, défenseur de Kovacs, est résolu « à mettre tout le monde dans le bain » tandis que Me Biaggi juge plus efficace pour la défense de ses clients de ne pas faire allusion, à l'audience, aux personnes qui ont pris part au complot sans être inquiétées. Il espère que le tribunal tiendra compte de cette discrétion dans son verdict.

Le procès, de toute façon, durera plusieurs jours, Me Tixier-Vignancour ayant l'intention de citer plus de 50 témoins.

L'un de ceux-ci, M. Pascal Arrighi, député de la Corse, vient de confirmer, dans une lettre adressée à « L'Express », qu'il a rencontré à Alger le 14 décembre 1956, soit un mois avant l'attentat contre le général Salan, Kovacs et deux de ses amis. M. Arrighi tient toutefois à déclarer qu'il a rencontré Kovacs « par l'intermédiaire de camarades de guerre, de manière fortuite, qu'il ne l'a jamais revu et n'a jamais été en rapport avec lui avant, ni après cette rencontre ».

M. Arrighi ne révèle pas le nom de ses « camarades » ni celui des « amis » de Kovacs. Ces précisions lui seront demandées à l'audience.

POURQUOI BIGEARD EST EN DISGRACE

● Le rappel du colonel Bigeard en métropole est un épisode de la lutte des « clans » à l'intérieur de l'armée. Le colonel Bigeard faisait partie d'un groupe d'officiers paras (surtout des lieutenants et des capitaines) qui, le 13 mai, ont été « laissés sur place » par les colonels et le général Salan. Certes, les uns et les autres étaient hostiles au « système » mais les amis de Bigeard allaient jusqu'à étendre leur hostilité aux ultras qui furent ensuite installés aux Comités de Salut Public.

En outre, le colonel Bigeard est, avant tout, un baroudeur, pour qui le propre du militaire est de se battre. D'où ses demandes : des capitaines de 30 ans, des colonels de 45 ans qui « marchent » avec leurs hommes au lieu de survoler les colonnes en hélicoptère, des cadres pour l'infanterie dont les hommes de troupe valent largement les parachutistes. D'où ses critiques : on ne gagnera pas la guerre en Algérie si on ne change pas les « techniques » de combat. Or, les militaires ont pris la place de Lacoste et des préfets et rien n'a changé.

Ces critiques surtout ont été insupportables au général Salan qui a pris lui-même la décision de muter le colonel en métropole. Paris a suivi.

DEUX TEMOINS POUR LE LIEUTENANT RAHMANI

● Malgré la résolution affirmée à plusieurs reprises par le général de Gaulle devant ses ministres de libérer le lieutenant Rahmani, emprisonné depuis qu'il avait signé la lettre par laquelle une cinquantaine d'officiers musulmans de l'armée française exposaient au président de la République leur cas de conscience, l'officier est toujours en prison.

Son dossier a été transmis à Alger au lieu d'être communiqué au gouvernement comme celui-ci l'avait réclamé.

La justice militaire se livre, dans cette affaire, à une grève du zèle : le lieutenant Rahmani risque d'être prochainement traduit devant le tribunal militaire. Si l'affaire vient, deux témoins ont déjà publiquement affirmé leur intention de déposer en sa faveur :

Il s'agit de deux ministres du général de Gaulle : M. Edmond Michelet, ministre des Anciens Combattants, et M. Robert Buron, ministre des Travaux publics.

La lutte entreprise par le gouvernement pour obtenir la libération du lieutenant Rahmani, sans procès, n'est cependant pas terminée. On étudie actuellement le moyen de faire libérer l'officier musulman grâce à une manœuvre de procédure.

(Keystone.)

M. PIERRE GUILLAUMAT. *Des instructions précises.* — LE LIEUTENANT RAHMANI *Un dossier vagabond.*

F.L.N. : LA WILLAYA III HORS DE COMBAT POUR SIX MOIS

● Le gouvernement a annoncé cette semaine l'arrestation des dirigeants F.L.N. de la « Willaya III » (Nord et Est de la France).

La « Fédération de France du F.L.N. » est composée de quatre willaya. Elle contrôle une proportion importante des 400.000 Algériens installés en France par l'intermédiaire de 10.000 cellules environ groupant 50.000 militants organisés.

La structure de la Fédération est une pyramide à neuf étages qui monte du militant à l'organisme suprême (militant, cellule, groupe, kasma — unité qui possède un état-major disposant d'une certaine autonomie — secteur, région, zone, willaya, et, enfin, comité fédéral). La règle d'organisation est celle de toutes les entreprises de clandestinité (cloisonnement, tâches séparées et coordonnées à des étages différents, etc.).

Les policiers considèrent que le coup de filet réussi à Paris et dans le Nord, s'il porte un coup rude à l'organisation régionale du F.L.N., ne peut pas aboutir à sa mise hors de combat. La structure du F.L.N., le nombre de ses adhérents et les moyens dont il dispose lui permettront d'amortir les conséquences de l'opération dans les six mois.

CONSTITUTION : LE GENERAL ACCEPTE DEUX AMENDEMENTS

● Le général de Gaulle a tenu à rédiger lui-même — dans le paragraphe I de la Constitution où sont définis les pouvoirs du Président de la République — l'article XIV qui déclare : « Quand les institutions de la République, l'indépendance de la Nation, l'intégrité de son territoire ou l'exécution de ses engagements internationaux sont menacées d'une manière grave et immédiate, le Président de la République prend les mesures exigées par les circonstances après consultation officielle du premier ministre et des présidents des Assemblées. Il en informe la nation par message (...). Le Conseil Constitutionnel est consulté. Le Parlement est réuni dès que les circonstances le permettent. »

Malgré les vives critiques qu'a soulevées la rédaction de cet article chez de nombreux membres du Comité Constitutionnel consultatif — et en particulier chez son président, M. Paul Reynaud — le général de Gaulle a refusé énergiquement d'en modifier l'esprit. Il a cependant accepté que le Conseil Constitutionnel (qui doit comprendre neuf membres, trois nommés par le Président de la République, dont le Président avec voix prépondérante en cas de partage, trois par le président de l'Assemblée nationale, trois par le président du Sénat) au lieu d'être « consulté » lorsque le Président de la République décidera des mesures d'urgence, se prononce par un vote.

Le général de Gaulle a, d'autre part, accepté d'assouplir les articles 65 et 66 concernant les « collectivités territoriales » et d'introduire la notion de « droit à l'autodétermination » pour les territoires d'outre-mer. Il a suivi là les avis de ses conseillers qui lui ont rendu présente la nécessité de s'assurer d'une « avance » en Afrique noire — lors du référendum — pour compenser les réticences éventuelles du corps électoral métropolitain.

L'ALLIANCE BIDAULT-TIXIER-VIGNANCOUR

● M. Tixier-Vignancour vient d'adhérer à la « Démocratie chrétienne », formation politique fondée par M. Georges Bidault. Pourquoi ce brusque ralliement de celui qui fut l'un des plus dévoués partisans du maréchal Pétain à la totalité des vues politiques de l'ancien président du Conseil National de la Résistance ?

La raison en est « électorale ». En effet, dans les Basses-Pyrénées, M. Tixier-Vignancour partage avec M. de Chevigné (M.R.P.), la clientèle catholique qui, dans ce département, se classe nettement à droite. Son adhésion à la « Démocratie Chrétienne » et le patronage de M. Georges Bidault doivent lui attirer, pense-t-il, une partie des suffrages qui, depuis des années, vont à son concurrent, et lui permettre de l'évincer.

LES PSYCHOLOGUES DE L'ARMEE EXPLIQUENT MARX

● Le « 5e Bureau d'Action psychologique de la 5e Région Militaire » adresse par planton à tous les chefs d'entreprsie de la ville et de la région de Toulouse des notes volumineuses « afin de faire prendre conscience à ceux qui ont une action ou une influence à exercer, des problèmes que posent au Monde Libre la philosophie marxiste et l'action communiste ».

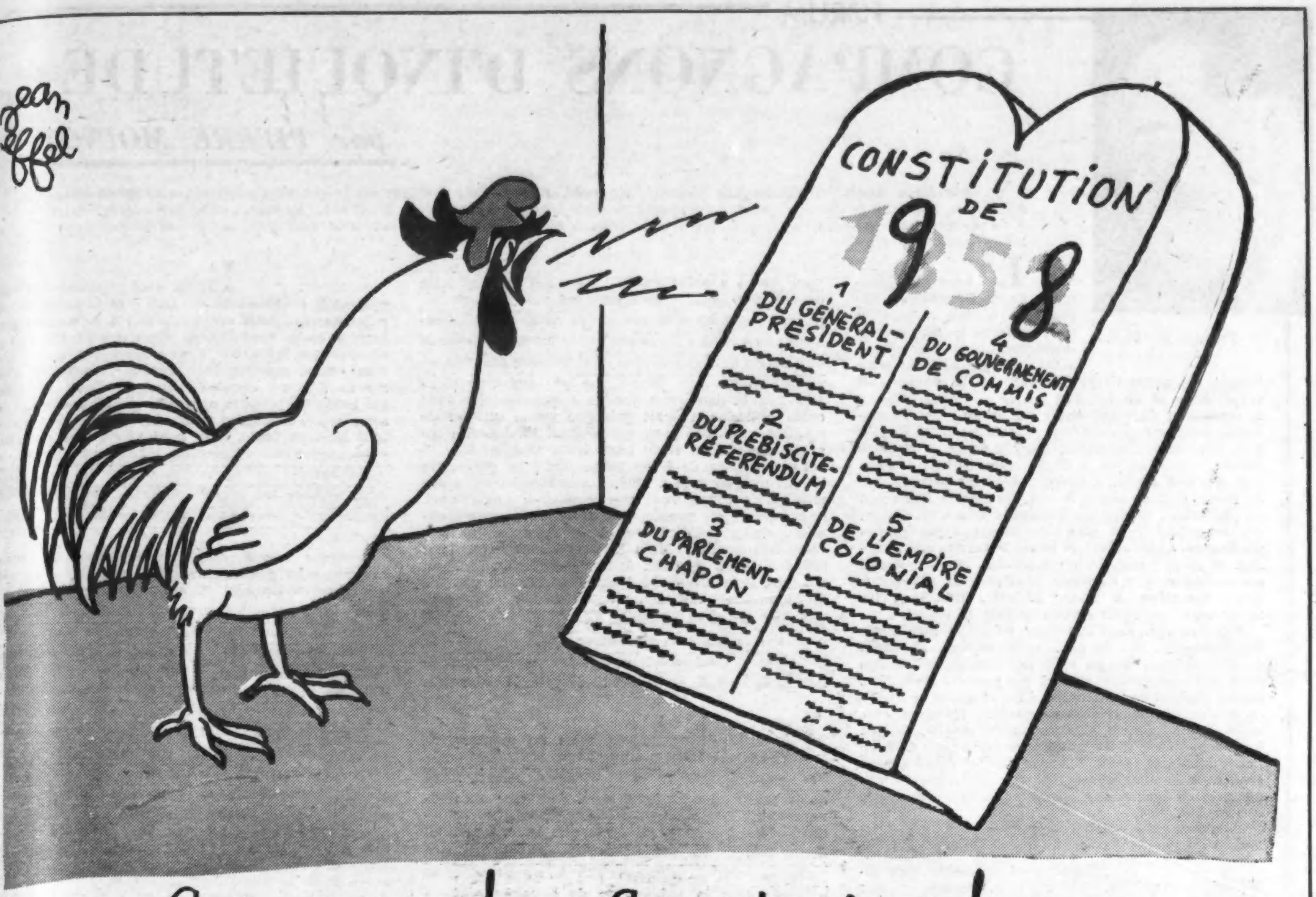
Les militaires-philosophes déclarent notamment sur « la philosophie marxiste » : « Pour Marx, il n'y a rien d'absolu. C'est la négation totale de tout. Le spirituel n'est plus. L'homme n'est rien d'autre que l'action qu'il exerce. Donc l'homme est travail. Et ainsi le marxisme est devenu le totalitarisme du travail (...) »

Et sur « l'action communiste » : « La propagande communiste ne cherche nullement à convaincre d'une vérité mais à trouver les moyens les plus efficaces pour avoir prise sur les cerveaux (...) Sans la doctrine communiste, il est probable que la Russie aurait eu la même politique d'expansion que l'U.R.S.S. Cependant, deux facteurs font que cette politique n'aurait pas été la même : le premier est la présence d'une cinquième colonne communiste en Occident alors qu'il n'existe pas de 5e colonne occidentale en U.R.S.S.

« Le second est que les communistes ont annoncé la chute du capitalisme et feront donc tout pour que la chute réelle confirme leur prophétie (...) »

Ils concluent enfin :

« En premier lieu, en France, il s'agit d'isoler le P.C. car c'est par la confusion des esprits qu'il recrute ses adhérents. Il faut donc parvenir à clarifier les esprits. En second lieu, il faut que les élites lisent Marx, Lénine et Staline. Certes, ce n'est pas drôle... »



— Que rococo !... Que riquiqui !..

ÉCONOMIE

Le Dr Pinay et le Dr de Gaulle

● *Comme tous les précédents gouvernements, le gouvernement de Gaulle doit faire un choix fondamental. Un spécialiste des questions économiques en analyse ici les données.*

LE statu quo en Algérie et les réactions hostiles au projet de Constitution semblent être actuellement les soucis dominants du gouvernement du général de Gaulle. Cependant, deux discours prononcés la semaine dernière, l'un par M. Antoine Pinay, ministre de l'Economie nationale, l'autre par le général de Gaulle lui-même, ont montré que les problèmes économiques demeuraient au premier plan des préoccupations gouvernementales.

Si ces discours, en eux-mêmes, se sont bornés à énoncer des objectifs ambitieux mais vagues sans donner aucune précision sur les moyens à mettre en œuvre pour les atteindre, deux décisions importantes ont été prises :

● 1° Fixation du prix du blé en hausse de 8 %, au lieu des 12 % résultant de l'application du plan céréalier ;

● 2° Création de 50 milliards d'impôts supplémentaires.

Le désaccord

Ces décisions qui sont le fruit de compromis dans la meilleure tradition de la IVe République, ne permettent guère de définir la politique économique du général de Gaulle.

Cependant, à l'occasion des décisions intervenues, les retards, les communiqués ambigus ont donné l'impression de certains désaccords entre la présidence et le ministère des Finances. Cette impression est parfaitement fondée : tandis que s'engage lentement entre le général et les partis, la bataille du référendum, un autre conflit politique se déroule dans l'ombre, au sein même du gouvernement.

Ce désaccord n'est pas de détail. Il engage, que l'on en soit conscient ou non, l'orientation économique et politique de la France pour les années à venir. En économie, plus qu'ailleurs, le passé commande le présent : le déroulement des faits depuis quatre ans impose aujourd'hui un choix décisif. Ces faits sont :

— LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DEPUIS 1952.

Il est caractérisé :

1) Par une répartition du revenu particulièrement généreuse, allouant des hausses annuelles de revenus nominaux de 10 % environ, ce qui a entraîné une augmentation rapide des dépenses de consommation.

2) Par le dynamisme des investissements publics et privés qui ont ajouté à celui de la consommation un prélèvement élevé sur le produit national.

3) Par le poids des dépenses militaires, surtout depuis 1956.

4) Par la paresse traditionnelle des entreprises françaises à exporter vers l'étranger, cause de la stagnation des exportations depuis 1955.

La nouvelle échéance

Toutes ces causes jouant simultanément ont fait de la France un pays qui est depuis 1955 en état constant et aigu de déficit de la balance des paiements. 2.000 millions de dollars (soit 900 milliards de francs) de réserves ont été consommés en 1956 et 1957. A la fin de 1957, l'état de cessation de paiements était proche avec ses conséquences redoutables : arrêt de l'expansion, chômage, baisse du niveau de vie et des investissements... Un ballon d'oxygène de 500 millions de dollars (225 milliards de francs) fut obtenu et chacun oublia immédiatement les inquiétudes de fin décembre. Cependant, à fin mai, l'aide extérieure était quasi consommée. Mais les souscriptions d'or à l'emprunt, quelques retours de capitaux, viennent de renflouer les caisses à nouveau et chacun, au gouvernement comme dans l'administration, se rendort sur le mol oreiller de la croyance au miracle, faisant mine de penser que les périls sont durablement écartés. Il n'en est rien et, en novembre ou en janvier, la même échéance sera là : mendier à nouveau auprès de l'étranger ou tenter d'organiser au mieux une économie de pénurie.

— L'INTÉGRATION EUROPÉENNE.

Dans le même temps qu'était menée cette politique intérieure insouciante, des engagements aussi solennels qu'irréfléchis étaient pris dans le sens de l'intégration économique européenne. Ici encore l'échéance est le 1er janvier 1959, début effectif du processus de libération des échanges et d'abaissement des droits de douane entre les six pays du Marché Commun, peut-être entre les 17 de la zone de libre-échange.

L'alternative

La contradiction entre la politique économique et les engagements économiques extérieurs est maintenant patente et elle oblige au choix décisif évoqué plus haut :

Ou bien l'on maintient les engagements européens et alors la France doit solliciter à nouveau une aide extérieure avec tout ce que cela suppose de contrôles humiliants et d'hypothèques grevant notre politique étrangère (au moment où celle-ci paraissait vouloir reconquérir une certaine autonomie).

Dans ce cas une politique relativement libérale pourrait être consentie un an encore. Ce libéralisme risque fort toutefois de reporter en 1960 les problèmes que l'aide extérieure a permis depuis si longtemps d'éluder.

Ou bien l'on demande un sursis à nos engagements : Marché commun, zone de libre-échange, libération des échanges dans le cadre de l'O.E.C.E. C'est renoncer sans doute à obtenir une aide extérieure, la possibilité d'obtenir celle-ci étant certainement subordonnée à la tenue de nos engagements, tant vis-à-vis du Traité de Rome que vis-à-vis de l'O.E.C.E. C'est alors un changement total de notre politique économique intérieure qui s'impose. Il faudra, si l'on veut maintenir un rythme d'investissements convenable, condition de nouveaux accroissements du revenu national, rationner étroitement le commerce extérieur, contrôler et diriger les investissements, rationner les produits exportables... Morose ou non, comme dit M. Pinay, c'est le dirigisme qui s'imposera, ou bien la France renoncera à être une grande puissance économique.

Le premier choix, c'est à la fois l'Europe et le libéralisme économique, optique qui caractérise M. Pinay. Le second choix, c'est ralentir le mouvement de l'Europe, c'est maintenir la possibilité d'une politique étrangère française autonome, c'est ne pas répugner, pour ce faire, au dirigisme économique, c'est le choix vers lequel tendent le général de Gaulle et son entourage personnel. Le désaccord entre la rue de Rivoli et l'Hôtel Matignon, dont de sourds échos ont seulement filtré pendant cette période de vacances, d'ailleurs consacrée principalement à la mise au point des textes constitutionnels, va s'approfondir et apparaître en pleine clarté à la rentrée. Il compliquera singulièrement le problème politique.

LOGEMENT

Sudreau le constructeur

● *Un homme jeune, dynamique et compétent, est chargé de résoudre le problème clef de la vitalité française. Peut-il réussir ?*

LE général de Gaulle, présentant la semaine dernière à la presse M. Pierre Sudreau, ministre de la Construction, déclarait : « Ses projets sont aussi les miens ». M. Sudreau annonçait ensuite qu'il se donnait deux mois pour amorcer la *« grande politique de construction »* indispensable à la France.

Pierre Sudreau est jeune — trente-neuf ans — énergique, calme, ambitieux au bon sens du terme. Il a fait la preuve de sa compétence dans ses dernières fonctions. Il a de l'assurance, mais pas trop, un sourire rare

→

FORUM

COMPAGNONS D'INQUIETUDE

par PIERRE MOINOT

Pierre Moinot.

Plusieurs hauts fonctionnaires viennent de publier une étude critique du projet de Constitution gouvernemental et des conditions dans lesquelles ce projet va être soumis à la nation. M. Pierre Moinot, conseiller référendaire à la Cour des Comptes, explique ici les raisons qui ont pu déterminer ses collègues à prendre publiquement position.

Le haut fonctionnaire de la République appartient à une espèce à part : elle ne se fabrique ni rapidement, ni abondamment, et se nourrit d'un brouet de composition difficile, et le dosage de scepticisme et de foi doit rester constant. Elle a le sentiment de représenter un investissement national dont la rentabilité se mesure au souci qu'elle a de confondre, au risque parfois de sa prospérité future, une certaine attitude administrative avec une certaine attitude morale. Elle est muette sur sa vertu, comme allant de soi. Un climat balzacien de puissances à vaincre, d'irrégularités à redresser, de corruptibilités à punir accompagne ses gestes quotidiens. Contrariant la pente naturelle qui pourrait la mener vers la technocratie, elle s'acharne au contraire, par habitude peut-être de résister à toute tentation, à rester libérale. Elle sert un maître, qui est l'idée qu'elle se fait de l'Etat.

A priori, rien, sauf tout cela, ne donne aux hauts fonctionnaires plus de poids qu'à beaucoup d'autres dans la discussion qui s'engage autour de ce que sera la Constitution. Quand un premier président donne publiquement lecture d'un arrêt, il se coiffe la tête de son mortier en prononçant les mots « La cour ordonne... ». Il signifie par là que la justice qu'il représente n'est soumise à personne, et à ce petit jeu de chapeau, les magistrats, qu'ils soient appelés à connaître des lois, des individus ou des comptes, reconnaissent qu'ils ne sont sereins que souverains.

Eux aussi réclament leur indépendance, qui leur est assurée par la loi, aux termes de l'article 61 du projet de Constitution. Le sort de leur métier étant ainsi réglé dans son principe essentiel, ont-ils qualité supplémentaire, du fait de ce métier même, pour discuter de leur sort de citoyens ? Non sans doute, si ce n'est dans la mesure où les caractères propres à leur espèce, leur intégrité et la minceur rassurante de leur condition matérielle ont quelque valeur d'exemplarité.

On m'a distribué l'autre jour une note ronéotypée, « préparée par un groupe de fonctionnaires du Conseil d'Etat et de la Cour des Comptes, des corps de contrôle et des grandes administrations publiques sur les questions posées par la révision constitutionnelle ». **Je ne pense évidemment pas que l'opinion de ses rédacteurs est l'exact reflet de celle de leurs milieux administratifs tout entiers. Au reste, l'administration ne chante pas toute au même lutrin. Mais cette voix-là est assez nuancée pour qu'on y prête l'oreille : les auteurs ont soin de préciser qu'ils** « appartiennent aux familles politiques les plus différentes » **et qu'ils n'ont aucunement cherché** « l'occasion ou le moyen d'élaborer une action politique commune ». **Ce sont des compagnons d'inquiétude, réunis par une réflexion identique, et la démarche qui les a poussés à rendre cette réflexion à demi publique prend un ton de singulière gravité pour qui connait l'habituelle réserve servant de règle dans leurs fonctions.**

La première de leurs préoccupations porte sur la manière dont le problème constitutionnel a été posé. Le principe veut que le pouvoir constituant appartienne au peuple, qui désigne des représentants chargés d'élaborer et de débattre les lois constitutionnelles. Mais le peuple, s'il avait bien songé à l'aménagement de la Constitution de 1946, n'a jamais manifesté le désir d'exercer son pouvoir de façon aussi radicale. « Votée sous la contrainte par une majorité résignée, la loi du 3 juin 1958 n'est que la sanction législative d'un coup de force militaire. » **L'insurrection d'Alger et l'insubordination de l'armée ont servi là de volonté nationale.**

Ainsi mise en mouvement, la révision est faite « suivant une procédure insolite », **qui débute au stade des** « experts », **sans qu'on sache quel Moïse a servi de scribe au Gouvernement Tout-Puissant, qui continue par un comité** « dont il ne parait pas que la composition doive refléter les grandes tendances de l'opinion publique » **et qui s'entoure d'une atmosphère de mystère dont la publication de l'avant-projet — postérieure à la note — dissipe à peine le caractère de prestidigitateur.**

Je sais bien qu'on dit que le président de Gaulle a son projet à lui, destiné à être servi chaud à la dernière minute — suprême astuce ou suprême espoir. Mais cette dernière minute elle-même est irritante. Lorsque le texte définitif sera rendu public, rien n'aura été fait pour informer véritablement l'opinion à laquelle on se réfère. « Aussi le devoir de tous les républicains, des partisans de la révision comme de ses adversaires, est-il d'obtenir du gouvernement qu'il mette à la disposition des grandes formations politiques les moyens d'information qu'il détient et qui sont la propriété de la nation. » **M. Soustelle, dont les lunettes noires cachent si bien les yeux quand il s'agit de distinguer le rang de certains hauts fonctionnaires, saura-t-il lire la prose de ceux-là ?**

Elle pose pourtant fort clairement le problème du caractère de la consultation populaire qui nous est préparée : il ne s'agira pas, pour le corps électoral, de juger des projets élaborés sur son initiative, il ne s'agira pas davantage d'un choix, puisque les citoyens préoccupés d'un renouvellement constitutionnel différent de celui qui leur sera proposé n'auront aucune possibilité de s'exprimer. Il s'agira d'un vote dont l'objet apparent sera un texte, dont l'objet réel sera un nom. « Tenu jusqu'au dernier moment dans l'ignorance des questions qui lui seront posées, le corps électoral réglera sa réponse d'après des raisons de circonstance, étrangères à l'objet même du référendum. »

Rédigées avant que soit exactement connu l'avant-projet gouvernemental, les critiques sur les solutions envisagées, et notamment sur « l'ambiguïté d'une consultation qui porterait à la fois sur les institutions de la République et sur la structure de l'Union », **ont été depuis reprises de plusieurs côtés. Leur force tient à leur mesure même, et au fait que** « les fonctionnaires républicains sont autant, sinon plus que quiconque, conscients de la nécessité de donner à l'exécutif les moyens de gouverner », **mais également** « convaincus que ce n'est pas en abaissant la représentation nationale qu'on établira l'autorité du gouvernement ». **Les prochaines réunions de travail annoncées par les auteurs de cette étude actualiseront sans doute une analyse qui mérite une grande audience. La qualité des rédacteurs les garde, par tradition, de tout excès dans le blâme comme dans la louange, et donne à leur avertissement un ton qu'on aurait tort de négliger.**

L'exercice de la fonction publique, comme l'existence en général, amène à demander peu de choses, mais à s'y tenir irréductiblement. J'imagine que certains de ces hommes, mes collègues ou mes camarades, sont comme moi fort éloignés de ce qu'on appelle d'ordinaire la politique, mais parfaitement conscients d'un certain visage de la liberté démocratique et de la justice, qu'ils n'accepteront jamais de voir défigurer. Cette passion-là, qu'ils murmurent avec une angoisse retenue, prend l'apparence d'une position de principe. A d'autres, qui travaillent dans le bazooka ou les électrodes, elle paraîtra sans doute dérisoirement intellectuelle : ceux-là ont oublié avec quel entêtement, en matière de principes, on glisse de la plume au fusil.

→

mais fin. Il prend les choses au sérieux. Bref, c'est « un bon cheval ».

Lorsque de Gaulle fit appel à lui, voilà près de deux mois, le général et le préfet ne s'étaient pas rencontrés depuis douze ans.

Mais le général se souvenait de la visite que lui avait rendue, en 1946, le courageux résistant de vingt-sept ans. Il avait, depuis, suivi les efforts de Pierre Sudreau lorsque celui-ci s'attaqua au problème du logement à Paris. Il voulut lui confier, au début de juin, un grand « ministère de l'Equipement », dont la création avait été suggérée par M. Bloch-Lainé.

Pas compétent ?

— Je ne suis pas compétent, répondit M. Sudreau.

— Mais vous êtes compétent pour la construction ? questionna le président du Conseil, qui ajouta : *Vous vous plaignez à bon droit depuis plus de deux ans de n'avoir pas de pouvoirs. Ces pouvoirs, je vous les donne.*

C'est ainsi que Pierre Sudreau, entré dans la carrière préfectorale à son retour de déportation, devint à trente-neuf ans ministre de la Construction.

M. Pierre Sudreau était passé par le plus grand des hasards de la préfectorale dans le bâtiment.

En 1955, M. Edgar Faure se trouvait à la présidence du Conseil. Emu des campagnes que provoquait la crise du logement à Paris, il sollicita l'avis de son ministre spécialisé, M. Roger Duchet, qui suggéra la nomination d'un commissaire à la Construction pour la région parisienne.

Le chef du gouvernement se rappela alors que le directeur adjoint de son cabinet, M. Sudreau, avait été dans le Loir-et-Cher le meilleur « préfet bâtisseur » de France.

— Vous allez au-devant des pires difficultés, dirent à Pierre Sudreau beaucoup de ses amis. *Avec vos capacités et vos appuis, vous pouvez prétendre aux plus hautes fonctions administratives. Refusez la proposition qui vous est faite car, si vous réussissez, on ne vous reconnaîtra aucun mérite ; si vous échouez, vous serez le bouc émissaire.*

M. Sudreau accepta quand même — sans enthousiasme — l'offre de M. Edgar Faure : il considérait, parce qu'il était le plus jeune préfet, que son devoir lui commandait de se lancer dans l'aventure.

En trois ans, on construisit dans la région parisienne 167.000 logements, c'est-à-dire cinq fois plus que pendant les dix années précédentes.

Les obstacles

Mais le problème de la construction n'est pas, ne peut pas être celui d'un homme. C'est celui de tout un pays. Ses prédécesseurs n'étaient ni incompétents, ni paresseux, ni distraits. Ils ont été paralysés :

1) Par des méthodes administratives détestables qui ont empêché toute coordination des efforts : l'Intérieur, les Travaux publics, les Finances, les Affaires économiques, l'Education nationale, l'Industrie et le Commerce prétendent tous, et à tous les échelons, intervenir dans la politique du logement. Les dossiers partent pour des circuits interminables. La paperasse est plus solide que le béton.

2) Par la législation sur les loyers. Malgré le courage manifesté par Claudius-Petit et la loi qu'il fit voter en 1948, les loyers sont fixés à un montant trop bas pour que l'épargne s'investisse dans la construction.

Et, jusqu'à nouvel ordre, nous ne sommes pas en régime socialiste.

Le financement n'étant pas assuré entièrement par l'Etat, la construction n'attirera les capitaux privés que dans la mesure où les capitalistes y trouveront leur intérêt et recevront des garanties suffisantes.

On devrait pouvoir imaginer que l'Etat finance intégralement la construction des logements populaires, à loyers modérés, laissant au capital le soin de loger les nantis.

Cela viendra peut-être. Ce n'est pas encore le cas.

3) Par la législation sur la propriété foncière, qui date du début du dix-neuvième siècle et qui reste strictement protectrice. Les textes relatifs à l'expropriation en particulier sont aberrants.

4) Par le retard accumulé, pendant quarante ans, par la France, et dont les effets coïncident avec une formidable poussée démographique, alors que l'Allemagne (qui ne supporte ni l'entretien d'une armée ni celle de colonies) s'est lancée à fond dans la reconstruction, que l'Angleterre n'a pas cessé de bâtir au rythme que la France atteint seulement aujourd'hui, que l'U.R.S.S. construit chaque année près de 1 million 500.000 logements. Nous en avons construit 84.000 en 1952, 274.000 en 1957.

5) Par l'inadaptation des méthodes de construction.

De grands progrès ont été accomplis dans ce domaine depuis 19.. Mais si, au stade du gros œuvre, le bâtiment s'est industrialisé, il demeure encore assez artisanal dans toutes les autres branches.

6) Par un problème de main-d'œuvre qui intervient dès qu'on approche un rythme satisfaisant de construction.

7) Enfin — et surtout — par le goulot d'étranglement que constitue le financement, comme vient de le rappeler le groupe d'experts travaillant sous la direction de M. Alfred Sauvy.

La construction annuelle de 300.000 logements, jugée nécessaire pour satisfaire aux besoins de la population (rapport Jacomet de 1954), représente, avec les dépenses annexes, 800 milliards par an.

L'avenir

Les intentions de M. Sudreau sont excellentes, sa connaissance du problème est totale.

Il n'ignore pas que le problème du logement ne se limite pas à « l'acte individuel de bâtir », qu'il pose celui de l'urbanisme, de grands travaux publics, de l'aménagement du territoire, de la décentralisation industrielle.

C'est une vaste tâche.

Toutes les fois que Pierre Sudreau fera appel à l'opinion pour faire sauter l'un des verrous qui bloquent la construction et la rendent anarchique, il trouvera le plus large écho.

Il reste qu'aucun pays ne peut à la fois entretenir les illusions coûteuses du passé et tendre, en même temps, toutes ses forces vives, comme cela est nécessaire en ce qui concerne la construction, vers l'avenir.

CETTE NUIT-LA...

Le 4 août

● *Article IX de la Constitution : « Le peuple français vote la liberté du monde ». Tout avait commencé le 4 août...*

« L'*IVRESSE de la joie s'est aussitôt répandue dans tous les cœurs. Il semblait qu'un nouveau jour allait luire sur la France* », écrit l' « éditorialiste » Loustalot dans son journal « Les Révolutions de Paris » lorsque l'aube du 5 août 1789 se lève sur la France.

« *Quoique l'on attendît tous les biens de la sagesse de l'Assemblée nationale*, ajoute-t-il, *il semblait que l'on venait de recevoir d'elle un bienfait inespéré.* »

Que s'est-il donc passé ? Simplement ceci : dans un enthousiasme indescriptible, l'Assemblée nationale, en une nuit, a fait table rase de l'Ancien Régime. En quelques heures, privilèges, particularismes, distinctions ont été jetés bas. En quelques heures, la France a réalisé, en une « cristallisation » accélérée, son unité politique et sociale. Débarrassées d'obstacles, les routes de l'avenir s'ouvrent, immenses, sur tous les horizons.

« *Les dates,* dit Michelet, *sont des galets. Nous sautons de l'un à l'autre pour franchir à gué le fleuve de l'histoire.* »

Premier galet : le 20 juin, dans la salle du Jeu de Paume, l'Assemblée nationale a juré solennellement de ne pas se séparer avant d'avoir donné une Constitution à la France. Deuxième galet : le 14 juillet, le peuple de Paris a pris la Bastille, symbole de l'arbitraire policier sous la monarchie absolue. Troisième galet : le 4 août, « chauffée » par la France entière, l'Assemblée explose comme une chaudière. L'ordre ancien vole en éclats. Sur ses ruines, dans quelques jours, on pourra dresser le monument nouveau : la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen qui lancera aux quatre coins du monde, en graines de liberté, ces phrases inouïes :

« *Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits. Le principe de toute souveraineté réside essentiellement dans la nation. Nul corps, nul individu ne peut exercer d'autorité qui n'en émane expressément...* »

L'Assemblée hésite

La liberté, c'est comme une porte : il faut qu'elle soit ouverte ou fermée. Le 20 juin — avec une promesse de Constitution à la mesure d'immenses espérances — l'huis a été entrouvert. Maintenant, les deux battants doivent être arrachés : le peuple gronde. Le peuple, c'est-à-dire — car la France n'est encore qu'une nation agricole — les paysans. Sans attendre, manouvriers, petits laboureurs, manants en loques, héritiers de cinq siècles de jacqueries noyées dans le sang aussitôt qu'éclatées, donnent le signal. Les ponts-levis sont arrachés ; les papiers, titres, actes de redevances sont jetés dans les cours des châteaux et brûlés. Les brigands s'en mêlent et entre la misère et l'espoir, la peur (la Grande Peur) s'installe. Un peuple en sabots, aux mains calleuses, aux yeux fous d'espoirs nouveaux et de terreurs passées, armé de pierres, de faux et de bâtons, se jette désespérément à l'assaut de l'avenir.

A Paris, devant l'ampleur des désordres paysans, l'Assemblée nationale ne connaît pas encore très bien le rôle que l'Histoire lui a distribué. Elle hésite : faire intervenir l'armée contre le peuple, n'est-ce pas se livrer pieds et poings liés au pouvoir royal qui ensuite, les révoltes matées, risque de se retourner contre la représentation nationale ? Tolérer cette révolution permanente *à la base,* n'est-ce pas, d'autre part, laisser grossir un flot qui risque de tout emporter ? L'Assemblée est devant ce choix : ou périr en tant qu'organisme populaire et constituant ou faire une révolution *au sommet* et pour ne pas avoir à suivre un mouvement dont on ne sait pas jusqu'où il ira, se porter à sa tête. En fait, en ce début d'août 89, l'Assemblée nationale est mise brutalement en face de sa *vocation révolutionnaire* et obligée, comme l'écrit Mirabeau, « de verser au peuple des arrhes de son bonheur ».

Le mardi 4 août, à 20 heures, le cortège traditionnel de Bretons en costume, qui divertissent fort l'assistance, de cardinaux en rouge, d'évêques en robe violette, de députés du Tiers, empesés dans leur drap noir et coiffés du tricorne, de nobles aux habits de cour éclatants, pénètre dans la salle des Menus-Plaisirs à Versailles et en envahit les gradins. Le président Chapelier déclare la séance ouverte. Target, représentant la grosse bourgeoisie du Tiers, prend aussitôt la parole pour lire un projet aux termes duquel il invite l'Assemblée à « condamner les troubles et les violences qui affligent différentes provinces ».

Pendant que la voix de Target se perd dans l'étrange recommandation faite à tous les prêtres de France de joindre à leurs sermons l'énoncé de l'arrêté, un citoyen noble se fraie précipitamment un chemin, à travers les gradins sans pupitres, vers le premier rang des députés. Ce n'est autre que le vicomte Louis-Marie de Noailles, cadet ruiné et « ancien combattant » de la guerre d'Indépendance américaine. Plus tard, on dira qu'il n'avait rien à perdre lorsqu'il lança sa déclaration. Peut-être... En réalité, il fait partie de cette noblesse qui, le coffre vide mais la tête pleine des idées du XVIII^e siècle — ruinée mais « philosophe » — se trouve sensibilisée aux événements ambiants et n'est pas loin d'incarner, pour l'heure, l'idéalisme révolutionnaire qu'elle assimile parfois confusément à la grandeur romaine. D'une voix ferme, contre Target, Noailles propose : que l'impôt soit payé par tous les individus du royaume dans la proportion de leurs revenus ; que toutes les charges publiques soient à l'avenir supportées également pas tous ; que tous les droits féodaux soient rachetables ; que les corvées seigneuriales — mainmorte et autres servitudes personnelles — soient détruites sans rachat. Un « tumulte approbateur » court de gradin en gradin à l'énoncé de cette déclaration que « Le Courrier de Versailles » qualifiera de « *simple mais sublime* »...

« Sublime ! » Retenons ce mot : il est la clé de tout l'idéalisme révolutionnaire à ses débuts. Et bien que nous sachions aujourd'hui que l'Histoire n'est pas faite d'élans et de battements de cœur, nous ne pouvons compter pour rien la passion des hommes qui parfois, en prescience exaltée de la « force des choses », contribue à précipiter l'avenir et à le ramasser en un condensé explosif qui s'appelle l'événement.

Le plus riche

Maintenant, à Noailles ruiné et « sublime », succède l'élégant duc d'Aiguillon, qui est le plus riche propriétaire terrien du royaume. Que va-t-il dire ?

« *Messieurs,* déclare-t-il d'une voix où traînent encore les accents d'une aristocratique « *morgue* », *je comptais faire ce qu'a fait M. le vicomte de Noailles. Il a prévenu ma démarche. J'ose croire qu'il n'a prévenu ni mes sentiments ni mon cœur.* »

Dans la salle des Menus-Plaisirs, construite en hippodrome, l'enthousiasme est à son comble. Avec Noailles, on avait cru le *sublime* atteint. Avec d'Aiguillon, le voilà dépassé. D'un seul coup, l'Assemblée se sent halée hors des bourbiers de procédure où ses précédentes séances l'enfonçaient et confrontée à la lumière. D'un seul coup, une réaction en chaîne se produit et, comme un amoureux naguère transi décide brusquement, sans brouillon, de déclarer son amour, l'Assemblée, fébrilement, « hors rédaction », se met à écrire l'Histoire.

« *Qu'on nous apporte ici,* s'écrie le député breton Leguen de Kerengal, *les titres qui humilient l'espèce humaine en exigeant que les hommes soient attelés à une charrette comme les animaux de labourage. Qu'on nous apporte ces titres qui obligent les hommes à passer leurs nuits à battre les étangs pour empêcher les grenouilles de troubler le sommeil de leurs seigneurs. Pour le bien de la France, hâtez-vous de donner ces promesses à la France. La chute des empires est annoncée avec moins de fracas. Ne voulez-vous donner des lois qu'à la France dévastée ?* »

« *Que cessent les abus des pensions militaires !* » lance le marquis de Foucault.

« *Nous réclamons l'égalité des peines* », ajoute le vicomte de Beauharnais.

« *Que dire du droit de chasse ?* » s'exclame l'évêque de Chartres.

Le duc du Châtelet, en veine d'émulation, murmure :

« *L'évêque nous ôte la chasse, je vais lui ôter ses dîmes.* »

Ce qui est fait. Et le comte de Virieu :

« *Le tendre Catulle n'avait qu'un moineau qu'il chérissait. Il en fit le sacrifice aux dieux. Moi, je n'ai que des pigeons. Ils font mes délices, mais je consens de grand cœur à les sacrifier...* »

Tonnerre d'applaudissements. Les députés s'embrassent. Les larmes montent aux yeux. Qu'il est doux (et « sublime ») d'aimer les hommes et de feindre d'oublier qu'on n'accorde que ce que le peuple, grondant aux portes, exigeait... et allait prendre.

Mais « *l'Assemblée était dans un tourbillon électrique et les commotions se succédaient sans intervalle.* » (Mirabeau)

A l'aube, des personnes qui ont assisté à la séance répandent dans les jardins des Tuileries l'incroyable nouvelle : la Constitution est déjà arrêtée sur tous les points qui intéressaient la féodalité. En quelques heures, l'effervescence gagne tous les quartiers de la capitale. Des groupes se forment dans les rues, sur le Pont-Neuf, le Pont-aux-Champs, aux abords des cafés fréquentés, aux alentours du Théâtre Italien.

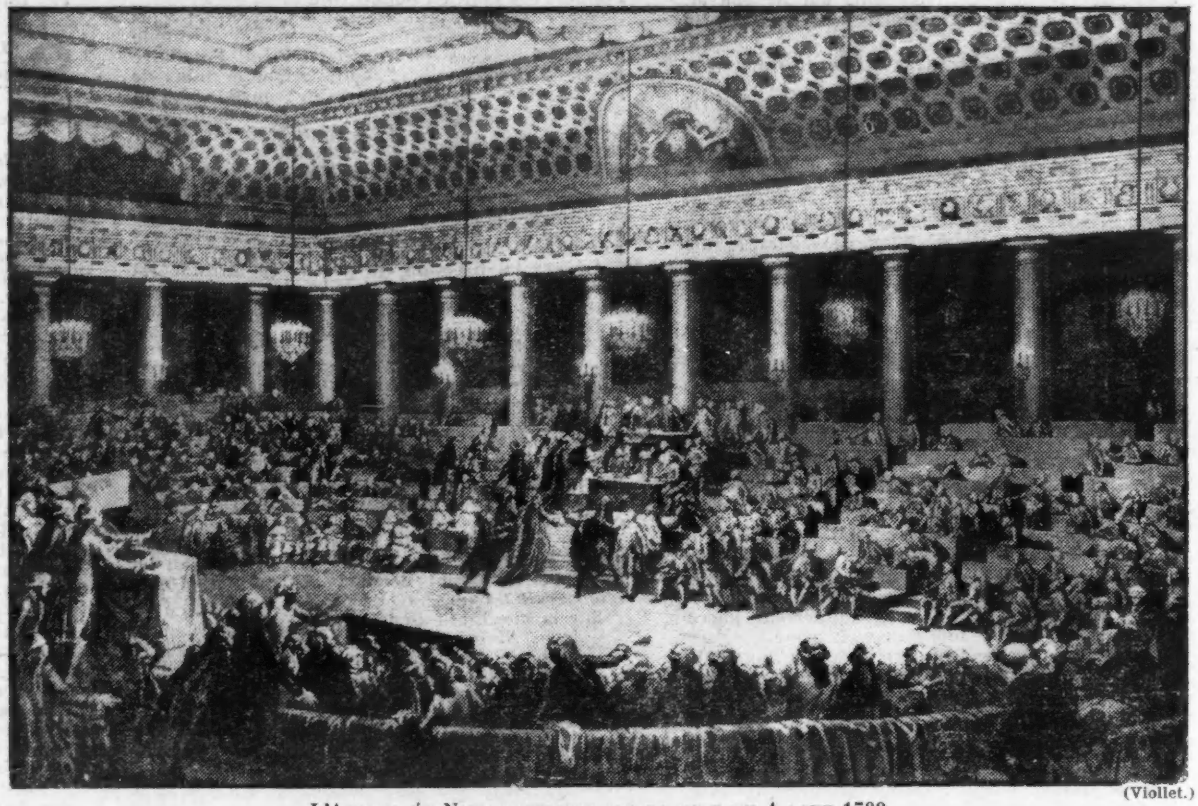
Une fureur chasseresse — puisque a été aboli le droit de chasse ! — s'empare des Parisiens. Les bois de Vincennes, de Boulogne, de L'Isle-Adam, de Châtillon sont envahis par des hordes de nemrods qui se livrent à un véritable carnage. En deux jours, lièvres et perdreaux sont exterminés : il est ainsi des « défoulements » qui sont, lorsqu'on sait les « lire », de terribles prémonitions.

Le 6 août, Marat propose à plusieurs imprimeurs un article que tous lui refusent :

« *Ne nous laissons pas éblouir par du clinquant, des médailles frappées, des fêtes et des Te Deum proposés pour célébrer ces grands sacrifices. Sachons les apprécier.* »

Marat, le « politique »

Marat, dirions-nous aujourd'hui, est un « politique ». Il craint que les privilégiés, faite la part du feu, ne se soient repliés en bon ordre que pour de nouvelles offensives. Il a tort, car on n'ouvre pas impunément la boîte de Pandore. En quelques heures, l'Assemblée nationale a balayé l'Ancien Régime et se trouve affrontée au vrai problème — il faut vite construire après avoir détruit — qui est de donner à la France une Constitution.



(Viollet.)

L'ASSEMBLÉE NATIONALE PENDANT LA NUIT DU 4 AOUT 1789
Pour bâtir un temple ou un tombeau.

En attendant, le 26 août, en préambule, l'Assemblée nationale adoptait « La Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen ».

Marat a raison : dans les mois qui suivront, réveillés de leur « stupeur », les privilégiés voudront reprendre ces « arrhes de bonheur » qu'ils avaient à pleines mains versées et s'efforceront de retarder l'énoncé d'une Constitution dont ils craignent qu'elle ne soit celle « de la République ». Mais, cette révolution dont ils ne voudront pas faire l'économie, le peuple ne reculera ni devant ses ombres ni devant ses clartés. Certes, c'est à bout de souffle que la Révolution, quatre ans plus tard, arrivera à énoncer ses principes et, déjà, lorsque Saint-Just monte, en 93, à la tribune de la Convention pour défendre son projet de Constitution, le reflux est commencé. Ecoutons cette voix qui crie dans le désert :

« *Non, vous ne laisserez rien subsister qui soit un germe d'assujettissement et d'usurpation. Toutes les pierres sont taillées pour l'édifice de la liberté : vous lui pouvez bâtir un temple ou un tombeau des mêmes pierres.* »

Ecoutons cette voix : nous n'avons pas fini de l'entendre si nous ne nous rappelons pas ses leçons et si nous oublions que c'est la guillotine qui a arrêta ce cri :

« *Article IX du projet de Constitution déposé par le citoyen Saint-Just : « Le peuple français vote la liberté du monde... »*

JEAN CAU.

LES OUVRIERS SONT-ILS INDIFFÉRENTS ? (III

Dominique Desanti termine cette semaine son enquête pour essayer de cerner la physionomie actuelle de la classe ouvrière parisienne, son mode de vie, sa vue générale du monde.

Après avoir vu et interrogé Pierre, ouvrier électricien, sa femme Yvonne, bobineuse, Victor, outilleur-ajusteur, René, ouvrier professionnel, Georgette, sa femme, ouvrière dans une biscuiterie, et un syndicaliste chrétien (voir « L'Express » n° 371 et 372), voici Emile et Henriette, jeune ménage communiste.

V. - « Ça me fiche en colère... »

DANS le même groupe d'immeubles qu'André, le chrétien, j'ai rencontré Emile et Henriette, métallos tous les deux dans l'usine où ils se sont connus, voilà six ans. Ils vivent dans quatre pièces avec trois enfants (5, 3 et 2 ans) et la jeune Sicilienne qui s'en occupe.

La cuisine est le cœur du logis. La « télé » y reste allumée en permanence. Henriette exhibe ses trésors : le réfrigérateur, la machine à laver.

L'appartement est plus sobre que chez les voisins. Ici également, une planche au-dessus du divan-lit porte des livres. Brochures politiques. Classiques reliés (Molière ; « Lucien Leuwen » ; « Le Petit Chose » ; « La Petite Fadette »). Un choix de Victor Hugo, commenté par Aragon et, non coupé, un roman français qui avait eu le « prix Staline ».

Henriette, vingt-huit ans, s'habille en retard sur la mode.

> « *Pour être coquette, il faut avoir l'esprit à soi, et pas de dettes.* »

Elle continue :

> « *Je m'étais arrêtée trois ans : avec un salaire, trois enfants, personne pour vous aider, on se fatigue plus qu'à l'usine. L'an dernier, je mettais les enfants à la garderie. Résultat, à force de doubles journées, je suis tombée malade ! Les nerfs. Cette année, par des amis, on a fait venir Maria, de Sicile. Ça arrange tout le monde, sauf le budget : une personne de plus à table, ce n'est rien, mais 25.000 francs à donner tous les mois, c'est quelque chose, quand s'y ajoutent les traites...* »

La famille doit disposer d'environ 130.000 francs en tout, Emile travaillant 50 heures par semaine et Henriette 40 heures.

Les dépenses se répartissent comme partout. 58 % pour la nourriture. Une allocation spéciale couvre une partie du loyer qui atteint 11.000 francs par mois.

Emile est communiste. Sans expliquer pourquoi, il m'informe qu'il est « *organisé sur la base du quartier et pas de l'entreprise* ».

Peut-être parce qu'il s'expose moins aux représailles patronales ? Peut-être, simplement parce qu'il n'y a pas de cellule dans son usine.

S'il trouve que son niveau de vie a augmenté entre la Libération et 1956, pour, ensuite, baisser légèrement, il est réservé dans ses jugements politiques.

> « *L'important, en ce moment, c'est de s'unir pour lutter contre le fascisme* »,

coupe-t-il.

Il explique, par la seule fatigue physique, le fait qu'il soit « *très moyennement militant et qu'il faille venir le chercher* ». Henriette ajoute que la « télé » y est pour quelque chose. Sur la question des grèves, en revanche, il est prolixe :

> « *On a commis des erreurs : on a déclenché des grèves dont la majorité ne voulait pas. A présent, pour faire débrayer, c'est un monde.* »

Le 27 mai, dans son usine de 1.800 ouvriers, 300 seulement voulaient arrêter le travail malgré les appels de la C.G.T., la bienveillance tacite de la C.F.T.C. et la neutralité des délégués F.O. Finalement, personne n'a fait grève.

Le 28 mai, Emile était au défilé.

Il a crié « *Front Populaire* » : les copains du comité de section lui avaient assuré que le Front Populaire « était en bonne voie ».

Sur l'avenir, Emile demeure réticent et sans optimisme, ne croyant ni au retour pur et simple à l'état de choses ancien, ni au Front Populaire né de l'échec gaulliste, dont parlent certains de ses camarades. Il se contente de constater qu'on « *est dans la mélasse par la faute des socialistes* », puis se rétracte (à cause de l'unité d'action) « *par la faute des dirigeants socialistes* », puis recule encore : « *Enfin, de Guy Mollet* ».

Il regrette qu'un Comité de Vigilance républicaine se forme dans le quartier, mais non à l'usine, et l'explique (comme André le chrétien) par les rancunes personnelles.

Envers la direction du parti, son attitude est simple : les dirigeants doivent avoir plus d'informations que lui sur les questions embarrassantes.

Henriette vote communiste.

> « *D'ailleurs, dit-elle, dans nos immeubles, il y a beaucoup d'adhésions : quand les gens voient ce qu'a fait la mairie : les colonies de vacances, le dispensaire, les garderies... C'est tout de même ça l'important, n'est-ce pas ?* »

Ils lisent régulièrement « L'Humanité Dimanche », achètent « L'Humanité » quotidienne depuis le 13 mai. « *Mais le matin, on a juste le temps de voir les titres.* » En sortant du travail, Emile continue d'acheter « France-Soir ».

Leur rêve ? Une auto, dès que les autres dettes seront éteintes. L'autre rêve, c'est d'aller en Sicile, tous, chez les parents de Maria. « *C'est ça qui nous changerait les idées.* »

Sur la vie, Emile pense :

> « *Si on n'a pas un idéal pour tout le monde, on n'arrive pas à être vraiment heureux. Moi, quand je vois tous ces pauvres bougres à 30.000 balles par mois, qui ne sont même pas communistes, ça me fiche en colère.* »

Et Henriette :

> « *Moi, j'ai été très malheureuse étant gosse. Je crois que mes enfants, si on arrive à avancer, comme depuis la Libération, seront heureux. Mais il ne faudrait pas le fascisme, ni la crise, ni la guerre, voilà...* »

Deux forces nouvelles pèsent

Voilà donc cinq photos sans retouches.

L'intellectuel de gauche prête à la « Classe Ouvrière » des réactions « globales », une unité fruste mais combative qu'il admire, sur laquelle il compte ; ces instantanés le décevront.

Répétons-le : sur nos cinq modèles, aucun n'est un militant ardent. Deux ont été choisis à dessein parmi les gens bonnêtes mais tièdes qui composent la masse de tous les groupements, fussent-ils ouvriers.

J'ai pris contact avec quarante familles ouvrières. Chez tous, le grand élan vers les idées et les problèmes généraux s'est effiloché entre 1948 et 1956. Les élections du 2 janvier leur redonnèrent le sentiment d'avoir voté en harmonie avec le pays.

Ensuite, ils ont subi, sans bien en faire la synthèse, des chocs successifs. Le 6 février d'Alger ; Suez et la Hongrie ; la montée des prix (plus importante pour eux que tout problème de politique extérieure).

L'écroulement final les prit au dépourvu : ils avaient cessé de « suivre » les événements.

Mais la seule désillusion n'explique pas ce repliement sur le couple, la famille, le quotidien et sa fatigue.

Deux forces nouvelles pèsent sur l'ouvrier :

1 La politique patronale de « l'association capital-travail » et des primes.

Victor (le propriétaire du pavillon) et René (le jeune marié) protestent contre le refus d'augmenter le salaire horaire. Le patronat, en effet, évite les grèves en consentant des primes de toutes sortes. Des « avantages-maison » comme disent les ouvriers, c'est-à-dire des avantages attachés à l'établissement.

De grandes usines ont institué une prime de participation aux bénéfices (généralement proportionnelle aux salaires) réservée aux salariés ayant plus de douze mois de présence effective dans l'entreprise.

Victor, René, André le chrétien, Emile le communiste acceptent un rythme de travail très dur ; ils avouent craindre le licenciement. Pourtant ils sont sûrs (pour le moment) de retrouver de l'embauche le jour même, mais non de retrouver les mêmes avantages et, de toute manière, pas la première année.

Dans une usine de moteurs de Rueil un ouvrier professionnel de la plus haute catégorie (P3) a touché à la dernière distribution une prime de participation de 50.000 francs pour une année. Avec le mois de décembre double, la prime de vacances, son salaire horaire de 337 francs monte à 400 francs. De plus, tous les neuf mois l'usine fournit un « bleu de travail » et elle rembourse le prix des transports.

Cet ouvrier (comme nos quatre « cas » à forts salaires) connaît les bénéfices déclarés de l'entreprise.

> « *Les patrons me donnent des miettes ? Bien sûr*, dit l'ouvrier en haussant les épaules ; *mais si j'ai besoin des miettes ?* »

Un lecteur a écrit à « L'Express » :

> « *Les usines ont presque toutes des cantines où l'on déjeune à 150 francs, le patron paie le reste... on ne veut pas le savoir.* »

Si, tous le savent. Les patrons, pourquoi ils le font. Les ouvriers, pourquoi c'est fait. L'absence de grandes grèves dans ce genre d'usines montre que le patronat a gagné.

De même Victor travaille-t-il 55 heures par semaine, en se plaignant de « s'abrutir » ; René « aligne » 52 heures ; Emile plus de 50. Pier[re] l'électricien, ne pouvant excéder 48 heures [à] l'usine, consent au « travail noir » du soir.

La convention collective prévoit une majorati[on] de 25 % pour toute heure dépassant les 40 heur[es] fournies en cinq jours. Au-delà de 48 heures p[ar] semaine, la majoration atteint 50 %. Dans ce[r]taines usines, aux périodes de pointe (par exemp[le] quand elles préparent le Salon de l'Auto), les o[u]vriers en arrivent à des heures payées double.

Les plus lucides prennent consciemment [le] risque. Victor, René, Emile racontent qu'à le[ur] usine un homme de cinquante ans est considé[ré] comme un vieillard, puisqu'il est inapte à suiv[re] la cadence.

Ils acceptent donc d'user leur seul capital, [la] santé.

De plus, ces horaires, ces primes, ont aussi d[es] incidences sur la solidarité des ouvriers. Auc[un] ne sait plus exactement ce qu'il gagne. Les prim[es], les « boni au rendement » permettent à la ma[î]trise d'*appliquer* une « cote d'amour » qui n'ai[de] pas à la cohésion dans les ateliers. Nos ci[nq] exemples montrent l'extrême différence des bu[d]gets allant de 70.000 francs pour quatre person[nes] (chez Pierre) à 140.000 francs pour deux (Re[né] et Georgette) (1).

Dans la routine du quotidien il faudrait, po[ur] créer le sentiment d'une solidarité, une conc[ep]tion générale du monde. Aucune centrale syn[di]cale n'a trouvé de mot d'ordre qui puisse recouv[rir] ces intérêts si divers.

2 La naissance de besoins nouveaux, dans [une] période où montent les prix alimentaires.

Yvonne, la femme de l'électricien, dit :

> « *On a besoin de plus de choses qu'aut[re]fois. Ce n'est pas de la jalousie, je v[ous] assure ; c'est un besoin.* »

Ils appellent « besoin » ce pour quoi ils sac[ri]fient leurs loisirs, ce pour quoi ils ne ménag[ent] pas leur fatigue.

En écoutant ses camarades parler des émissi[ons] télévisées, l'ouvrier qui n'a pas de poste se s[ent] frustré. Beaucoup plus frustrée encore la fe[mme] qui travaille quand elle voit les appareils mé[na]gers amoindrir la fatigue et simplifier [la] « deuxième journée » de ses voisines.

L'éloignement entre le domicile et le lieu [de] travail augmente, allongeant le temps mort [du] transport, qui n'est pas rétribué, et n'est pas [du] repos. Le véhicule individuel libère de la tyran[nie] des horaires de trains et de cars. En fait, 2[0 à] 30 % de métallos parisiens ont un scooter, [une] moto, une auto (souvent achetée d'occasion [et] miraculeusement « bricolée »).

L'auto joue aussi un rôle de compensation p[our] les habitants des taudis : faute d'argent p[our] acheter ou « reprendre » un appartement, [ils] s'évadent au moins le dimanche.

Or, pendant que se répandaient ces beso[ins] nouveaux, le prix des denrées alimentaires et [des] objets de première nécessité montait. Le niv[eau] de vie, malgré les augmentations de salaires, [a] baissé de 10 à 15 % en deux ans. Chez les m[oins] de trente-cinq ans, les privations ont porté [sur] les vêtements, les vacances, les spectacles. [Plus] rarement ont-ils vendu les « mécaniques ». [Ils] ont même rarement renoncé à les acheter.

Ainsi s'explique la course « au rendement » [et] aux heures supplémentaires.

Ainsi s'explique aussi l'attitude, très nouv[elle] envers l'argent. Le bas de laine est mort de [la] première guerre mondiale et du « franc Po[in]caré ». Jusqu'à une date récente, l'ouvrier a p[or]tant économisé d'avance la somme nécessair[e à] un gros achat. Maintenant, il achète à crédit.

Une fois signées, les traites l'enchaînent. [Les] grèves, leur danger de lock-out ou de licen[cie]ment, ne comportent plus seulement des pr[iva]tions futures, mais la menace de perdre ce q[u'il] a. Les contrats de crédit stipulent qu'après [un] certain nombre de mensualités impayées, le v[en]deur peut reprendre l'objet.

⁂

Ainsi pris en étau, enchaîné à l'usine et a[ux] dettes, l'ouvrier est-il indifférent ?

Les mots-clés auxquels tous ont réagi son[t] le fascisme ; l'atteinte à la liberté d'association [et] de réunion (même ceux qui n'en usent pas s'in[di]gnent qu'on puisse les restreindre) ; l'atteinte [au] droit de grève. Des droits inconnus de le[urs] grands-parents sont à présent intangibles : [la] Sécurité Sociale, les allocations familiales, [les] congés payés, les congés de maternité. Une atte[inte] à ces droits provoquerait des réactions viole[ntes].

Notre enquête était terminée quand a paru [le] texte du projet de Constitution. Nous ne pouv[ons] pas dire si les ouvriers y ont vu un danger.

Ils se sont faiblement émus de la mort de [la] IVᵉ République : c'est qu'avant de disparaître [elle] les avait trop souvent déçus.

Cette enquête fragmentaire limitée aux mé[tal]lurgistes de la région parisienne ne prétend [pas] conclure. Elle jette un cri d'alarme, qui rej[oint] celui de la « Nouvelle Vague ».

Comme la jeunesse, les ouvriers ne sont [pas] indifférents. Trouvant qu'on les a souvent tromp[és], ils se méfient.

DOMINIQUE DESANTI

(1) 140.000, c'est-à-dire : lui, 110.000, [elle] 30.000. Et non 200.000 (170.000 + 30.000) com[me] une erreur matérielle nous l'a fait écrire [la] semaine dernière.

DIPLOMATIE

Le rôle de la France

● ***Dans la bataille diplomatique actuelle — dont la première phase vient de prendre fin — la France agit en franc-tireur. C'est un phénomène nouveau.***

POURQUOI le général de Gaulle agit-il en « franc-tireur », sans se soucier, semble-t-il, des Anglais et des Américains ? Pourquoi le ton et le contenu de ses lettres à M. Kroutchev a-t-il été si différent des messages de MM. Eisenhower et Macmillan ? Pourquoi, donnant le « mauvais exemple » à M. Kroutchev, a-t-il refusé de s'asseoir au Conseil de Sécurité, à côté (entre autres) des premiers ministres panamien et formosan ?

Toutes sortes d'explications psychologiques ont été avancées, tant en France qu'à l'étranger : l'anglophobie du général, sa susceptibilité royale, sa volonté de faire cavalier seul pour marquer l'indépendance et la grandeur de la France, son espoir de jouer un rôle de premier plan dans le dialogue avec M. Kroutchev, etc.

La véritable raison au « splendide isolement » de la diplomatie française est peut-être beaucoup plus simple : la France, cette fois, est innocente du dernier péché d'intervention et d'impérialisme que MM. Kroutchev et Nasser reprochent aux Occidentaux. Sur les Anglais, instigateurs du Pacte de Bagdad, et sur les Américains, si sévères pour le colonialisme des autres, le gouvernement de Gaulle a cette nette supériorité : il s'est (comme ses prédécesseurs d'ailleurs) opposé à la pactomanie anglo-saxonne au Moyen-Orient, il a conseillé à un M. Dulles rétif et obnubilé par le souvenir de Munich, de venir à composition avec le président Nasser, il a mis en garde contre toute intervention en Irak, au Liban, en Jordanie.

Médiatrice possible

Pourquoi alors la France répondrait-elle, au banc des accusés de l'O.N.U., d'une « agression impérialiste » anglo-américaine dans laquelle elle n'a aucune part ? Pourquoi se solidariserait-elle, face à M. Kroutchev, avec des alliés qui ont fauté sans son consentement ? Non : puisque la raison officielle de la réunion du Conseil de Sécurité serait l'agression anglo-américaine au Moyen-Orient, et puisque les Anglo-Américains s'y feraient vilipender par M. Kroutchev, la France n'a pas lieu de paraître devant l'O.N.U. en associée et complice de ses deux alliées. Elle refusera d'être associée aux fautes des Anglo-Américains tout comme les Etats-Unis avaient refusé toute association avec les Franco-Britanniques après l'expédition de Suez.

La France, raisonne le général de Gaulle, a mieux à faire : pour une fois innocente, elle est une médiatrice possible entre les antagonistes. Elle ne comparaîtra « en personne » à une conférence sur le Moyen-Orient que si les problèmes de cette région sont posés sous l'angle mondial, dans la perspective d'un règlement à long terme sur lequel la France a beaucoup de choses à dire :

« *Quant à l'objet de la conférence*, lisait-on dans la lettre envoyée jeudi dernier à M. Kroutchev, *je crois qu'il ne devrait pas être limité aux problèmes posés par la présence des troupes américaines au Liban et des troupes britanniques en Jordanie, qui n'est que la conséquence d'une situation d'ensemble... C'est, à mon avis, toute l'affaire du Moyen-Orient et l'état continuel de crise qui empêche cette région du monde de vivre et de se développer dans des conditions normales, que la conférence aurait à aborder d'une manière franche et complète.* »

M. Dulles, toutefois, ne l'entend pas ainsi. Il n'a nulle intention d'engager avec M. Kroutchev un débat sur le fond. La réunion « au sommet », selon M. Dulles, doit être motivée par les seules accusations d'agression proférées par M. Kroutchev ; et à ces accusations, M. Dulles s'apprête à répondre par des contre-accusations énumérant toutes les « agressions indirectes » et tous les « assassinats de souveraineté » commis par l'U.R.S.S., depuis dix ans ; dans les Etats baltes, en Grèce, en Tchécoslovaquie, en Hongrie, en Corée et en Indochine.

« *Votre proposition d'un règlement pour le Moyen-Orient, élaboré par les grandes puissances*, écrivait M. Eisenhower à M. Kroutchev, vendredi dernier, *me rappelle le système de domination politique que vous avez imposé en Europe orientale. Les Etats-Unis ne peuvent pas accepter ce point de vue.* »

La manœuvre européenne

L'Amérique éludait donc toute négociation sérieuse. Si sa volonté prévalait, les débats du Conseil de Sécurité allaient dégénérer en polémiques sordides ; les vertueuses contre-accusations de MM. Eisenhower et Dulles ne rehausseraient en rien le prestige occidental auprès des peuples semi-indépendants. Un crime n'en efface pas un autre et, comme l'écrit James Reston dans le « New York Times » :

« *Le président Eisenhower peut-il vraiment s'asseoir au Conseil de Sécurité à côté du délégué de Panama, et affirmer avec quelque vraisemblance que les grandes puissances ont tort de chercher à influencer les petites ? Pouvons-nous interdire tout l'hémisphère occidental à des pays tiers, et empêcher en même temps M. Kroutchev de dire son mot au sujet d'une région qui borde l'U.R.S.S. ? Le président Eisenhower, qui s'est vanté en 1956 d'avoir chassé les « rouges » du Guatemala, est-il prudent de se lancer personnellement dans une diatribe contre l'intervention dans les affaires d'autres pays ?* »

La session spéciale du Conseil de Sécurité s'annonçait donc mal : elle se bornerait à un échange d'invectives passionnées puisque M. Dulles (il l'a dit explicitement jeudi dernier) considère toujours le Moyen-Orient comme une « chasse gardée » américaine et se déclare résolu à y lutter « *par la force si nécessaire* » contre cette « *subversion communiste* » qu'il voit à l'œuvre partout où sa politique rencontre des oppositions, et jusqu'en Amérique latine, où il séjourne cette semaine.

Le général de Gaulle n'a aucune envie ni aucune raison d'être associé à pareille bataille oratoire, d'où les vrais problèmes seraient écartés. Il laissa donc entendre qu'il ne participerait pas à la session telle que la préparait M. Dulles, et tenta de circonvenir les deux « agresseurs » anglo-saxons par une manœuvre diplomatique de grande envergure.

Amorcée à Bonn et à Rome par M. Couve de Murville, cette manœuvre visait à mobiliser l'Allemagne et l'Italie — critiques sévères et innocents, elles aussi, des fautes commises au Moyen-Orient — en faveur d'une négociation sur le fond entre grandes puissances. De cette manière, le gouvernement français espérait non seulement imposer à Washington et à Londres cette négociation « au sommet » sur le Moyen-Orient dont M. Dulles ne voulait à aucun prix ; le gouvernement de Gaulle espérait également se présenter « au sommet » en mandataire de l'Europe continentale et, à ce titre, soumettre aux autres « Grands » un plan franco-européen pour le Moyen-Orient.

L'échec

La manœuvre échoua, comme il fallait s'y attendre, en dépit de la concordance des vues françaises et germano-italiennes sur les problèmes du Moyen-Orient. L'Italie et l'Allemagne, en effet, n'ont aucun besoin de la suzeraineté française ; puissances non coloniales, elles ont, économiquement, beaucoup plus à offrir aux nations arabes que la France. Mais surtout l'Allemagne, et plus encore l'Italie, n'ont aucun désir de se faire court-circuiter au Moyen-Orient par une France qui, si elle est innocente des fautes récentes, n'en est pas moins coupable, à leurs yeux comme à ceux des Arabes, de guerroyer depuis quatre ans contre le nationalisme musulman en Afrique du Nord.

Bref, si les Anglo-Saxons sont des partenaires compromettants aux yeux du général de Gaulle, le général de Gaulle lui-même est un partenaire plus compromettant encore aux yeux des Italiens et des Allemands. Tout comme M. Pineau, parti il y a deux ans avec d'excellentes intentions (il alla jusqu'à rencontrer Nasser), M. de Gaulle faisait l'expérience que la logique des choses était plus forte que la volonté des hommes et que la « pacification » de l'Algérie dressait un obstacle insurmontable à la vocation mondiale de la diplomatie française.

Au lieu de s'associer aux louables projets français, le premier ministre italien, M. Fanfani, préféra aller directement à Washington, à Londres, puis à Bonn, pour présenter son propre plan de règlement et de développement pour le Moyen-Orient. (Il est cette semaine à Paris sur l'invitation pressante du gouvernement français.) MM. Eisenhower et Macmillan, de leur côté, estimèrent que le diligent M. Fanfani était un médiateur plus acceptable que la France, et lui surent gré de s'être déplacé en personne

→

World copyright C 1958 The New Yorker Magazine, Inc.

« Attends un peu Gabriel ! Il paraît que la conférence au sommet va peut-être se réunir »

ABONNEMENTS DE VACANCES

Pendant la durée de l'été, « L'EXPRESS » sera naturellement mis en vente dans toutes les stations touristiques

Cependant, si vous voulez être certain de trouver « L'EXPRESS » chaque semaine, vous pourrez souscrire des abonnements spéciaux de vacances au prix de :

100 francs par numéro

Règlement à « L'EXPRESS », 29, rue de Marignan soit par chèque bancaire, soit par virement postal au C.C.P. 7378-19 Paris

→

quand il avait quelque chose d'important à dire.

Au lieu de jouer un rôle de premier plan, la France se trouvait ainsi réduite à jouer les vertus offensées. Ses atouts, au départ considérables, avaient fondu entre les mains de ses dirigeants ; ceux-ci n'avaient pourtant commis aucune faute — sinon celle de sous-estimer la logique de l'histoire et de voir la paille (d'envergure, il est vrai) dans l'œil des Anglo-Saxons, mais non la poutre dans le leur propre.

Sortie honorable

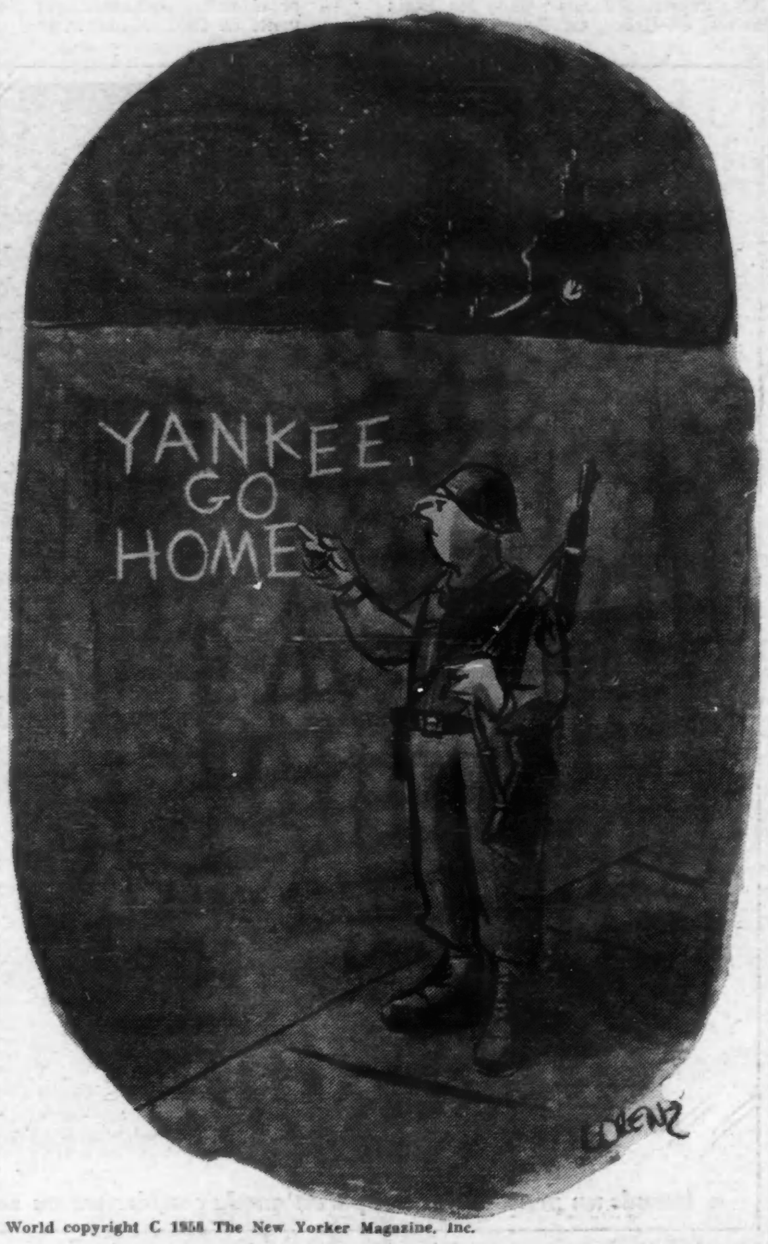
Les atermoiements provoqués par les démarches et les objections françaises, si fondées que fussent celles-ci, ont finalement abouti à des conséquences contraires aux buts poursuivis : ce n'était pas imprévisible.

M. Dulles, grâce au temps gagné, a pu reconnaître le gouvernement irakien, laisser élire le général Chehab à la présidence du Liban et élaborer pour le Moyen-Orient une nouvelle doctrine purement américaine ; il peut tirer prétexte de ce que « la situation est en main » pour rejeter toute négociation sérieuse — jusqu'à la prochaine crise qui sera peut-être le début de la prochaine guerre.

M. Kroutchev, d'autre part, s'est vu faciliter par le général de Gaulle une sortie honorable : comme il répugnait, après son entrevue avec Mao Tsé-toung, à s'asseoir au Conseil de Sécurité à côté de Tchang Kaï-chek pour échanger d'oiseuses accusations avec les Américains, il put, mardi dernier, citer la proposition française d'une conférence à cinq, d'avance rejetée par M. Eisenhower, pour preuve de la mauvaise foi et de l'obstruction des Anglo-Américains, et refuser toute rencontre « au sommet » selon les modalités prévues par ceux-ci. Pour échanger des accusations stériles, l'Assemblée générale de l'O.N.U. peut suffire, pense sans doute M. Kroutchev, qui semble en cela prendre exemple sur le général de Gaulle. L'avortement d'une rencontre « au sommet » ne provoquera de regrets que chez M. Macmillan (qui en avait besoin à des fins de politique intérieure) — et chez tous ceux qui souhaitent un règlement durable de problèmes dont dépend la paix du monde.

MICHEL BOSQUET.

LES « MARINES » AU LIBAN



World copyright C 1958 The New Yorker Magazine, Inc.

EGYPTE

L'Algérie de l'Occident

● ***A l'heure du voyage spectaculaire de M. Robert Murphy au Caire où se trouve Jean Daniel, voici le câble de notre envoyé spécial.***

JE viens de m'entretenir, peu après son arrivée au Caire, avec l'une des plus importantes personnalités du nouveau régime irakien. M. Fari, nouvel ambassadeur d'Irak auprès de la République Arabe Unie, qui a été reçu ici avec un cérémonial significatif, a passé une partie de sa vie en prison. Leader du parti de l'Istiqlal irakien opposé depuis toujours à Nouri es Saïd, il a été deux fois ministre.

M. Fari ne connaissait pas l'actuel président de la nouvelle République irakienne, M. Karim El Kassem, deux semaines avant le coup d'Etat. Ce fait est bien révélateur des révolutions actuelles au Moyen-Orient, et M. Fari le souligne comme avec un sentiment de dépassement.

Un peu partout il se passe au Moyen-Orient ce qui se passe en Algérie, du côté algérien comme du côté français : les politiciens cèdent le pas à l'armée. J'ai immédiatement demandé à M. Fari pourquoi l'Irak avait rejeté l'offre française de reprise des relations diplomatiques (1). Il m'a répondu :

« Vous ne voulez tout de même pas que nous soyons moins intransigeants que Nouri es Saïd ? Depuis l'agression tripartite contre l'Egypte, l'Irak a rompu les relations avec la France, nous les reprendrons lorsqu'il y aura de nouveau un ambassadeur de France au Caire. D'ailleurs, d'après les informations que nous avons, les négociations économiques franco-égyptiennes devraient normalement aboutir à la reprise des relations diplomatiques. Dès le moment où la R.A.U. aura avec vous des rapports normaux, nous n'aurons plus de raisons de bouder votre volonté de nous reconnaître. »

M. Murphy impressionné

Sur ma demande, M. Fari a ensuite analysé la situation irakienne :

Les Occidentaux sont rassurés : le pétrole continuera d'être normalement écoulé. M. Murphy, envoyé spécial du président Eisenhower, déclare avoir été surpris par la sagesse politique des nouveaux dirigeants irakiens. Le neutralisme y est encore plus positif qu'à Damas ou au Caire. Des mesures viennent d'être prises contre l'organisation secrète communiste qui avait tenté de profiter du soulèvement de l'armée. L'assassinat du roi et des ministres est bien regrettable. Il eût été souhaitable que tout se passât comme au Caire en 1952, à l'époque où le roi Farouk avait été contraint d'abdiquer au cours d'une cérémonie grave et digne. Mais d'un autre côté, si le roi était resté vivant, personne ne l'aurait empêché de faire appel à l'aide américaine — comme l'a fait le roi de Jordanie — et les Américains auraient alors eu un prétexte officiel à une intervention.

Une initiative syrienne

Mon interlocuteur va jusqu'à prétendre, en somme, que la mort du roi d'Irak a sauvé le Moyen-Orient d'une conflagration générale. La volonté de rassurer est certaine de la part du nouveau régime irakien. Il y a une période de transition qui peut être encore assez longue et pendant laquelle le général Karim el Kassem entend asseoir sa politique. Pour le moment, si le coup d'Etat a réussi audelà de toute espérance, la révolution reste à faire et déjà les problèmes se posent.

Il s'agit essentiellement du problème de ce nationalisme arabe, expression magique et incantatoire, objectif mystique dont les difficultés se révèlent immenses aux yeux de tous les leaders arabes à mesure qu'ils se rapprochent de sa réalisation. Tout le monde voudrait bien savoir en quoi consiste ce nationalisme. Le porte-parole du président Nasser m'a dit :

« Une volonté commune de tous les Arabes du monde de vivre ensemble. »

Sous cette forme, la réalité du nationalisme est incontestable. Mais la façon dont ce sentiment est ressenti est très différente, parfois contradictoire ou incompatible selon les régions et les événements.

On sait aujourd'hui, par exemple, que la réalisation de la République Arabe Unie est une initiative syrienne et non égyptienne. Le président Nasser n'escomptait pas une fusion si précipitée. La veille de l'opération, le parti socialiste syrien, dont les leaders administrent aujourd'hui la province syrienne de la R.A.U., craignaient un débordement par un parti où se trouvaient à la fois d'importants capitalistes et des partisans déclarés de la Russie soviétique. D'un autre côté, la récolte était particulièrement mauvaise en Syrie cette année. La situation intérieure économique était critique. Les Syriens, qui avaient toujours eu pour le peuple égyptien une estime nuancée du point de vue de l'arabisme et qui s'estimaient les seuls vrais guides du mouvement nationaliste arabe, ont eu à composer avec le prestige montant du président Nasser.

Dépassé par le nassérisme ?

C'est ce qui a fait dire à certains observateurs diplomatiques du Caire que le colonel Nasser paraissait parfois comme dépassé par le nassérisme. C'est l'impression que m'a donnée le discours que le chef de la R.A.U. a prononcé lors de l'inauguration de la seule aciérie du Moyen-Orient. Il y avait deux parties bien distinctes dans ce discours. L'une révélait combien Nasser reste obsédé par ce qui fut à l'origine de son destin d'homme politique. A savoir que le redressement intérieur, les réformes sociales, l'élévation du niveau de vie sont les vrais et peut-être les seuls problèmes sérieux. L'autre partie traduit les exigences de sa popularité dans le monde arabe. Les gaffes de l'Occident, l'habileté de la Russie, la relative torpeur de l'opinion égyptienne, tout cela a contribué à créer un mythe nassérien dont Nasser paraît souvent éprouver le besoin de se délivrer.

Cette coexistence de la lucidité révolutionnaire et de la passion nationaliste, voilà la dualité dramatique dont les nouveaux leaders ont à triompher. Ainsi les dirigeants irakiens savent bien que dans leur intérêt le mieux compris ils doivent attendre longtemps avant de procéder à l'unité avec la R.A.U. Les Egyptiens le savent aussi, presque tous du moins. Mais les intellectuels syriens ne peuvent pas, après de si nombreux succès, s'arrêter sur leur élan. En Irak, les puissances conservatrices sont formellement opposées à une intégration économique dans la R.A.U. qui signifierait pour elles un partage des revenus considérables (plus de 200 millions de dollars par an) procurés par leur pétrole. Mais en même temps, le général Karim el Kassem, qui a quarante ans à peine, déclare s'être privé de cigarettes et d'alcool et s'être voué au célibat *« tant que tous les objectifs du nationalisme arabe ne seront pas atteints. »*

C'est pourquoi il ne suffit pas de parler d'une volonté commune de vivre ensemble. Mais devant toutes ces difficultés, devant cette force qui cherche son point d'application, ce mouvement qui cherche sa forme, l'attitude la plus néfaste que pourrait adopter l'Occident, ce serait de tenter encore de diviser pour régner. On voit très bien sur place les tentations qu'offre aux tenants de l'ancienne politique la situation confuse de ces pays en ébullition. Tant d'habitudes ont été prises. L'opinion de ces masses sous-développées est si versatile. Le besoin de l'Occident est si évident dès qu'on dépasse les stades de la politique que des analystes bornés en tirent des conclusions non seulement fausses mais criminelles au regard de l'avenir.

La confiance nécessaire

Il faudrait, au contraire, que les élites révolutionnaires arabes, les seules qui comptent — parce que tout de même une constatation s'impose, c'est que depuis un certain nombre d'années toutes les élites évoluent toujours dans le même sens — il faudrait donc que ces révolutionnaires animés d'une immense bonne foi et non toujours conscients peut-être des impasses dans lesquelles par réaction contre l'Occident ils s'enlisent, aient enfin confiance dans l'aide qui pourrait venir des Occidentaux. Cette confiance reprise, des questions fermes pourraient alors être posées, des conditions claires être exigées. Tant que cette confiance n'a pas été rétablie ou plutôt établie, la marche du Moyen-Orient vers l'Est sera inévitable. Car le ciment du nationalisme arabe, beaucoup plus que la volonté de vivre ensemble, est, à mon avis, le sentiment d'une même humiliation, la crainte d'un même danger. J'ai retrouvé ici et sur une plus vaste échelle tous les problèmes nord-africains. Le Moyen-Orient, c'est l'Algérie de l'Occident. Pour corriger les erreurs et les déviations du nationalisme il faut montrer d'abord et de façon spectaculaire qu'on reconnaît ce nationalisme.

Les erreurs et les déviations peuvent exister. A partir d'un sentiment d'humiliation un injuste besoin de revanche, au surplus nuisible à tous, p

(1) N.D.L.R. A Paris, le ministère des Affaires étrangères dément formellement cette démarche.

REVETEMENT MURAL PLASTIQUE

« POLYESSEF »
LESSIVABLE

SOCIETE FRANÇAISE DES PAPIERS PEINTS
137, Faubourg-St-Denis, Paris. Tél. Nord 97-68

naître. A partir du moment où nous pourrions nous faire admettre comme des amis du nationalisme arabe, nous pourrions demander quel sort sera réservé au Liban, à Israël, au Maghreb. J'ai eu de très nombreuses discussions sur tous ces points avec des interlocuteurs très différents. La haine d'Israël, la sous-estimation de l'importance des minorités chrétiennes, la méconnaissance de l'originalité nord-africaine sont évidentes et graves. Mais l'important est qu'elles passent au second plan par rapport à la lutte contre l'impérialisme et à la construction d'Etats modernes. Aucun islamisme étroit, aucun panarabisme expansionniste ne résisteraient à une coopération loyale et dynamique de l'Occident avec le Moyen-Orient.

Comme avant ?

L'essentiel est de supprimer les causes ou les prétextes que les nouveaux gouvernements arabes ont de ne s'intéresser qu'à la politique extérieure, reniant ainsi les intentions révolutionnaires de leurs débuts. Je viens d'apprendre que M. Murphy faisait en quelque sorte ces promesses. Cependant, dans son besoin de rassurer les pétroliers, il reste une analyse inquiétante. Un besoin de faire croire qu'au fond tout peut redevenir comme avant. A Tunis, M. Murphy m'avait paru plus sensible à l'évolution historique, peut-être parce que M. Bourguiba ne menaçait pas les intérêts américains. Si, comme certains le redoutent au Caire, M. Murphy se trompait, alors les chances de l'Occident seraient compromises d'une manière définitive. Ce devrait être à la France d'avertir le monde de cette vérité.

« Vous avez remarqué, m'a dit le ministre égyptien des Affaires étrangères, *que nous n'avons jamais attaqué ni laissé attaquer dans notre presse le général de Gaulle. Nous attendons de lui beaucoup de choses et au Moyen-Orient et en Algérie. »*

Malgré une volonté neutraliste dont personnellement je ne doute plus, il faut néanmoins rappeler que les Russes ont équipé toute l'aviation, les trois quarts de l'armée et la moitié de la marine égyptiennes. Que l'Egypte va être économiquement contrainte à un choix, comme me l'ont expliqué plusieurs techniciens. Pour des quantités d'industries la R.A.U. manque de pièces de rechange, parce que, selon les événements politiques, elle bénéficie de l'aide de différents pays.

Si bien que pour l'Occident, la dernière chance est peut-être déjà passée.

JEAN DANIEL.

CHINE

A l'ouest de Pékin

● *Avant de répondre aux dernières notes occidentales, M. Kroutchev vient de passer quatre jours en Chine. K.-S. Karol explique ici les raisons et les conséquences de ce voyage.*

STALINE, mort quatre ans après la victoire de la révolution chinoise, n'est jamais allé à Pékin.

Mais, depuis la mort du dictateur soviétique, il ne se passe pratiquement pas une année sans que les dirigeants suprêmes de l'U.R.S.S. et de la Chine se rencontrent soit à Pékin, soit à Moscou. Encore toutes leurs entrevues ne font-elles pas l'objet de communiqués publics. M. Kroutchev a déjà été plusieurs fois l'hôte de la capitale chinoise ; M. Mikoyan y a été deux fois au cours de l'année écoulée ; M. Chou En-laï s'était rendu à Moscou au début de l'année 1957 et Mao Tsé-toung, au mois de novembre dernier pour célébrer le 40e anniversaire d'Octobre.

(Brake-Magnum.)

M. MAO TSE TOUNG.
600 millions sur un milliard.

Le resserrement des liens personnels entre les chefs des deux plus grandes puissances communistes a été consacré cette semaine encore par une nouvelle visite de Kroutchev à Pékin.

Quittant brusquement Moscou, au moment où les chancelleries occidentales attendaient avec impatience une réponse décisive sur la conférence au sommet, le président du Conseil soviétique s'est rendu pour quatre jours, entre le 31 juillet et le 3 août, auprès de Mao Tsé-toung. Le maréchal Malinowski, ministre de la Défense nationale, qui avait abandonné les grandes manœuvres de l'armée soviétique aux frontières turque et iranienne, qui ont commencé le jour même du débarquement de l'armée américaine au Liban, était à ses côtés. M. Kouznetsov, enfin, ancien ambassadeur en Chine et vice-ministre des Affaires étrangères, représentait la diplomatie soviétique.

Le communiqué commun, de mille mots environ, signé par MM. Kroutchev et Mao Tsé-toung, à la fin de leur rencontre, n'apporte pas de grandes lumières sur les conversations. Il enregistre simplement l'identité de vues des deux chefs communistes au sujet de l'intervention anglo-américaine au Liban et en Jordanie ; réclame la convocation rapide de la conférence au sommet et préconise le maintien de l'unité du camp soviétique en dénonçant notamment le révisionnisme yougoslave. Bref, il s'agit là d'une simple répétition des thèses sino-soviétiques affirmées avec insistance depuis plusieurs semaines et amplement connues grâce à la presse communiste du monde entier. Mais le contenu du document officiel importe peu. C'est le caractère spectaculaire et le moment choisi par MM. Kroutchev, Malinowski et Kouznetsov pour se rendre auprès de Mao Tsé-toung, qui constituent l'événement.

On l'a bien vu, dès mardi soir, par les réponses de M. Kroutchev aux dernières notes occidentales, réponses qui évoquent, presque à chaque ligne, la Chine.

Personne ne peut contester après cette visite la justesse de la thèse largement répandue dans certaines démocraties populaires européennes : *« Le bloc soviétique est en fait régi à présent par une sorte de condominium russo-chinois »*. Il est évident, en effet, que tant sur le plan diplomatique international que dans des questions idéologiques internes, M. Kroutchev n'ose prendre aucune décision importante sans s'assurer d'avance l'approbation de ses partenaires chinois. Dès lors, quel que soit son statut officiel, la Chine apparaît comme un des Grands sur le plan international et Mao Tsé-toung comme un dirigeant de fait du bloc soviétique.

Le « titisme »

Un tel aboutissement des rapports sino-russes surprend quand on se rappelle la situation qui s'était créée en 1949 au lendemain de la victoire du communisme en Chine. Staline, pendant très longtemps, douta que Mao Tsé-toung puisse vaincre ses adversaires nationalistes. D'autre part, on pouvait penser que Mao Tsé-toung, grand théoricien du communisme paysan et de la guerre révolutionnaire, n'accepterait pas facilement le sévère régime interne instauré par Staline au sein du bloc soviétique. Les Anglais, qui se sont hâtés de reconnaître le régime de Mao Tsé-toung, misaient sur le titisme chinois. Ce qu'ils n'avaient pas prévu, c'était la capacité de Mao Tsé-toung de contourner les obstacles sans provoquer des épreuves ouvertes comme Tito et d'influencer peu à peu ses partenaires grâce au poids même de son pays.

Quand, au lendemain du 20e congrès du P. C. de l'U.R.S.S., les communistes du monde entier firent leur autocritique pour *« les erreurs du culte de la personnalité de Staline »*, les Chinois purent très sincèrement affirmer que le choc suscité par le rapport Kroutchev ne les concernait pas directement : « Grâce à la sage politique du camarade Mao Tsé-toung, nous avons cessé bien avant la guerre déjà d'exécuter les ordres de Staline ». En effet, si les communistes chinois ont commis leurs propres erreurs — ils les ont reconnues au cours de la campagne de « Cent fleurs » — ils pouvaient revendiquer l'indépendance quasi totale et l'originalité de leur expérience politique.

Un titisme chinois n'était pas une éventualité absurde. On en parla en 1950 lorsque Mao Tsé-toung demeura plus de six semaines à Moscou, puis en automne 1956 quand il soutint plus ou moins ouvertement les revendications polonaises contre Moscou. Encore aujourd'hui, on affirme à Varsovie que la lettre manuscrite de Mao Tsé-toung rapportée par M. Ochab de sa visite en Chine a joué un rôle déterminant au cours de la nuit du 19 octobre 1956, pour décourager les Soviétiques d'intervenir militairement en Pologne.

La nouvelle orientation

Quelques semaines plus tard toutefois, les Chinois approuvaient publiquement l'écrasement de l'insurrection hongroise, tandis que M. Chou En-laï, en visite à Varsovie au mois de janvier 1957, se faisait l'avocat passionné de l'unité du bloc soviétique face *« aux menées des impérialistes américains »*. C'est cette nouvelle orientation politique qui fut consacrée lorsque Mao Tsé-toung signa à Moscou un document reconnaissant le rôle prépondérant du P.C. de l'U.R.S.S. au sein du monde communiste ; la signature de l'accord fut précédée par un long discours contre les hésitants, qui convainquit Gomulka sinon Tito.

Aujourd'hui on sait que Mao Tsé-toung a reconnu d'autant plus facilement la suprématie soviétique qu'il avait reçu au préalable l'assurance qu'elle ne s'exercerait pas contre lui. Mieux encore : c'est en novembre dernier, au cours de la célébration de

→

l'anniversaire de leur Révolution, que les Russes avaient reconnu à Mao Tsé-toung le droit d'égalité complète dans toutes les décisions concernant l'avenir commun du bloc soviétique.

Rien d'étonnant que les Yougoslaves, qui contestent l'utilité même de l'existence de ce bloc et qui refusent de se solidariser aveuglément avec ses dirigeants, se soient attiré les foudres de Pékin. Mao Tsé-toung peut d'autant plus violemment dénoncer l'hérésie titiste qu'il n'a pas dans son passé des voyages à Canossa, comme M. Kroutchev, et que ses revirements idéologiques internes n'ont jamais pris l'ampleur de ceux qu'ont subis les partis communistes européens.

Le doyen

Doyen idéologique du communisme contemporain et dirigeant d'un pays de 600 millions d'habitants, Mao Tsé-toung reste visiblement partisan d'une politique intransigeante à l'égard de l'Ouest et du maintien d'une stricte discipline à l'intérieur de la Chine. Les campagnes « *contre les impérialistes occidentaux* » et « *pour la solidarité avec les peuples colonisés* », aident singulièrement à mobiliser ses compatriotes pour la bataille de l'industrialisation de la Chine ; bataille d'inspiration stalinienne, même si les méthodes techniques sont parfois différentes.

M. Kroutchev, lui, n'a plus besoin de recourir à une telle politique pour assurer la stabilité de l'U.R.S.S. D'ailleurs, dans la Russie actuelle — où l'élan communiste révolutionnaire s'est essoufflé depuis longtemps — cette politique ne rencontrerait guère d'écho. Mais l'accord avec Mao Tsé-toung est essentiel, car des dissensions entre Pékin et Moscou risqueraient d'être catastrophiques. D'où la recherche constante d'un dénominateur commun et les voyages incessants entre les deux capitales.

Un milliard d'hommes

Celui que M. Kroutchev vient d'effectuer cette semaine a déjà eu des répercussions bien au-delà du communiqué platonique signé le 3 août à Pékin. Mao Tsé-toung, qui ne pouvait compter être invité à une Conférence au sommet à cause du veto américain, a su convaincre M. Kroutchev que le bloc communiste n'avait aucun intérêt direct à essayer d'obtenir, à tout prix, une rencontre au niveau le plus élevé.

Dans ce bloc de près d'un milliard d'êtres humains, les Chinois sont majoritaires. Mao Tsé-toung ne l'oublie pas, et Kroutchev non plus.

La « Pravda » vante, en guise de commentaire pour le voyage de Kroutchev à Pékin, la sagesse d'un vieux proverbe chinois :

> « *L'aurore des nouveautés se lève toujours à l'Est ; le crépuscule des décadences sombre à l'Ouest.* »

Mais, par rapport à Pékin, Moscou est à l'ouest, elle aussi.

K.S. KAROL.

TURQUIE

Les meilleurs alliés

● ***Coincée entre l'U.R.S.S. au nord, et le nassérisme au sud, à quoi pense la Turquie? Voici le reportage de Philippe Ben.***

LE visiteur occidental débarquant en Turquie pour la première fois s'attend à trouver un pays en proie à la nervosité et aux doutes : la révolution irakienne n'a-t-elle pas détruit l'assise du Pacte de Bagdad ? La concentration de troupes russes le long des frontières septentrionales n'est-elle pas intimidante, même pour un peuple combatif ?

Mais le visiteur occidental découvre rapidement que son type de logique n'a pas cours ici. Le port de Galata, les grands bazars sombres, les vastes avenues commerciales d'Istiklal fourmillent comme d'habitude de piétons et de voitures. Le fameux hôtel Hilton — effort pour transplanter sur les bords du Bosphore le luxe de la Floride — regorge de touristes américains convaincus qu'il faut avoir vu Istanbul pour pouvoir mourir l'âme en paix. Malheur au visiteur imprudent qui n'a pas réservé sa chambre. Même s'il est un journaliste connu, il ne peut espérer mieux qu'une cabine de la piscine, qu'il lui faudra évacuer à 8 heures du matin et dont le prix est de 8 dollars par nuit (l'argent turc n'est pas accepté).

Que l'imagination politique des Turcs soit trop rudimentaire pour qu'ils s'inquiètent des nuages orageux à leur horizon, passe encore. Mais comment expliquer qu'ils ne paraissent pas affectés par des réalités aussi crues que le manque de sucre, d'huile, de viande, de presque tous les autres produits ? Ni par la hausse continue de quelques rares articles qu'on peut encore acheter ?

Le fait est pourtant que la foule installée dans les innombrables cafés sirote son thé sans sucre — elle a oublié depuis longtemps le goût du café — et semble ne point se soucier du fait que le thé lui-même peut disparaître prochainement.

Malgré la faillite de la politique étrangère, malgré la faillite non moins évidente de la politique économique, malgré des conditions de vie exceptionnellement difficiles, rien ne bouge en Turquie, sauf quelques intellectuels, députés et journalistes, dont les critiques sont d'ailleurs impitoyablement réprimées grâce aux lois draconiennes sur la presse. L'opinion turque (dans la mesure très limitée où elle peut s'exprimer) considère que les soubresauts présents au Proche-Orient sont le fruit mérité des illusions que d'autres se sont faites sur les possibilités de « coexistence pacifique ». Quand les Anglo-Saxons sont intervenus au Liban et en Jordanie, les Turcs exultèrent : ils avaient eu raison, ils avaient toujours dit que l'on ne pouvait « coexister » ni avec l'U.R.S.S. ni avec Nasser ; enfin les Occidentaux le comprenaient ! Ils allaient renverser le nouveau régime révolutionnaire de Bagdad d'abord, Nasser ensuite.

A la différence du reste du monde, pas un instant les Turcs ne crurent qu'une intervention occidentale en Irak pourrait déclencher une riposte soviétique dont la Turquie serait le premier objectif.

Déception

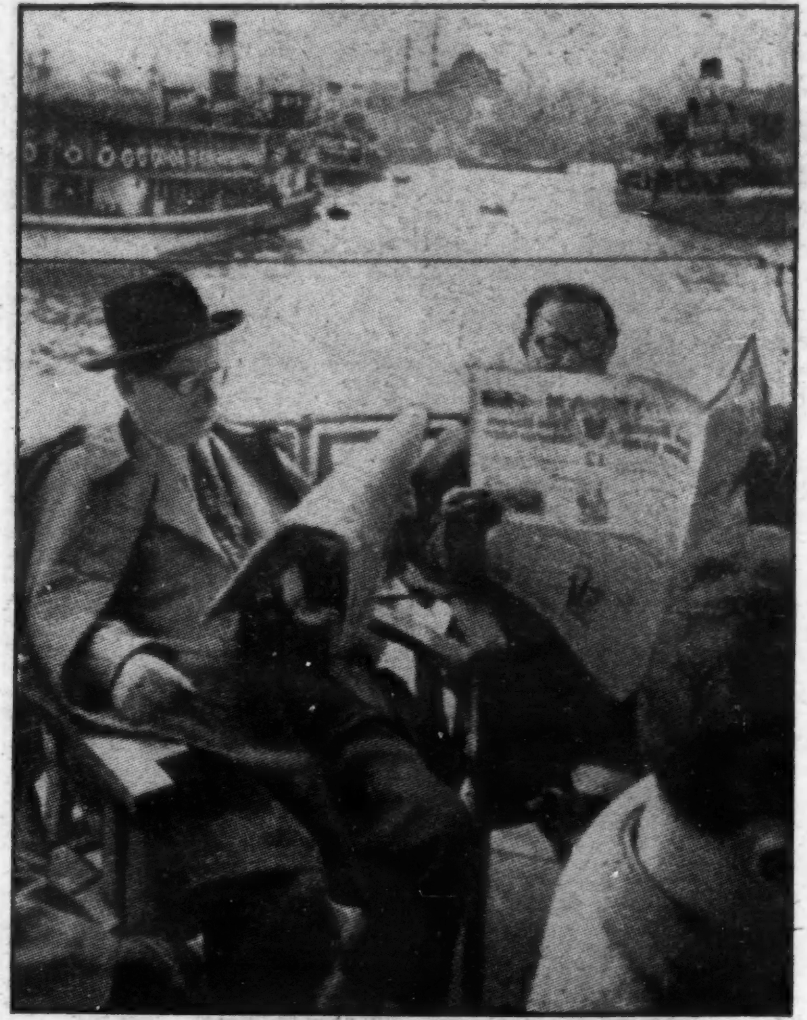
Les espoirs mis en une intervention massive des Occidentaux contre le « nassérisme » se sont toutefois rapidement effondrés. A la réunion des premiers ministres du Pacte de Bagdad, qui s'est tenue à Londres au début de cette semaine, les dirigeants turcs durent déchanter : tout ce qu'ils purent obtenir, ce fut la promesse que les Anglo-Américains ne quitteraient pas tout de suite la Jordanie et le Liban.

Déçue, amère peut-être, la Turquie ne s'aligne pas moins complètement sur la politique de Washington ; elle mérite pleinement d'être appelée « l'alliée la plus solide » que les Etats-Unis possèdent dans le monde. Elle continue de croire inébranlablement que le Pacte de Bagdad, même sans l'Irak, restera le « bastion qui barre la route au communisme » ; et, en reconnaissance de sa fidélité et des services rendus, elle estime bien mériter ce supplément d'aide financière que les Etats-Unis, après le lui avoir refusé depuis près de trois ans, viennent enfin de lui obtenir.

Il n'est pas exact, en effet, que les finances turques aient fait faillite. La vérité, c'est que la Turquie a déjà fait des faillites innombrables, qu'elle continue d'en faire tous les deux mois et qu'elle doit de l'argent (500 millions de dollars) à presque tous les pays du monde. En raison de l'envergure de son endettement, même l'approvisionnement en carburant n'est plus assuré ; les compagnies pétrolières refusent au gouvernement turc tout crédit et menacent souvent de dérouter leurs navires pétroliers.

La crise au Moyen-Orient, pensent aujourd'hui les Turcs, a enfin ouvert les yeux des Alliés et les a incités à accorder à la Turquie les dollars qu'elle réclamait depuis des années.

PHILIPPE BEN.



L'HEURE DE L'APÉRITIF SUR LE BOSPHORE.
Les Américains ont enfin compris.

PORTUGAL

Deux mois de lutte

● ***Pendant quelques jours en juin, à l'occasion des élections, la presse mondiale a parlé du Portugal. Puis, de nouveau, le silence. Pourtant, nous écrit un correspondant portugais, il y a quelque chose de changé...***

PENDANT plus de dix ans, les démocrates portugais vivaient les yeux tournés vers l'Espagne : c'est d'elle, de la chute de Franco, qu'ils attendaient leur libération. Depuis un mois, la situation est renversée : le Portugal se libérera en premier, c'est d'ici, de Porto, de Coïmbra, de Lisbonne que partira la tempête libératrice pour s'étendre à toute la péninsule ibérique.

600.000 personnes

Telle est présentement la conviction de tous les opposants à la dictature de Salazar. Ils ont pu compter leurs forces réelles, en juin dernier, à Porto tout particulièrement, où non seulement la population de la seconde ville portugaise, mais une masse plus nombreuse que la population totale de la ville (600.000 personnes) est venue acclamer le général Humberto Delgado, candidat de l'opposition et vainqueur véritable des élections présidentielles : malgré la terreur et la surveillance policière qui pesaient sur les électeurs — préalablement « triés » et contraints de réclamer le bulletin de vote de l'opposition aux représentants de l'Autorité — Delgado a recueilli plus de voix que le candidat de Salazar, et le régime n'a évité la défaite qu'en dissolvant les collèges électoraux pour se livrer à un décompte fictif des bulletins retirés des urnes.

Ces faits sont connus de tous. Aussi, malgré les arrestations massives et préventives (la détention préventive peut durer six mois, sans inculpation) d'étudiants et d'opposants, l'agitation sociale et politique s'est amplifiée tout au long des six semaines écoulées. La presse est boycottée dans les villes, des grèves purement politiques ont été déclenchées à travers tout le pays, notamment à Barreiro, Setubal, Almeida et Villa Franca de Xira, tandis que des grèves économiques éclataient à Fontela, Figueira da Foz et Matozinhos. A Montenios-Novo et Alemtejo, des marches de protestation organisées par des paysans affamés ont été mitraillées par la Garde Républicaine avec, pour résultat, 14 morts et une centaine de blessés.

Cravate noire

En signe de protestation contre ces violences, des milliers de citoyens, à Lisbonne et Porto notamment, arborent une cravate noire. Le boycott des tramways, des théâtres et des cinémas, déclenché dans ces mêmes villes, a été un plein succès : tramways et salles de spectacle sont restés vides. Les violences de la répression ne réussissent plus qu'à exacerber l'hostilité populaire. L'insurrection est déjà prévisible.

* * *

[*Pour des raisons de sécurité notre correspondant nous a priés de lui conserver l'anonymat.*]

BONS DU TRÉSOR
vous qui avez des disponibilités
et désirez effectuer un placement commode et avantageux
VOUS AVEZ LE CHOIX :
BONS A 1 ET 2 ANS — UN RENDEMENT IMPORTANT
BONS A INTERET PROGRESSIF — UNE PARFAITE LIQUIDITE

(S. Zegel.)

UN GROUPE D'ÉCOLIÈRES CORÉENNES EN VACANCES
Elles sont nées sous les bombes.

CORÉE

Cinq ans plus tard

● *Il y a cinq ans l'armistice était signé dans la baraque de Pam-Mun-Jom. Neuf journalistes français viennent, pendant un mois, de visiter la Corée du Nord. Voici le reportage de Sylvain Zegel.*

HYEN KEUM SOUN entra dans la salle du conseil d'administration. Elle paraissait à peine ses vingt-six ans en dépit de son tailleur noir et de sa coiffure sévère. Elle s'assit comme une écolière sage au bout de la longue table.

Elle regarda avec curiosité ces hommes qui la dévisageaient et quand l'un d'eux dit : *« Nous voulons que vous nous racontiez votre vie »*, elle devint rouge de confusion et se mit à rire en penchant sa tête de côté et en cachant ses dents du revers de sa main. *« Si, si »*, lui dit-on, *« il faut tout nous raconter. »*

Et ce jeune ingénieur de l'usine de produits chimiques de Dangoung, à quelques kilomètres de la côte Pacifique, se laissa, bribe par bribe, arracher sa vie.

Après avoir expliqué qu'elle venait d'achever ses études, qu'il était bien difficile pour une jeune femme comme elle de diriger des ouvriers et que ses parents étaient des paysans pauvres, elles consentit à expliquer comment ses journées s'organisaient.

« J'habite chez des parents, dit-elle, *à quelques kilomètres de l'usine où je me rends en autobus. Le matin je me lève à 5 heures. Je résous des équations pendant une heure, puis je fais ma toilette, j'avale mon petit déjeuner et à 7 h. 10 je suis à mon travail. Je me rends à mon atelier. Là je lis les journaux et je discute des nouvelles avec les ouvriers. Cela m'occupe jusqu'à 8 heures ; c'est alors que mon travail effectif commence. Pendant la pause entre midi et une heure, j'ai une nouvelle discussion politique avec les membres du Comité de la Jeunesse Démocratique. Car, si je ne suis pas communiste, j'appartiens à ce comité. Puis je reprends mon travail jusqu'à 4 heures. »*

Le sourire disparait

Son travail achevé, elle va au théâtre ou au cinéma avec des amis. Elle n'est pas fiancée.

« Non, je ne pense pas encore à me marier, dit-elle, *si je me mariais je n'aurais plus le temps de me perfectionner dans mon métier.*

— Mais que pensent vos parents de tout cela ? C'est bien chez votre père et chez votre mère que vous habitez ? »

Son visage s'affaisse. Son sourire disparaît derrière un masque devenu soudain tragique. Elle est secouée de sanglots silencieux. Elle détourne la tête pour cacher ses larmes.

— Mes parents ont été tués dans les bombardements, dit Hyen Keum Soun. *Excusez-moi, excusez-moi...*

Elle pleure. Quelques secondes de silence.

(S. Zegel.)

DES JOURNALISTES FRANÇAIS A PAM-MUN-JOM
Une salle de bal en forme de T.

La voici maintenant qui se lève et qui montre un nouveau visage. Elle n'est plus la jeune femme timide du début. Elle n'est plus désemparée non plus. Elle devient farouche pour faire une véritable profession de foi :

— J'ai beaucoup souffert pendant la guerre... Je déteste la guerre. Je hais les impérialistes... Je les hais.

Nous sommes habitués à entendre, sur scène, des héroïnes de tragédie utiliser le verbe « haïr ». Mais dans la bouche d'une jeune femme, dans la bouche de cette jeune femme ! Cela glace un peu.

Quand on m'avait dit en me conduisant dans les rues de Wonsan, où des immeubles modernes s'édifient au milieu des ruines : *« Il est tombé ici six bombes ou obus par mètre carré pendant les trois ans de guerre »*, je n'étais pas parvenu à ressentir le drame du pays. Quand, en me faisant visiter Pyong-Yong on m'avait dit : *« Regardez ce saule, c'est le seul arbre de la ville qui n'ait pas été détruit par les bombardements »*, quand, dans la capitale encore, on m'avait dit : *« Le jour de l'armistice il suffisait de monter sur une chaise pour voir toute cette ville aujourd'hui reconstruite où vivent plus de 700.000 personnes »*, quand on m'avait dit tout cela, quand on m'avait montré les collines devenues chauves sous le feu et où il ne repousse plus rien, je n'avais pas vraiment éprouvé ce qu'avait été la guerre de Corée pour les Coréens. L'imagination, parfois, renâcle.

Mais en écoutant Hyen Keum Soun, devant ses pleurs et devant sa haine, j'ai pu deviner ce que ç'avait pu être.

Ce peuple n'a survécu que par miracle. Et ce miracle a un nom : les souterrains.

Le miracle des souterrains

Pendant trois ans une nation entière a vécu sous terre. Dans ce pays de collines, il n'y a pas une colline qui ne soit percée, taraudée, creusée de part en part de longs couloirs bordés de niches où se réfugiaient des familles entières. Dans les souterrains : les usines, dans les souterrains : les rotatives des journaux, dans les souterrains : les salles de classe et les théâtres.

Dans les souterrains, aussi, les soldats. Dans ces couloirs de 2 m. 50 à 3 m. de diamètre, les combattants se réfugiaient à plusieurs dizaines de mètres sous terre. Et tandis que leurs positions, où seuls demeuraient quelques guetteurs, étaient pilonnées, ils lavaient leur linge, cultivaient leurs plants de soja, dansaient au son des tambours ou assistaient à une représentation théâtrale (les acteurs et les danseurs de Pyong-Yong se produisaient ainsi à quelques dizaines de mètres de la ligne de feu).

Le souvenir d'une telle époque ne s'efface pas en cinq ans. Et, pour les jeunes, qui n'ont pas participé aux combats, il y a un musée de la Guerre, avec les portraits des héros, il y a des films et des pièces de théâtre qui racontent les batailles.

Au Théâtre d'Etat de Pyong-Yong — la Comédie-Coréenne, en somme — on donnait il y a quelques jours *« La Colline de la Patrie »*. C'est une colline, à la cote 1.211, en face du mont Crève-Cœur, qui a donné son nom à la pièce. L'auteur raconte l'histoire d'un soldat nord-coréen qui a fait exploser une mitrailleuse en en bouchant le canon avec son corps. La moitié des scènes se déroulent au Quartier Général de Van Fleet, incarné par un acteur coréen affublé d'un long nez. Les combats sont racontés sans recours à l'euphémisme ou à la litote : les mitrailleuses crachent des flammes de néon rouge et, au point d'impact supposé des balles imaginaires, s'allument de petites ampoules électriques.

Les comiques sont américains

Dans cette pièce, dramatique, deux scènes comiques : celle où l'on voit un pasteur sud-coréen essayer de vendre je n'ai pas compris trop quoi, et celle où l'on voit apparaître une journaliste qui n'est autre que Marguerite Higgins, du « New York Herald Tribune ».

Le rôle du comique est tenu, au cirque aussi, par des Américains. Les clowns, au cirque de Pyong-Yong, habillés en « G.I.'s », déchaînent les rires en feignant de mâcher du chewing-gum.

Dans leur paix retrouvée depuis peu, les Coréens pensent toujours à la guerre et à cette matinée brumeuse du 27 juillet 1953, où, dans le vrombissement des moteurs d'hélicoptères et de jeeps, à Pam-Mun-Jom, paraphant dix-huit documents, les généraux William Harrisson et Nam Il ont mis fin aux combats.

Car c'est il y a exactement cinq ans que la paix a été rétablie ici, dans une atmosphère glaciale, comme si les adversaires s'attendaient à se retrouver bientôt face à face. *« Nous ne devons pas nous détendre »*, disait une heure plus tard devant les micros des postes de radio américains le président Eisenhower.

Bien que l'atmosphère soit demeurée aussi glaciale, à Pam-Mun-Jom, la brume s'est évanouie. Dans la zone neutre — un cercle de 600 m. de diamètre — s'élèvent côte à côte les baraquements des Nations Unies et ceux des Nord-Coréens, à peine séparés par le bâtiment préfabriqué où siège la Commission d'Armistice. C'est un paysage de Haute-Provence, écrasé de chaleur, sec, peu verdoyant, égayé seulement par le chant des cigales et par le froufroutement des colombes que →

→

nourrissent quelques soldats pour tromper leur solitude.

Pour y parvenir, il faut franchir deux postes de garde. Notre convoi, depuis Kaesong, est précédé d'une voiture verte porteuse du fanion jaune, indispensable. De part et d'autre de la route, des pieux anti-tanks. A notre approche, une estafette sort des broussailles, tourne bride, et galope à flanc de colline, comme dans un western, pour aller prévenir là-bas, plus loin...

A Pam-Mun-Jom

La « Pagode de la Paix » a vieilli. Cette baraque de bois blanc, au toit retroussé, où fut signé l'armistice, a conservé sa colombe au-dessus de sa porte d'entrée, mais a perdu un peu de sa fraîcheur. L'intérieur fait penser à une gigantesque salle de bal en forme de T. Le texte de l'armistice est là, sur une longue table.

En voyant nos guides, deux M.P assis à l'ombre d'un bâtiment militaire se lèvent, viennent à notre rencontre, sans nous regarder, et nous croisent. Ici coexistent sans tendresse deux mondes.

Dans les bureaux des membres de la commission neutre, des affiches représentant des montagnes suisses et de jeunes Polonaises aux joues rouges, jettent une note incongrue. Un journal suédois, vieux de six mois, traîne sur une table.

Cette commission continue de se réunir tous les mardis, autour d'une longue table rectangulaire, au milieu de laquelle passe la ligne de démarcation. Elle doit résoudre mille problèmes, s'occuper de mille litiges. Le moindre geste, ici, peut prendre l'allure d'une provocation. On compte par centaines les violations, mineures, de l'armistice.

A Pam-Mun-Jom la tension est sensible à chaque instant, et les hommes des deux camps contraints de vivre ensemble, loin de tout, ne pensent jamais à échanger quelques mots ou quelques cigarettes, tant ils se sentent chacun les ambassadeurs d'un monde. Eloignons-nous. L'atmosphère, oppressante, ressemble trop à celles des villes touchées par l'épidémie de choléra que Giono restitue dans « Le Hussard sur le toit ». L'impression de paix, ce n'est pas ici qu'on l'éprouve, mais dans les villes où se montent, en quelques semaines, des immeubles préfabriqués de cinq étages.

Le combat du logement

La construction est ici un phénomène. 200.000 logements sont construits cette année en Corée du Nord, dont 20.000 à Pyong-Yong seulement. 200.000 logements dans un pays de dix millions d'habitants ! Si nous avions, en France, adopté le rythme de construction coréen, nous construirions un million de logements par an.

Sous les fenêtres de mon hôtel, le long de l'avenue Joseph-Staline, qui traverse la capitale, j'ai vu naître dix immeubles à mon arrivée. Ils étaient habités à mon départ. Un mois s'était écoulé.

Les Coréens sont fiers de leurs constructions : ils logent dans des appartements modernes de deux à quatre pièces, des gens habitués à s'entasser dans une salle commune au sol de terre battue.

Il y a dans ces appartements une douche, une chambre chauffée par le sol, pour permettre aux paysans de retrouver leur système de chauffage traditionnel, et des balcons pour prendre le frais le soir. Les maisons, bien que moins hautes, ont les mêmes proportions que les Cités Radieuses de Le Corbusier. Elles sont construites selon les mêmes principes : toutes les pièces s'ouvrent largement sur les façades.

Les ouvriers de la construction se sentent à la pointe d'un combat. Voici Li Myeng Yop. Il porte une veste kaki, et des pantalons avachis. Un grand sourire et de petits yeux malins éclairent son visage tanné. Il habite 7, Dong Dai Won Dong, à l'est de Pyong-Yong. Cet homme de 43 ans est « ouvrier de montage d'éléments préfabriqués ». Il s'agit donc de l'un de ces hommes que l'on voit la nuit comme le jour sur les chantiers. Car l'on travaille ici 24 heures sur 24 pour la construction des maisons, et la nuit coréenne est toujours pleine de la lueur des lampes à souder, du grondement des grues et des cris des maçons.

« Depuis la guerre, dit-il, *j'ai participé à la construction de 4.200 logements. Il y a longtemps que je suis dans la construction, c'est toute une histoire. »*

L'aîné de la famille

Ses parents étaient des ouvriers agricoles qui avaient cinq enfants. Li Myeng Yop était l'aîné.

Avenue Joseph-Staline, a Pyong-Yong
Après trois ans sous terre.

(S. Zegel.)

« On était pauvres. J'ai dû quitter l'école après trois ans d'études. Mon père était paralysé, il ne pouvait pas travailler. Tout gosse j'ai été placé comme homme de peine dans le bureau de police japonais de mon village. Cela a duré quatre ans. Après, je suis devenu facteur, puis ouvrier pâtissier. Je ne gagnais toujours pas assez d'argent. Alors, je suis parti pour la Chine où j'ai été ouvrier dans une entreprise de travaux publics. A Moukden puis à Port-Arthur. Je suis resté là-bas jusqu'à la Libération. Je me suis marié avec une fille de mon village natal. Par amour ? Non. C'est une femme que mes parents avaient choisie. Ils me l'avaient envoyée en Chine. Nous ne nous étions jamais vus avant. Est-ce que je vis toujours avec elle ? Oui, bien sûr. Nous avons un fils de 11 ans. C'est, pour vous, un garçon de 10 ans, puisque les Coréens ont un an le jour même de leur naissance. »

A la libération, après la défaite des Japonais, Li Myeng Yop est revenu à Pyong-ong : *« Je savais qu'on allait avoir besoin d'hommes dans le bâtiment »*, dit-il. Quelques mois plus tard, il devenait chef de chantier, puis il est allé à l'université Kim Il Soung pour apprendre les techniques modernes de construction. Et voilà que la guerre est arrivée. Il s'est engagé, dans un détachement de sapeurs. Il a été démobilisé un an avant l'armistice, à peu près à l'époque où il s'est inscrit au parti communiste.

« Je ne m'étais jamais intéressé à la politique avant la libération, dit-il. *Je n'avais participé à aucune grève et je ne songeais qu'à conserver ma place. Mais à la libération, cela a changé. J'ai éprouvé le sentiment que j'avais un avenir. »*

Sa femme travaille dans une usine de matériaux préfabriqués. Ils n'habitent pas dans un immeuble moderne, mais dans une petite maison provisoire aux murs de terre séchée. Ils espèrent avoir un appartement neuf cette année.

« Avec ma femme, nous gagnons de 9 à 10.000 wons par mois. Je paye 60 wons de loyer, plus 60 wons de charges et je dépense environ 1.000 wons pour l'entretien de mon fils. Comme j'aime bien le bon vin, le soir je vais boire avec les copains, et cela me coûte quelques centaines de wons. Mais, enfin, l'un dans l'autre, j'économise 3.000 wons par mois, pour acheter des meubles et des vêtements. Pas des vêtements de travail, puisqu'on nous les donne. Cette année, je vais pouvoir acheter à la rentrée tout ce dont mon fils a besoin, ma femme s'achètera des vêtements d'hiver, et moi un costume pour sortir. »

Manuels et intellectuels

Les logements sont répartis par un système de priorités comparable à celui adopté pour les H.L.M. Seulement ce ne sont pas les familles nombreuses qui ont la priorité, mais ceux, cadres ou ouvriers, qui participent à la reconstruction du pays. Dans deux ans, au plus tard, disent les techniciens, tout le monde sera logé. Dans des conditions qu'envieraient beaucoup de citadins français : pièces de 3 m. sur 4, isolation thermique et phonique totale (j'ai pris le soin de sauter à pieds joints dans un appartement situé au deuxième étage d'une maison et mes camarades, du premier, n'ont rien entendu), lumière abondante, etc. Un seul inconvénient : la guerre ayant détruit toutes les conduites de gaz, la cuisine se fait au charbon.

A cette construction ne participent pas seulement les ouvriers du bâtiment. Les étudiants consacrent une partie de leurs vacances à les aider.

En Corée, pas de rupture entre « manuels » et « intellectuels ». Vont au lycée, jusqu'au niveau de notre troisième, tous les fils d'ouvriers et de paysans (on n'en est pas encore à 100 % mais les 95 % sont dépassés). Les jeunes gens qui veulent faire des études supérieures sont tenus d'effectuer un stage à l'usine, qui remplace notre propédeutique.

Ces étudiants reçoivent des bourses qui couvrent leurs frais d'études, leur permettent de se loger et de se nourrir à l'université, s'ils le désirent, et « touchent » deux costumes par an — des uniformes de toile gris bleuté qui n'ont pas l'élégance de ceux que l'on porte à Eton mais qui ont l'avantage d'être gratuits.

« Puisque le pays nous donne tout, pourquoi lui refuserions-nous notre aide ? me dit l'un des 44 étudiants de français de l'Université de Pyong-Yong. *Les paysans ont donné du « riz patriotique » et la population de la ville des heures de travail pour qu'on puisse reconstruire sans tarder nos amphithéâtres et nos bibliothèques. Nous, en échange, nous travaillons à la reconstruction. »*

La danse sur le chantier

C'était un jeune homme, un peu fluet, de 22 ans, que je devais retrouver quelques soirs plus tard, revenant, en chantant, du centre de la ville où il avait, avec des camarades, asphalté une rue.

Le petit salut, las, de la main, qu'il m'adressa, me montra à quel point il était fatigué.

Il marchait d'un pas cadencé un peu traînant, au milieu d'une théorie d'étudiants qui, comme lui, allaient reprendre leurs études dès le lendemain.

Pour conserver leur enthousiasme, ces jeunes gens, douze heures durant, avaient chanté en gâchant le ciment. Des étudiantes les avaient accompagnés à l'accordéon. Ils avaient dansé avec elles pendant les dix minutes de pause qu'ils s'octroient chaque heure. Les rondes d'étudiants et d'étudiantes, à l'entrée des chantiers, sont l'un des spectacles les plus courants de la rue coréenne. Elles s'étirent devant des bannières multicolores, plantées sur les tas de gravats ou sur les maisons en construction, pour égayer le climat du travail. Devant elles, passent imperturbables des femmes aux seins hauts qui portent un enfant dans le dos et un colis sur la tête.

Ces passantes vêtues d'un gilet de toile blanche et d'une jupe de soie drapée, rouge ou noire, qui s'accroche à la naissance de la poitrine — ou à sa mort, selon l'âge — croisent des chars à bœufs et des campagnards à culottes bouffantes. Cette foule qui marche en flots serrés jusqu'à une heure avancée de la nuit longe sans surprise des immeubles cubiques, plantés sur les rives de rues à angles droits, qui ont remplacé les chaumières de pisé traditionnelles.

SYLVAIN ZEGEL.

Prochain article :

L'Histoire de

Melle Kim Bong Nyé

ETABLISSEMENTS
HIRIGOYEN
St-VINCENT-de-TYROSSE
☆
CHAUSSURES
DE QUALITÉ
Mixte - Good-year
Californian

DUEL

Swift contre Marlborough
Foot contre Churchill

● ***Dans la lutte entre le prince des journalistes et le maître de l'Angleterre, la plume a triomphé de l'épée.***

MICHAEL FOOT est le frère de sir Hugh Foot, gouverneur de Chypre. Historien, rédacteur en chef de la revue « Tribune », impitoyable polémiste, il fut également député travaillistes et deux fois le rival heureux de Randolph Churchill, fils de sir Winston, au cours d'élections aux Communes. Or le livre qu'il vient d'écrire, « La Plume et l'épée » (1), est précisément consacré à la lutte qui mit aux prises, vers les années 1710, un pamphlétaire, Jonathan Swift, qui n'avait pas encore écrit les « Voyages de Gulliver », et le duc de Marlborough, ancêtre de Churchill.

Semaine après semaine, presque jour par jour, Michael Foot recompose le déroulement d'une crise qui avait pour enjeu la guerre ou la paix, la démocratie parlementaire ou la dictature militaire.

Un obscur vicaire

Le duc de Marlborough fut le plus grand soldat d'Angleterre du début du XVIII[e] siècle. Ses contemporains prétendaient qu'il n'avait jamais regardé une ville sans la prendre et jamais engagé une bataille sans la gagner. Il faisait partie de la haute noblesse, comptait parmi les hommes les plus riches de l'époque, et avait pour épouse Sarah Churchill, la femme la plus intelligente et la plus audacieuse du royaume, qui ne craignait pas de tenir tête à la reine Anne elle-même. Une telle accumulation d'atouts assurait au duc une puissance que même les plus courageux de ses adversaires n'osaient affronter.

Il s'en trouva pourtant un pour contester à la fois sa sagesse et son droit d'imposer sa volonté à l'Angleterre. Quand, à la fin du mois d'août 1710, débarqua à Londres un obscur vicaire de Laracor, un certain Jonathan Swift, personne ne se doutait que le futur prince des journalistes entrait dans l'arène politique de l'Angleterre. Or cet homme qui n'avait réussi ni à faire fortune ni à gravir les échelons de la hiérarchie ecclésiastique, devait, quinze mois durant, livrer une bataille sans merci au duc de Marlborough. Son unique arme, c'était sa plume. Et c'est grâce à elle qu'il gagna ses galons « princiers » et se tailla une gloire qui ne le cède en rien à celle de son puissant adversaire.

Un grand homme

Swift n'était pas un saint. C'est parce que les amis de Marlborough l'avaient déçu qu'il se lança dans la politique en oubliant totalement ses affaires ecclésiastiques. Au début, il ne cherchait qu'une revanche et n'hésita pas à s'allier à des hommes comme Robert Harley et Henry Saint John, qui venaient de triompher aux élections de 1710, mais qui, après avoir dénoncé certains faibles amis de Marlborough, n'osaient pas s'attaquer au duc lui-même. Comment s'y prendre, d'ailleurs ? Depuis bientôt dix ans, celui-ci commandait dans les Flandres une immense armée qui, à la tête d'une coalition antifrançaise, se donnait pour but d'assurer le triomphe de sa religion, la gloire de l'Angleterre et, incidemment, de mettre sur le trône d'Espagne un prétendant de la maison d'Autriche. Chaque année, le duc obtenait de nouvelles victoires, et ses compatriotes l'idolâtraient. Si l'on continuait la guerre, le duc était plus que jamais indispensable, et Jonathan Swift le comprit très vite. C'est pourquoi il ouvrit d'abord les yeux de Harley et de Saint John : l'ennemi numéro un, c'était la guerre, et pour abattre le duc, il fallait la paix. Puis il dirigea sa plume à la fois contre la mauvaise politique et contre son principal symbole.

Le 23 novembre 1710, Jonathan Swift lance une bombe qui fait trembler le duc de Marlborough bien plus que les charges de ses ennemis sur les champs de bataille. Dans un article sur « l'ingratitude britannique et la gratitude romaine », publié dans le journal « Examiner », il répond aux prétendues doléances d'un grand soldat d'Angleterre dévoré par l'ambition et déçu par le manque de reconnaissance de la nation. Le duc de Marlborough ne s'était en fait jamais plaint de l'ingratitude de quiconque, mais Swift prenait les devants. Il énumérait donc tous les avantages que le commandant en chef et sa famille avaient retirés de la guerre en cours, en dénombrant scrupuleusement les dons et les châteaux qu'il avait reçus de la reine après chacune de ses victoires. Sur l'autre plateau de la balance, il plaçait les gratifications que recevait un chef romain qui avait droit au « triomphe » pour avoir *complètement* détruit l'ennemi. Le bilan était éloquent : dans la colonne de l'ingratitude britannique figuraient 540.000 livres sterling, dans celle de la gratitude romaine, 994 livres, 11 shillings et 10 pence.

(Caméra Press)

MICHAEL FOOT
La lutte avait pour enjeu la démocratie ou la dictature.

Le duc s'en émut. Il demanda au premier ministre Robert Harley de supprimer le journal « Examiner » qui l'avait offensé. Il eut aussitôt gain de cause car Harley ne songeait pas une minute à lui refuser quoi que ce fût.

« *Je ne savais pas ce grand homme si vulnérable* », écrivit Swift à une amie.

Harley et Saint John, représentant les intérêts des gentilshommes campagnards, les Tories, voulaient mettre fin à la guerre contre la France. Ils menèrent donc des négociations secrètes avec Louis XIV, sans avoir la moindre idée de la façon de les faire aboutir au grand jour. Ils laissaient Swift écrire, mais ils assuraient le duc de Marlborough qu'ils l'admiraient sans réserve et que son armée ne manquerait jamais de rien. On ne voyait nulle part d'issue à cette impasse.

L'affaire éclata apparemment toute seule. Les envoyés secrets de Robert Harley auprès de la cour de Versailles se firent arrêter à leur retour en Angleterre par un officier trop patriote, désireux de protéger son pays des « espions ». Le premier ministre le mit promptement en prison, pour la « durée du bon plaisir de la reine », mais au camp de Marlborough, dans les Flandres, et dans les milieux influents de Londres, on finit par apprendre l'incident. La suspicion générale devint intolérable. Harley hésitait encore et essayait d'apaiser les « jusqu'auboutistes ». Mais Henry Saint John décida de jouer son va-tout. Il annonça officiellement que les Français proposaient une paix qui donnait des garanties suffisantes à son pays pour être acceptable. La reine convoqua les Chambres des Communes et des Lords pour la fin novembre 1711.

La session du Parlement convoqué pour le 27 novembre fut ajournée *in extremis* jusqu'au 8 décembre. Mais à l'heure H, le matin même où les députés et les lords devaient se réunir, le mardi 27 novembre 1711, parut à Londres « the wonder-working pamphlet » (le pamphlet miraculeux) : « La Conduite des Alliés », par Jonathan Swift. Cette fois, le « prince des journalistes » était allé jusqu'au fond des choses. Dans un langage sans ménagements, il exposait l'absurdité de la guerre. Il démontrait la duplicité qui régnait entre les alliés, et concluait que seul un clan de la haute noblesse anglaise gagnait quelque chose dans cette interminable aventure, mais le peuple, *rien*.

« *Est-ce par suite de notre climat glacial que nous autres, Anglais, sommes devenus assez stupides pour ne pas nous en apercevoir, depuis dix ans que dure cette guerre ?* » demandait-il à ses lecteurs en énumérant un à un tous les sacrifices qu'ils avaient consentis, toutes les misères que leur pays avait supportées, au nom de l'idée fumeuse de la défense de la religion et de la grandeur nationale qui servait de paravent à une minorité de privilégiés. « La Conduite des Alliés » était un chef-d'œuvre de la littérature antimilitariste, si puissant qu'il avait de quoi effrayer non seulement le duc de Marlborough mais aussi Harley et Saint John. Pourtant, engagés dans la bataille, ils ne pouvaient plus reculer.

Cinq semaines plus tard, au cours de la nuit de la Saint-Sylvestre, le duc de Marlborough reçut une lettre manuscrite de la reine Anne, l'informant qu'il n'était plus commandant en chef de l'armée anglaise. Il la jeta au feu avec colère. Mais c'était tout ce qu'il pouvait faire. Pour les foules londoniennes, il n'était plus une idole et le défenseur de la patrie mais un profiteur de guerre. Pour les lords et les puissants du royaume, il n'était plus un soldat sans reproche, mais un apprenti César. Personne n'avait envie de se battre pour le duc de Marlborough. « La Conduite des Alliés » avait porté ses fruits. Au début de janvier, douze nouveaux lords furent nommés pour assurer la majorité gouvernementale à la Chambre des Lords, et la paix fut votée. Le duc de Marlborough avait perdu la bataille décisive, tandis que Jonathan Swift repartait vers son Irlande lointaine pour consigner ses impressions londoniennes dans les « Voyages de Gulliver ».

Telle est l'histoire contée avec une rigueur et une documentation impressionnantes par Michael Foot. Pourtant, quelques universitaires manifestent leur scepticisme. L'auteur n'est-il pas lui-même un disciple et un émule du « prince des journalistes » ? Son ambition n'est-elle pas de devenir le Swift de nos jours ? Ne s'est-il pas distingué lui aussi par des pamphlets impitoyables contre ses ennemis politiques conservateurs et diffusés à des centaines de milliers d'exemplaires ?

Pour parer à l'avance à tous les arguments critiques, Michael Foot a apporté un témoignage qui se passe de commentaire, celui de Sarah Churchill, lady Marlborough en personne. Cette duchesse, qui détestait Swift d'autant plus férocement qu'elle avait compris l'importance de la presse bien avant son mari, a fini par dire dans ses souvenirs :

« *Si cet homme avait été de notre côté, tout se serait terminé autrement.* »

K.-S. KAROL.

(1) « The pen and the sword », Mac Gibbon and Kee, London, 386 pages.

ASSURANCES

Garanties contre l'atome

● ***Devant de nouveaux risques, de nouvelles méthodes.***

BIEN qu'on ne possède pas encore de données précises sur les effets nocifs des radiations et leurs conséquences, certains centres d'énergie atomique ont déjà demandé aux assureurs de garantir leur personnel. C'est pourquoi le Comité européen des assurances a créé à Zurich un centre d'études atomiques, dont les renseignements sont communiqués aux assureurs du monde entier. Ce comité a d'autre part constitué un groupe de travail chargé d'élaborer une convention internationale sur les risques et les responsabilités qu'entraîne l'exploitation de l'atome. Ce projet de convention vient d'être transmis aux autorités de l'Euratom ainsi qu'à l'O.E.C.E. Voici ses principales conclusions :

En premier lieu, les assureurs se déclarent prêts à couvrir les risques courus par les exploitants. Ils garantissent les installations atomiques contre les dégâts matériels pouvant survenir à la suite d'un incident nucléaire.

D'autre part les assureurs ont décidé de couvrir par une police spéciale, actuellement à l'étude, les risques que présente pour les ingénieurs, les médecins, les techniciens, la manipulation de corps radio-actifs.

Enfin, sans attendre la législation qui doit définir la responsabilité civile dans le domaine nucléaire, les compagnies d'assurances ont déclaré qu'elles pourraient assumer cette responsabilité vis-à-vis des particuliers, en temps de paix seulement, bien entendu. Mais comme le danger que présente, pour le public, l'exploitation nucléaire, est

→

RÉPONSES

25 questions sur le théatre

1.a — 2.a — 3.b — 4.d — 5.b — 6.b Lorenzaccio. — 7.b (un arrêt du parlement interdisait les théâtres) 8.c — 9.e — 10.b — 11.c — 12.a — 13.f — 14.d — 15.b (Hamlet 1601 - Le Cid 1636) — 16.b — 17.a Leur beau-frère — b. sa nièce — c. son second mari — 18. a.2 Tartuffe — b.3 Le Malade Imaginaire — c.1 Le Bourgeois Gentilhomme. 19. a.4 Les Sorcières de Salem. Vu du Pont. b.3. La mégère apprivoisée. c.1 Requiem pour une nonne. d.2 Kean. e.6 La Condition Humaine. f.5 Le Procès. — 20. a.3 b.4 c.6 d.5 e.2 f.1. — 21 a.3.5 b.2.6 c.1.4 — 22.a — 23.d — 24.c — 25.b.

infiniment plus important que tous les risques courus jusqu'à maintenant, les assureurs ont décidé de ne plus baser la responsabilité sur la *faute* mais précisément sur le *risque*. Selon ce principe, celui qui crée, dans son intérêt, un risque, est responsable des conséquences de cette activité dangereuse et doit réparer le préjudice qui en résulte. Mais un point est inquiétant : « soucieux de permettre le développement de l'exploitation de l'énergie nucléaire » — et probablement aussi de sauvegarder leurs intérêts — les assureurs ont déclaré qu'ils limiteraient dans le temps le versement des indemnités. Sur quels critères se basera-t-on pour fixer ces limites ? C'est ce qu'il reste à définir.

AVIATION

Duel en perspective sur Paris-Moscou

● ***« Air France » vient d'inaugurer une ligne Paris-Moscou. Mais ses appareils ne peuvent encore rivaliser sur ce parcours avec les TU-104 soviétiques.***

EN ajoutant à son réseau une ligne Paris-Moscou, « Air France » connaissait parfaitement le handicap qui serait le sien par rapport à son concurrent direct: l' « Aéroflot » soviétique. Alors que ses Superconstellations G, achevés aux Etats-Unis en 1953 et volant à la vitesse croisière de 470 km.-heure, mettent 5 h. 50 pour accomplir sans escale les 2.700 km. séparant Paris de Moscou, les TU-104 de la compagnie russe (900 km.-heure) font le même trajet en 3 h. 40. Mais il s'agissait, avant tout, d'être présent sur la ligne.

« Air France » attendra donc l'année prochaine pour relever le défi, quand le dernier modèle de la Caravelle (700 km.-heure) sera mis en service, et que lui seront livrés les quadriréacteurs américains qui atteindront 950 km.-heure.

Pour l'instant, la compagnie française vient de publier son bilan : 74 milliards de chiffre d'affaires, contre 64 l'année dernière, soit une augmentation de 15 %. Bénéfice net, après amortissement : 91.584.000 fr. Enfin, 33 milliards de capitaux contre 28 l'an passé sont immobilisés, en grande partie, par la commande de 10 Lockheed américains Super-Starliners 1649.

INFORMATION

La presse filmée n'est pas censurée

● ***Il entre dans les attributions du ministre de l'Information de contrôler les actualités cinématographiques. Comment ce contrôle s'exerce-t-il?***

CINQ entreprises d'actualités filmées fournissent actuellement le marché français, au rythme de 1.200 copies par semaine de 280 à 300 mètres (soit 9 à 10 minutes de projection) pour 5.000 salles :

● « LES ACTUALITÉS FRANÇAISES », maison d'Etat à 100 %, créée après la guerre, à la suite de la récupération par les Domaines du matériel des firmes allemandes. Dépendant financièrement et politiquement du ministre de l'Information, elle a le monopole de 290 salles, en première semaine de vision.

● « GAUMONT ACTUALITÉS » donne à l'Etat un droit de regard sur sa production par l'intermédiaire de l'Agence Havas, majoritaire dans son conseil d'administration. Puissante entreprise, qui contrôle le quart des salles françaises, Gaumont dispose de 10.000 km. d'archives filmées d'une inestimable valeur, notamment sur la Révolution russe de 1917.

Les trois autres sont des entreprises entièrement privées :

● « FOX MOVIETONE », firme entièrement américaine, diffuse ses bandes en France, mais ne dispose pas des fonds de la loi d'aide au cinéma. Son exploitation est déficitaire.

● « PATHÉ JOURNAL », entreprise française privée, la plus importante et la plus ancienne des maisons d'actualités, fondée en 1909. Sa cinémathèque (30.000 km. d'archives) contient des documents uniques sur la guerre de 1914 : les batailles de la Marne et de Verdun.

● « ECLAIR-JOURNAL », société anonyme française, appartient aux héritiers de l'un des fondateurs de la Grande Maison de Blanc.

Publicité discrète

Aucune de ces entreprises ne boucle son budget par la seule exploitation des bandes d'actualités : elles perçoivent ensemble environ 300 millions par an de subvention du « Fonds de développement de l'industrie cinématographique » (ou « loi d'aide »), organisme indépendant de l'Etat, lui-même alimenté par deux taxes, l'une perçue au guichet des salles sur le prix de chaque place, l'autre à la sortie de tous les films de long métrage. Elles passent de la publicité d'Etat payée (pour les emprunts notamment), et de la publicité privée, subtile.

La somme reçue pour faire inclure dans une bande d'actualités quelques images muettes (les actualités sont toujours muettes, et accompagnées d'un commentaire ou de musique) sur la présentation de tel couturier, sur la présence de tel stand aux Arts ménagers, est généralement calculée d'après un tarif de base de 100.000 francs la minute. Le plus souvent le public s'y trompe et n'imagine pas qu'il s'agisse là d'images publicitaires.

Les actualités cinématographiques ne sont soumises à aucune censure préalable (contrairement aux films artistiques), mais à l'autocensure volontaire, pratiquée par les rédacteurs en chef. Ceux-ci peuvent refuser d'inclure dans leurs programmes les bandes de propagande politique, commandées par les ministères.

Mais tous les mercredis matin, les bandes de la semaine sont présentées à la salle de projection du ministère de l'Information (avenue de Friedland) aux ministres, hauts fonctionnaires et à tous les intéressés officiels désirant les voir. Les directeurs de journaux filmés estiment qu'il s'agit là uniquement d'une formalité de courtoisie, datant d'ailleurs d'avant guerre.

Il arrive, en cours de projection, que des personnalités présentes demandent la suppression d'une séquence : le directeur est libre d'accepter ou de refuser. S'il refuse — et à l'heure de la projection, quelque 1.000 bandes sont déjà en route pour la province — le gouvernement dispose d'un recours : faire supprimer les sujets dans les salles, sous le prétexte qu'ils « troublent l'ordre public », avec le secours d'un huissier et d'un commissaire de police. La méthode est compliquée. Elle a été utilisée une seule fois depuis la guerre, sous le gouvernement Laniel-Pleven, à propos d'un sujet sur des conflits sociaux.

La responsabilité entière du contenu politique des actualités repose donc sur les directeurs des maisons qui les publient. Comme les directeurs de journaux, ils seront libres aussi longtemps qu'ils seront décidés à le demeurer.

(Intercontinentale.)

EDIK STRELTZOV ET ROGER MARCHE AU COURS D'UN MATCH FRANCE-U.R.S.S.
Vingt ans, douze ans de prison.

MŒURS

Edik le footballeur avait la maladie étoilée

● ***Edik Streltzov, idole de football soviétique, est condamné pour viol et débauche. Qui est coupable ?***

UN garçon de 20 ans qui n'ose pas lever la tête, qui répond par monosyllabes, qui ne regarde pas dans les yeux de ses juges, se tient sur le banc des accusés du tribunal départemental de Moscou. Il n'essaie même pas de se défendre et c'est sans histoires qu'il est condamné à douze ans de prison, pour viol. Tel est le triste épilogue de la carrière du meilleur footballeur soviétique, Edward Streltzov, communément appelé « Edik ».

C'est le 22 juin, quand le championnat du monde de football battait son plein, que « Komsomolskaïa Pravda » a rendu public pour la première fois le dossier Streltzov. Le journal central des Jeunesses communistes répondait à d'innombrables demandes des amateurs de football qui s'inquiétaient de l'absence de Streltzov dans l'équipe nationale de l'U.R.S.S. A l'en croire, « Edik » est un être extrêmement borné et inculte. Au point de croire que l'eau de mer est salée parce que les harengs y nagent. Il ne s'intéresse à rien et le seul examen qu'il ait réussi à passer dans sa vie, est le permis de conduire pour pouvoir se servir de sa voiture « Pobieda » qui lui a été généreusement offerte par son club, le « Torpedo » de Moscou. Mais le journal constate que depuis un certain temps le moyen de transport le plus fréquemment utilisé par l'avant-centre de l'équipe nationale de l'U.R.S.S. est simplement un panier à salade.

La maladie étoilée

Comment se fait-il que ce garçon qui, selon les dirigeants de l'équipe de « Torpedo », ne buvait point et ne fumait même pas au début de sa carrière, se soit transformé si rapidement en hooligan, en ivrogne et finalement se soit rendu coupable d'un crime très grave ? La réponse de « Komsomolskaïa Pravda » est simple : Edik Streltzov a contracté la « maladie étoilée ». Le succès lui a tourné la tête à tel point qu'il a fini par croire que tout lui était permis.

Il n'avait pas tout à fait tort. Protégé par ses admirateurs et les puissants mécènes du sport soviétique, il s'était livré depuis un certain temps à des actes qui auraient coûté très cher à tout autre citoyen soviétique.

Ainsi, un soir, au centre de Moscou, sur la place des Kolkhozes, Edik a imaginé une plaisanterie : il a pénétré dans un appartement d'inconnus et pour faire peur aux habitants, il s'est mis à y casser la vaisselle. Dès que la nouvelle de son arrestation a été connue, les dirigeants du « Torpedo » ont assailli le commissariat où il était détenu : *« Mais c'est Edik que vous avez arrêté ! Mais c'est notre meilleur footballeur ! Mais c'est quelqu'un qui est remarquable, irremplaçable, exceptionnel ! »* Edik fut quand même condamné par le tribunal de simple police, mais pour le minimum de la peine : trois jours de prison.

L'âme russe le sauve

Après cet exploit, l'organisation des Jeunesses communistes dont Streltzov faisait partie, s'est saisie de son cas. Au cours d'une réunion spéciale, le secrétaire régional, le camarade Polishtchouk a prononcé un long discours sur sa conduite, indigne d'un Komsomol. Mais Polishtchouk, étant lui-même un « fana » de football, s'est ingénié à expliquer les particularités de l'âme russe et à démontrer qu'Edik possédait précisément une telle âme. L'avant-centre s'en était donc tiré avec un simple blâme.

La liste des autres exploits impunis que rapporte « Komsomolskaïa Pravda » est longue. Ces derniers mois l'ivrognerie a même eu des répercussions sur ses performances sportives. A en croire le journal, Edik marquait de plus en plus rarement des buts, mais devenait de plus en plus souvent hôte des différents commissariats. Ses protecteurs ne s'en sont pas pour autant découragés.

Mais la gentillesse n'a pas payé. Les mœurs de Streltzov sont devenues telles que les joueurs sélectionnés pour l'équipe nationale de l'U.R.S.S. ont officiellement demandé l'élimination du jeune avant-centre. Quelques semaines plus tard, c'était l'orgie dans une « datcha » de la banlieue moscovite, qui a eu son épilogue devant un tribunal départemental et qui cette fois-ci a mis fin à la carrière du « remarquable, irremplaçable, exceptionnel footballeur ».

« Komsomolskaïa Pravda », seul journal à avoir relaté en détail l'affaire Streltzov, pose toutefois une question : qui sont les vrais coupables de la « maladie étoilée » qui arrive à tourner la tête et à conduire au crime de jeunes sportifs ? Le cas Streltzov n'est pas, paraît-il, tout à fait isolé.

SOCIOLOGIE

Le mâle américain : décadence

● ***Sociologues, psychologues et humoristes américains dressent le — triste — bilan de la domination des hommes par les femmes.***

« Si un mari se trompe de serviette dans la salle de bains, sa femme peut le réprimander calmement, mais elle ne doit en aucun cas l'envoyer dans sa chambre. Elle doit tout faire pour lui donner l'illusion qu'il reste libre de ses faits et gestes. »

C'est à cela que les humoristes James Thurber et E. B. White limitent aujourd'hui les ambitions du mâle dans le couple américain moderne. Ils ne lui conseillent pas de lutter : il est trop tard. L'homme a perdu la partie. Il ne peut plus avoir qu'une seule exigence : être « bien traité » par son nouveau maître, la femme.

Cette vision pessimiste est confirmée par la plupart des recherches sociologiques et psychologiques qui ont été faites sur la situation actuelle du mâle américain. Elles montrent que celui-ci n'a plus rien de commun avec les pionniers énergiques et virils qui bâtirent les Etats-Unis. Déjà sensible au début du siècle, cette transformation s'est considérablement accélérée depuis la dernière guerre mondiale. Tel est le sujet d'un livre fort intéressant qui vient de paraître aux Etats-Unis et qui groupe sous le titre « Le déclin du mâle américain », trois articles parus dans « Look ».

Selon les auteurs, à tous les âges, l'Américain moderne subit la domination de la femme. Il apprend d'abord à obéir aveuglément à sa mère, puis à ses professeurs qui sont de plus en plus souvent des femmes. La mère américaine, sensible aux attaques qui ont été lancées contre son autoritarisme, a mis au point une technique plus subtile pour asservir ses enfants : celle du chantage à l'amour.

« *L'amour maternel*, écrit le Dr. Margaret Meade dans « Mâle et Femelle », *devient de plus en plus conditionnel.* »

Il est donné ou retiré selon que l'enfant se conduit bien ou mal. Le retrait de l'amour maternel a remplacé dans l'éducation de l'enfant la punition infligée par le père.

(U.S.I.S.)

L'École des Pères

Peu de chances, pour un jeune garçon, de voir son père dans des activités masculines.

Une idée de femme : la « liaison régulière »

Certains psychologues voient également une source de malaise pour les jeunes garçons dans le fait que les filles leur empruntent beaucoup des critères de la virilité et deviennent pour eux des concurrentes sérieuses : elles portent des blue-jeans et les cheveux courts, jouent au ballon et se battent avec les garçons, menacent leur suprématie dans les matières scientifiques, etc.

Les relations sentimentales entre adolescents ont été profondément transformées par l'introduction du « going steady », c'est-à-dire de la liaison « régulière » et exclusive. C'est là très évidemment une idée de femme conçue pour imposer aux garçons une monogamie de plus en plus précoce.

Autre changement par rapport aux générations précédentes : le développement du « pelotage » et des relations sexuelles pré-maritales. Ce développement est dû en grande partie à l'émancipation de la femme, et c'est la femme qui contrôle entièrement ces relations sexuelles.

« *Les jeunes filles*, écrit le Dr. Gelolo McJugh, *reçoivent une éducation sexuelle de plus en plus précise. Ce sont elles qui décident « quand » et « jusqu'où ». Le rôle du garçon est « d'obtenir le maximum » ; celui de la jeune fille de réfréner ses désirs.* »

Ces jeux d'adolescents, selon le Dr. Margaret Meade, pratiqués parfois pendant dix ans avant le mariage, préfigurent la vie conjugale, dans laquelle les rapports sexuels sont également contrôlés par l'épouse. Certaines femmes vont jusqu'à établir un « budget sexuel » auquel elles contraignent leur mari à se conformer.

Non seulement les épouses contrôlent la fréquence des rapports sexuels mais elles se font plus exigeantes sur leur qualité. Les principales angoisses du mâle viennent de ce que les conseillers matrimoniaux s'appliquent à lui démontrer que son plaisir est sans importance et qu'il doit se préoccuper avant tout de satisfaire son épouse.

Miss Davis n'hésite pas à écrire dans son livre « La responsabilité sexuelle de la femme » :

« *La femme doit faire comprendre à son mari — ce qu'il admettra aisément — qu'il est essentiel qu'elle soit satisfaite. Et elle doit être totalement satisfaite ; elle ne peut accepter aucun compromis.* »

Tout en soulignant que les réactions de l'homme et de la femme dans ce domaine diffèrent profondément, la plupart des spécialistes insistent sur le fait que c'est à l'homme qu'incombe la responsabilité de provoquer à chaque fois une satisfaction mutuelle et simultanée.

Ces exhortations à bien faire ne sont pas pour rassurer les mâles américains, qui doutent déjà de leur virilité.

« *Le mari qui prendrait au sérieux ses* « *responsabilités* », écrit le psychanalyste Milton R. Sapirstein, *s'exposerait à de graves déconvenues. Autant, en effet, vouloir décrocher la lune.* »

Les résultats de la nouvelle agressivité des femmes semblent d'ailleurs aller à l'inverse de leurs espérances. Les experts remarquent que leurs exigences économiques et sexuelles fatiguent de plus en plus le mâle. S'épuisant au travail pour fournir à leurs épouses davantage de biens matériels, les maris ne songent, le soir venu, qu'à dormir. C'est une des raisons pour lesquelles il se vend proportionnellement deux fois plus de lits jumeaux qu'en 1939.

Trop de travaux ménagers pour rester viril

De plus en plus passif, l'homme américain s'oriente vers les ruses féminines. Il commence à s'habiller pour plaire aux femmes.

« *Dans les placards publicitaires*, note le Dr. Meade, *on explique maintenant aux hommes que s'ils portent le bon chapeau ou la bonne cravate, ils seront remarqués et aimés — argument autrefois réservé pour les femmes.* »

Autre domaine dans lequel la domination des femmes a des conséquences inquiétantes : celui de la paternité. Tous les psychologues reconnaissent que la réputation de « meilleur père du monde » du mâle américain est en danger. Dans la plupart des foyers, il est écarté de tout rôle actif dans l'éducation des enfants. Ou bien il ne les voit jamais car son travail l'absorbe trop, ou bien il fait figure de simple assistant de la mère.

« *Pour devenir un homme viril*, écrit le Dr. Milton J. E. Senn, *le jeune garçon a besoin de savoir à quoi ressemble la virilité.* »

Or il a peu de chances de voir son père dans des activités proprement masculines. Que le voit-il faire en effet ? La vaisselle, le ménage, le biberon du dernier-né, les courses, voire la lessive quand il ne recoud pas lui-même ses boutons. Pendant des années, les conseillers matrimoniaux ont conseillé au mari de décharger sa femme des travaux ménagers. Ils se rendent compte aujourd'hui qu'ils sont allés trop loin et qu'ils l'ont totalement démasculinisé, déclarent les auteurs du livre.

Indépendamment de ses fonctions domestiques, le mâle américain est dominé dans sa vie professionnelle par trois catégories de femmes : son épouse, ses collègues féminines et, dans certains cas, sa secrétaire.

L'influence de l'épouse s'exerce évidemment dans le sens d'une « incitation à réussir ». Son rôle est devenu si important que certaines compagnies interrogent la femme, parfois même lui font passer des tests, avant d'engager le mari ou de lui accorder de l'avancement. Un vice-président de la Monsanto Chemical C° a ainsi résumé leur théorie :

« *La main qui berce le landau peut aussi faire chavirer le bateau.* »

Les femmes qui travaillent, d'autre part, menacent le mâle dans la mesure où elles ont tendance à le mépriser s'il reste professionnellement au-dessous d'elles.

Les secrétaires, enfin, prennent parfois un ascendant considérable sur leur patron. Non seulement elles les aident professionnellement, mais elles choisissent et achètent leurs vêtements, détiennent leur carnet de chèques, organisent leur vie sociale, jouant le rôle d'une véritable « seconde épouse ».

Contre cette domination féminine, l'homme a développé un certain nombre de défenses, généralement passives. On l'oblige à rester à la maison ? Il passera sa soirée entière à regarder des matches de baseball à la télévision. Il fut un temps où le mâle se réfugiait à la cave pour scier, peindre et bricoler tranquille, mais sa femme l'y a maintenant suivi et rabote à ses côtés.

Certains utilisent la pression même de l'adversaire pour le neutraliser. Leurs femmes les poussant à travailler de plus en plus dur, ils se réfugient dans la camaraderie d'entreprise, s'inscrivant au club de golf et participant à toutes les parties de pêche « entre hommes ».

Quelques-uns adoptent la solution de la fuite pure et simple. Ils ne sont pas si peu nombreux puisque le Bureau National des Abandons estime que 100.000 hommes quittent chaque année leur foyer sans aucun arrangement légal, ce chiffre ne tenant pas compte, bien entendu, des séparations et divorces.

Mais le déclin de la puissance sexuelle constaté par les médecins est peut-être l'arme la plus dangereuse des hommes. Leur défense sur le plan de la sexualité peut en effet prendre trois formes. La première est le célibat. Bien que le nombre des mariages augmente sans cesse, un homme sur huit (entre 25 et 54 ans) est célibataire. La seconde est l'homosexualité. Le Dr. Kinsey estime qu'un sur treize des Américains de 16 à 55 ans a été homosexuel « à plein temps » pendant au moins trois ans de sa vie. La dernière défense, enfin, — la plus surprenante et la plus récente — est celle des représailles : les hommes répondent à l'agressivité de leurs épouses en se refusant à toute relation sexuelle. C'est un phénomène si nouveau que les conseillers matrimoniaux sont encore incapables d'en estimer l'ampleur. Mais les psychologues le considèrent comme très grave.

« *Je suis stupéfait*, écrit le Dr. Stone, *par le nombre d'hommes que je vois dont le désir et les moyens sont en-dessous de la normale.* »

Comment se présente l'avenir ? Les experts sont pessimistes. Dans son livre « La supériorité naturelle des femmes », l'anthropologue Ashley Montaigu invite les femmes à exploiter au maximum « *la brusque découverte de leur force et de la faiblesse de l'homme* ». Le docteur Schindler estime que « *la femme américaine est un être entièrement nouveau* » et qu'il faudra trois générations à l'homme pour s'y habituer. Presque personne n'invite le mâle à réagir et à « faire face ».

« *L'Amérique*, écrit la psychanalyste Irene Josselyn, *est en train de dériver vers une structure sociale composée d'hommes-femelles et de femmes-mâles.* »

L'EMBARRAS DU CHOIX

● ***Les nouveaux spectacles.***

CINEMA

L'ENNEMI SILENCIEUX : Crabb contre hommes-grenouilles : bonne pêche. (*Normandie, Rex, Moulin-Rouge.*)

● ***Si vous ne les avez pas encore vus.***

MAIGRET TEND UN PIÈGE : Simenon bien servi par Gabin et Delannoy. (*Hollywood.*)

MON ONCLE : la satire du modernisme par Tati. (*Colisée, Marivaux.*)

LA TRAVERSÉE DE PARIS : Bourvil et Gabin traversent Paris sous l'occupation tel que l'a vu Marcel Aymé. (*Boul'Mich'.*)

FENÊTRE SUR COUR (*Champollion*). LA CORDE (*Reflets*). MAIS QUI A TUÉ HARRY ? (*Artistic*). Trois bons « suspenses », signés Hitchcock.

LES RÉVOLTÉS DU BOUNTY : une mutinerie à bord d'un voilier du XVIII[e] siècle. Les marins se nomment Ch. Laughton, C. Gable, F. Tone. (*Champs-Elysées.*)

LE SEL DE LA TERRE : la plus poignante description de grève sur l'aride terre mexicaine. (*Noctambules.*)

LE MONDE DU SILENCE : aquaphilie et profondeurs sous-marines. (*Quartier Latin.*)

L'HOMME QUI TUA LA PEUR : Un noir délivré de ses complexes apprend la liberté à un blanc. (*Avenue.*)

QUAND PASSENT LES CIGOGNES : Le souffle d'Eisenstein et de Poudovkine retrouvé. (*Broadway, George-V, Vendôme.*)

LA SOIF DU MAL : Le volcanique dernier film d'Orson Welles, poète maudit. (*Publicis.*)

LE PONT DE LA RIVIÈRE KWAI : En un mot, un chef-d'œuvre. (*Monte-Carlo, Agriculteurs.*)

LE DICTATEUR : Chaplin, petit barbier juif, fait la satire du dictateur dont il est le sosie. (*Biarritz.*)

JEUX D'ÉTÉ : Pourquoi le bonheur est-il toujours aussi éphémère que l'été ? Bergman décrit l'un de ces bonheurs morts à l'automne. (*Cinéma d'Essai Caumartin.*)

LE SEPTIÈME SCEAU : Pourquoi sommes-nous sur terre ? Qu'est-ce que la mort ? A ces éternelles questions, Ingmar Bergman, par la bouche d'un chevalier du moyen âge, tente de répondre. (*La Pagode.*)

LE BAL DES MAUDITS : La guerre comme si vous la faisiez du côté nazi avec Marlon Brando, du côté américain avec Montgomery Clift. (*Bonaparte.*)

LE RIDEAU CRAMOISI : Une nouvelle de Barbey d'Aurevilly lyriquement récrite par la caméra-stylo d'Astruc. (*Ursulines.*)

FOLIES-BERGÈRE
NOUVELLE REVUE
LOCATION PAR CORRESPONDANCE
POUR LES CLIENTS DE PROVINCE
Ecrire : 8, rue Saulnier

PROMENADES PERMANENTES
de 9 h. 30 à 21 h. 45
NUITS ILLUMINÉES
WEEK END AU LONG COURS
LOCATION POUR RESTAURANT
Renseignements : BAL. 96-10

VINGT-NEUF QUES

L'UNIVERS est une ample comédie aux cent actes divers et dont la scène est le théâtre. A Paris, en français chaque année, le fauteuil d'orchestre est une machine à parcourir le temps et l'espace, et nous avons été cette saison d'Eschyle à Ionesco, de Carlo Gozzi à Victorien Sardou, de l'Orient de Schéhadé à l'Espagne de Lorca et au Caucase de Brecht. Cette gymnastique a une heureuse influence sur le public : du point de vue du succès si la palme appartient toujours au boulevard (André Roussin avec deux théâtres toute la saison pour La Mamma et Bobosse, **Marcel Achard avec** Patate, **Jacques Deval avec** La Prétentaine **et dans une moindre mesure** Romancero, **sans oublier** L'Œuf **de Marceau), elle commence à aller aussi à Broadway** (Le Journal d'Anne Frank, Romanoff et Juliette, Ouragan sur le Caine, Vu du pont) **et à des œuvres qui nous viennent d'Italie** (Procès à Jésus **et le retour en grande forme de Pirandello).**

Du côté de l'avant-garde, c'est-à-dire du théâtre qui vise à la qualité et à l'originalité sans concessions au public, Ionesco a eu son spectacle qui a tenu d'un bout à l'autre de la saison (La Cantatrice chauve) **tout comme Marcel Achard mais dans une salle de cent spectateurs. Ses œuvres récentes** (Le Nouveau Locataire, L'Avenir est dans les œufs) **ont paru inutilement laborieuses.** Paolo Paoli, **la grande pièce où Arthur Adamov avait repris le thème d'Octave Mirbeau (les affaires sont les affaires), a succombé, non point à une cabale comme l'auteur en a l'illusion, mais à l'indifférence de tous les publics. On a fait un succès à une très bonne reprise de Strindberg** (Créanciers), **à une reprise de Milosz** (Miguel Manara), **à une présentation de Brecht** (Le Cercle de craie caucasien) **et à la première manifestation sur une scène parisienne des angry young men,** La Paix du dimanche **de John Osborne.**

S'il fallait donner une bonne adresse, celle d'une maison sûre où les produits sont toujours de bonne qualité, j'indiquerais encore le T.N.P. de Jean Vilar (Henri IV, Peer Gynt, Ubu) **de préférence à une maison moyenne et bourgeoise comme le Français où l'on conserve bien de bonnes pièces de boulevard de l'entre-deux-guerres** (Domino, Le Sexe faible), **mais c'est tout. Quant au Théâtre d'Aujourd'hui, qu'on pourrait appeler la Comédie italienne, ses meilleures soirées ont été des soirées d'hier** (Inquisition, **de Diego Fabbri,** Ce soir on improvise, **de Pirandello) et même d'avant-hier** (La Locandiera). **Et les petites scènes en marge (Tertre, Lutèce, etc.) semblent avoir encore plus de peine à trouver de bons manuscrits que du bon argent.**

Le prix Molière, donné par l'ensemble de la critique pari-

1. Une répétition à l'italienne est :

a) Une répétition rapide et continue où l'on ne se soucie pas de la mise en scène.

b) Une répétition où l'on invente son texte comme à la Commedia dell'Arte en ne s'occupant que de la mise en scène.

c) Une répétition en plein air.

2. L'expression « cour et jardin » définit-elle :

a) La droite et la gauche de la scène par rapport aux spectateurs ?

b) La droite et la gauche de la scène par rapport à l'acteur ?

c) La salle et la scène quand le rideau est fermé ?

3. La théorie de la distantiation a-t-elle été énoncée par :

a) Diderot ?

b) Bertolt Brecht ?

c) Roland Barthes ?

4. Le Cartel était une association de quatre animateurs de théâtre qui, entre les deux guerres, furent les rénovateurs de la scène française. Lequel de ces cinq hommes n'en faisait pas partie ?

a) Gaston Baty.

b) Charles Dullin.

c) Louis Jouvet.

d) Jacques Copeau.

e) Georges Pitoeff.

5. « La Mère coupable » est une pièce de :

a) Brecht.

b) Beaumarchais.

c) Victorien Sardou.

d) Georges de Porto-Riche.

6. Qui a écrit :

« Une fois mon coup fait, si les républicains se comportent comme ils le doivent, il leur sera facile d'établir une République... Qu'ils aient pour eux le peuple et tout est dit.

— Je te gage que ni eux, ni le peuple ne feront rien » ?

a) Shakespeare.

b) Musset.

c) Hugo.

d) Camus.

7. En 1600, il y avait à Londres huit théâtres réguliers. En 1629, il y en avait dix-sept. Combien y en avait-il en 1642 ?

a) 27.

b) 0.

c) 48.

8. Un seul de ces auteurs n'a pas écrit une pièce consacrée à Amphitryon. Lequel ?

a) Molière.

b) Giraudoux.

c) Crébillon.

d) Plaute.

e) John Dryden.

f) Von Kleist.

Une cinquantaine d'années après leur triomphe les noms de :

a) la Duse,

b) Sarah Bernhardt,

c) Réjane,

d) Segond-Weber,

e) Julia Bartet,

f) Simone,

restent aussi célèbres que ceux de Brigitte Bardot ou de Michèle Morgan. Leurs visages vous sont-ils aussi familiers ?

9

10

11

12

13

14

TIONS SUR LE THÉATRE

sienne, est allé à Jean Dasté pour Le Cercle de craie caucasien. Il avait été, les autres années, à Jean Vilar, à Jacques Fabbri, aux Grenier-Hussenot, à Sacha Pitoëff. La critique doit-elle être honteuse de ce choix et le public ne l'a-t-il pas ratifié en adoptant année après année le « réalisateur » qu'on lui désignait ainsi ? D'ailleurs, même après une saison assez médiocre, il faudrait donner plusieurs prix. Pourquoi ne pas donner un prix du courage malheureux à Jean-Louis Barrault pour le consoler du succès de Madame Sans-Gêne ? Et j'aimerais bien voter aussi trois prix d'encouragement à trois romanciers qui sont encore bien raides et bien maladroits dans leurs habits de théâtre mais qui semblent avoir talent et tempérament (Pierre Gascar, Dominique Rolin, Roger Rabiniaux). Et, au contraire, la nouvelle constitution du théâtre devrait bien prévoir une motion de censure, elle aussi, la censure pour cause de bêtise...

Si l'on voulait, pour conclure, transformer ce palmarès en bulletin de santé, il faudrait passer en revue après les auteurs, beaucoup d'excellents comédiens, des décorateurs, des metteurs en scène. Et il faudrait comparer en bloc, comme si c'était un seul et immense spectacle, ce que nous voyons jour après jour du théâtre parisien à ce que le théâtre des Nations nous permet de voir chaque année du meilleur de la production mondiale. Or cette comparaison, le théâtre parisien nous parait la soutenir d'une manière très honorable : nous avons des comédiens et des comédiennes, des hommes de théâtre, des idées autant et souvent plus qu'ailleurs. Ce qui manque le plus, mais au théâtre des Nations aussi, ce sont les auteurs. L'instrument existe : il ne faut pas qu'il devienne un de ces instruments comme on en entend dans des concerts confidentiels et presque archéologiques, pour lesquels on n'écrit plus de musique. Pour que le courant passe d'ailleurs, pour que la respiration ne soit pas artificielle, il faut des auteurs et des spectateurs qui leur répondent. Une organisation économique plus rationnelle du théâtre, la multiplication des associations qui essaient de mettre le théâtre à la portée de toutes les bourses par des prix réduits et de tous les cœurs en multipliant les expositions, conférences et manifestations annexes, voilà ce que l'on peut faire pour le public. Mais vous, êtes-vous un bon spectateur ?

R. K.

Vous pouvez vérifier vos connaissances en jouant avec nous. Voici 29 questions sur le théâtre auxquelles nous vous proposons plusieurs réponses. Mais une seule de ces réponses est juste.

24

Ces quatre auteurs dramatiques ont été caricaturés par Cappiello en pleine gloire. Pouvez-vous les distinguer ?

a) Henry Bataille. *b)* Henry Bernstein. *c)* Alfred Capus. *d)* Georges Feydeau.

22

23

25

15. « Hamlet » a été représenté en Angleterre :

a) 72 ans avant « Le Cid » à Paris.

b) 35 ans avant « Le Cid » à Paris.

c) 18 ans après « Le Cid » à Paris.

16. Stanislawski était au début du siècle en Russie :

a) Un auteur dramatique à succès.

b) Un metteur en scène d'avant-garde.

c) Un acteur réputé pour ses compositions.

17. Le linge sale de la famille des Atrides a souvent été lavé sur les scènes de théâtre. Connaissez-vous exactement les liens de parenté qui unissent ou déchirent ses membres ?

Qu'étaient :

a) Agamemnon par rapport à Castor et Pollux ?

b) Iphigénie par rapport à Ménélas ?

c) Egisthe par rapport à Clytemnestre ?

18. Rendez à leurs maitres ces trois servantes de Molière :

a) Dorine.
b) Toinette.
c) Nicole.
1) M. Jourdain.
2) Orgon.
3) Argan.

19. Voici deux listes d'auteurs célèbres. Rendez aux adaptés leurs adaptateurs les plus récents.

Les adaptés :
a) Arthur Miller.
b) Shakespeare.
c) Faulkner.
d) Dumas père.
e) Malraux.
f) Kafka.

Les adaptateurs :
1) Camus.
2) Sartre.
3) Audibertl.
4) Marcel Aymé.
5) Gide.
6) Thierry Maulnier.

20. Rendez ces vers à leurs auteurs :

a) *Là où la chèvre est liée, il faut bien qu'elle y broute.*

b) *On ne perd les Etats que par timidité.*

c) *Que la vengeance est douce à l'esprit d'une femme.*

d) *C'est la nuit qu'il est beau de croire à la lumière.*

e) *En amour, écrire est dangereux, sans compter que c'est inutile.*

f) *Il n'y a point de maître d'armes mélancolique.*

1) Musset.
2) Dumas fils.
3) Molière.
4) Voltaire.
5) Rostand.
6) Corneille.

21. Le théâtre américain est très à la mode en France depuis dix ans. Les trois auteurs les plus joués à Paris sont :

a) Arthur Miller.
b) Tennessee Williams.
c) Eugene O'Neil.

Pouvez-vous restituer à chacun ses œuvres ?

1) « Le Désir sous les ormes. »
2) « Un tramway nommé Désir. »
3 « Les Sorcières de Salem. »
4) « Le Deuil sied à Electre. »
5) « Vu du pont. »
6) « La Chatte sur un toit brûlant. »

Vous pouvez vérifier en page 15 l'exactitude de vos réponses.

QUATRE QUESTIONS A RÉCOMPENSE

Les quatre questions suivantes sont les seules dont vous ne trouverez pas la solution dans ce numéro.

Si vous voulez jouer avec nous, envoyez-nous les réponses que vous croyez bonnes. Les dix premières réponses justes que nous recevrons seront récompensées par un microsillon ou un livre de la Pléiade, au choix du gagnant. A défaut de réponses justes, seront récompensées les dix réponses les plus proches de la vérité.

26. La pièce très connue « L'Habit vert » a été écrite par de Flers et Caillavet. Deux autres auteurs célèbres avaient cependant collaboré pour écrire une pièce qui porte le même titre. Quels sont-ils ?

27. Quel est l'auteur qui a fait allusion dans toutes ses pièces à un personnage nommé « Monsieur Zambeaux » ?

28. Qui a dit : « J'imagine deux théâtres, l'un vient du Temple et l'autre du Guignol » ?

29. Quel est l'événement politique majeur qui s'est produit dans l'année où ont été créés à Paris :

a) « La Belle Aventure » de De Flers et Caillavet, avec Victor Boucher.

b) « Champignol malgré lui », de Feydeau, aux Noctambules.

c) « Le Duel », de Lavedan, avec Le Bargy et J. Bartet.

RÉSULTATS

QUATRE QUESTIONS SUR LA PEINTURE

NOTRE jeu sur la peinture était nettement trop difficile puisqu'un seul de nos lecteurs s'est approché du bon résultat. Nous sommes désolés de ne pouvoir récompenser tous ceux qui se sont par trop égarés. Voici les réponses exactes :

25. a) Claude Monet ; b) Baudelaire ; c) Picasso ; d) Hegel ; e) Odilon Redon ; f) Paul Valéry ; g) Braque.

26. Le Vaïrumati de Gauguin est entré dans le domaine de l'Etat français en 1952 en application du traité de paix avec le Japon.

27. a) 22 × 16 ; b) 21 × 14 ; c) 22 × 12.

28. Portrait équestre du frère de Napoléon, Joseph, roi d'Espagne, par Goya.

Et voici le gagnant : M. Driout (St-Malo) que nous félicitons vivement et qui recevra le livre de la Pléiade ou le microsillon de son choix dès qu'il nous aura fait connaître sa préférence.

LA SEMAINE

Qualité exceptionnelle

LA qualité des films français, si souvent critiquée, a pourtant embarrassé cette semaine M. Luigi Ammanati, président du Comité du Festival de Venise, chargé de la sélection des films en compétition dans cette manifestation qui aura lieu du 24 août au 7 septembre. La pré-sélection française, qui fut soumise au choix de M. Ammanati, comprenait :

- « En cas de malheur », de Claude Autant-Lara.
- « Les Amants », de Louis Malle.
- « Une Vie », d'Alexandre Astruc.
- « Le beau Serge », de Claude Chabrol.
- « Le Miroir à deux faces », d'André Cayatte.

M. Ammanati aurait voulu retenir les trois premiers films, mais le principe du Festival de Venise est de présenter un nombre très restreint de productions. Impossible de garder trois films français, alors que quatorze films doivent représenter la production internationale. M. Ammanati repartit pour Venise désolé de ne pouvoir sélectionner plus de deux films français. Mais lundi, ayant bien réfléchi, il téléphona de Venise au Centre du Cinéma Français. Etant donné la qualité exceptionnelle de la production française, par rapport à celle des autres pays, il avait décidé de prendre trois films.

Ainsi seront présentés à Venise « En cas de malheur », « Les Amants » et « Une vie ». Alexandre Astruc a déjà reçu, en 1955, à Venise, le prix de la mise en scène pour « Les mauvaises rencontres ».

Les Américains ont eu droit à deux films : « Le Petit Arpent du bon Dieu », de A. Mann et « L'Orchidée noire », de Martin Ritt.

Ce serait trop beau

Un mois avant le Festival des Grands Films, la France s'est déjà distinguée à la Biennale de Venise. Le long métrage de dessins animés en couleurs réalisé en Tchécoslovaquie d'après les dessins de Jean Effel, « La Création du monde », vient d'obtenir un prix spécial du jury « per il soggeto » (pour le sujet).

Mais une autre surprise attendait notre collaborateur : le film reçut également la « Gondole d'argent » qui honore le meilleur film documentaire (*sic*). « *La Création du monde » : documentaire ! Ce serait trop beau* », a dit Jean Effel.

ADAM ET EVE DANS « LA CRÉATION DU MONDE »

CHRISTIAN MARQUAND ET MARIA SHELL DANS « UNE VIE »

Tant qu'il y aura des hommes...

CINÉMA

● Simone Dubreuilh a vu pour vous

« L'Ennemi silencieux »

ON a trop parlé du commander Crabb, de sa mystérieuse disparition, de ses exploits, pour que « L'Ennemi silencieux » ne retienne pas l'attention.

Nous sommes d'abord à Alexandrie en 1941 puis à Gibraltar en 1943. Officier démineur, Crabb entame seul la lutte contre les fameux hommes-grenouilles de la dixième flottille sous-marine italienne.

Mieux équipés que les scaphandriers britanniques, ces hommes-grenouilles allaient, portés par des chariots à hélice, fixer des mines-ventouses aux flancs des vaisseaux alliés. Lors du débarquement anglo-américain en Afrique du Nord, Crabb et ses hommes réussissent à s'emparer d'un de ces chariots. Ils déjoueront les projets des Italiens et sauveront le convoi...

La réalisation de William Fairchild est solide et tendue. L'humour militaire britannique — lequel n'a rien à voir avec celui de Courteline — tempère ce que pourrait avoir d'austère l'entraînement ou plutôt le « forcing » de ces hommes-grenouilles.

Et puis les images abyssales, sans doute à cause de cette quatrième dimension dans quoi semblent voler les personnages, les objets et les bêtes, exercent sur le spectateur une fascination presque onirique.

Interprétation correcte de Laurence Harvey, de Williams Craig et de quelques autres excellents comédiens.

● Denis Vincent a vu pour vous :

« La Ronde de l'aube »

LA ronde dont il s'agit, ici, est celle qui entraîne des aviateurs casse-cou autour d'un pylône, pour le grand amusement de foules croqueuses de pop-corn dans l'Amérique encore sauvage des années qui suivirent la deuxième guerre mondiale. Roger Schumann, ex-capitaine de l'escadrille La Fayette est, littéralement, un « illuminé » de ce sport. Il y décharge ses violences ; il y retrouve, comme à travers une drogue, un ersatz de ses ivresses perdues. Pour voler, pour courir, il oublie qu'il a un enfant et ne se souvient d'avoir une épouse que pour la prostituer, s'il le faut, afin qu'on lui prête des avions. Un jour, il s'aperçoit qu'il aime *aussi* et son fils et sa femme: Ce jour-là, il se tue.

Le film est tiré d'un roman de Faulkner (« Pylône ») et c'est un des mérites de Douglas Sirk, son réalisateur, de n'en avoir pas altéré une morale qui dit à peu près qu'il n'est pas de passion, si inhumaine soit-elle, à travers les labyrinthes de laquelle on ne finisse par retrouver — fût-ce dans la mort — *le salut.*

« Pylône » a tenu l'écran du « Napoléon » moins de 15 jours. « Film série B » ont pu dire les distributeurs... C'est ainsi que les Parisiens en vacances devront se contenter d'avoir des regrets lorsque quelques-uns de leurs congénères viendront à la rentrée les assurer qu'ils ont vu — en août, à la sauvette — un chef-d'œuvre.

FESTIVAL

A Menton : Une forme de plus en plus sévère

(De notre envoyé spécial Antoine GOLEA.)

DEPUIS sa fondation, il y a huit ans, le festival de Menton, pendant la première quinzaine d'août, se consacre à la forme réputée la plus sévère, la plus abstraite de la musique : la musique de chambre.

L'orchestre de chambre « I Musici » de Rome, sous la direction de Renato Fasano, a ouvert la ronde avec un hommage à Vivaldi. Sur le parvis Saint-Michel, le Quatuor Hongrois doit succéder à l'orchestre italien, puis alterner avec lui. Quatre instruments à cordes, face à la mer scintillante, entre les trois hauts murs qui enferment une des meilleures acoustiques de plein air aujourd'hui connues.

Cette année, un artiste seul se présentera au public mentonnais ; un jeune et illustre violoniste français, Christian Ferras, qui jouera deux grandes suites pour violon seul de Jean-Sébastien Bach.

Un seul violon, un grand artiste, des œuvres sévères et nues comme des épures ; et le public, plus silencieux que jamais, ne perdra pas un fil d'un discours qui, loin de participer à la luxuriance de la nature environnante, s'en détourne pour n'écouter que la voix intérieure des exigences les plus profondes.

EXPOSITION

Un aspirateur pour tante Berthe

(De notre envoyé spécial Jean-François CHABRUN.)

A la première grande exposition Berthe Morizot, organisée au lendemain de sa mort, en 1895, une silhouette monstrueuse se glissait dans la foule pour observer les toiles de plus près. On savait déjà que ce nain difforme portait un des « grands noms » de France. On ne savait pas encore que ce nom allait, bientôt, devenir illustre dans le monde entier ; Toulouse-Lautrec.

Berthe Morizot est, cette année, l'hôte de Toulouse-Lautrec, dans « son » musée d'Albi (1).

Petite-cousine de Fragonard, élève de Corot, belle-sœur de Manet, la « Tante Berthe », comme on l'appelle encore aujourd'hui dans sa propre famille, et, plus généralement, dans la grande famille des peintres, n'est pas seulement cette douce et jolie « dame blanche » qui figure, au musée du Jeu de Paume, sur le fameux « balcon » de Manet. C'est aussi, c'est surtout, ce que, dans les ateliers, on appelle un « grand bonhomme ».

Une Mme Vigée-Lebrun de l'Impressionnisme. Avec plus de génie et encore plus de fantaisie.

Certaines de ses toiles font songer à Corot, d'autres aux meilleurs Boudin, d'autres encore, très « enlevées », tourbillonnantes de vie et d'audace, à Fragonard.

Mais, ce faisant, la « Tante Berthe » ne cesse jamais d'être elle-même. Elégance du trait, justesse des tons, bonheur paisible des volumes. Un exemple à peu près unique dans la peinture : un croisement, une plaque tournante.

Ménage : 2.000 mètres carrés

L'exposition du musée d'Albi — qui donne une idée très complète de l'œuvre et du tempérament de Berthe Morizot — prouve, de plus, qu'un musée de province, quand il est dirigé par un conservateur intelligent et actif, peut « vivre », c'est-à-dire attirer vers lui des milliers de visiteurs français et étrangers.

Edouard Julien, un peintre dont le visage maigre s'orne d'une barbe blanche en collier, a accepté de sacrifier la majeure partie du temps qu'il doit à son chevalet pour mener cette tâche à bien.

Avec Berthe Morizot, il a, depuis quelques années, organisé toutes les « rencontres » avec Toulouse-Lautrec à Albi : Jacques Villon, Pougny, Dufy, Rouault...

Pour fixer les idées, le coût de chacune de ces « rencontres » représente un total d'environ un million et demi. C'est-à-dire, à quelques dizaines de milliers de francs près, le budget annuel alloué par la Ville d'Albi au musée pour payer le conservateur, une secrétaire, un gardien chef et six gardiens qui assurent la surveillance et font eux-mêmes le ménage de 2.000 mètres carrés de salles réparties sur trois étages. Il est vrai que, depuis quelques mois, ils ont un aspirateur et une cireuse à leur disposition.

(1) Jusqu'au 15 septembre.

Cabarets Dancings
Mme ARTHUR - SONT
CARROUSEL - OUVERTS
LE REVE 3, Bd Poissonnière DANCING
ROYAL LIEU DANCING 2, r. des Italiens
Restaurants
CALAVADOS 40 Av. P. 1er Serbie JOUR ET NUIT..
LIDO ÉLY. 11-61 LIDO ÉLY. 11-62 LIDO
UN SPECTACLE UNIQUE AU MONDE
21 h. DINER DANSANT
23 h. LA REVUE "PRESTIGE" de P. Louis-Guérin & Frédey

LA PAGODE 57 bis, r. de Babylone - INV. 12-15
Le Septième Sceau d'Ingmar BERGMAN v.o.
DERNIERE SEMAINE

CHARLEROI
PALAIS DES EXPOSITIONS
L'ART DU XXI^e SIÈCLE
Rendez-vous de l'avant-garde internationale
JUSQU'AU 14 SEPTEMBRE 1958

HUMOUR SOVIÉTIQUE

LE CHEF N'AIMAIT PAS LES COCHONS

Mikhaïl Sochtchenko, écrivain soviétique qui vient de mourir en U.R.S.S. à l'âge de soixante-trois ans, était un humoriste. Le genre qu'il cultivait est un genre difficile sous toutes les latitudes et sous tous les régimes, mais particulièrement périlleux dans un Etat totalitaire. Staline et surtout Jdanov n'avaient pas apprécié les petites nouvelles acides où Sochtchenko critiquait les défaillances du régime soviétique. En 1948 ses livres furent interdits. Mais ce continuateur de Tchékov restera un des meilleurs écrivains russes de la première moitié du XXe siècle.

J'AIMERAIS vous raconter une histoire au sujet d'un certain officier de police. Un très intéressant personnage.

Je suis désolé de ne pas me souvenir dans quelle ville ce remarquable personnage vivait. Je me souviens avoir lu quelque chose sur lui dans un journal de Kharkov. Mais j'ai complètement oublié le nom de sa ville natale. J'ai une mauvaise mémoire.

Ce n'est d'ailleurs pas tellement important. Les citoyens de cette ville devraient tenir un registre avec les noms de leurs héros. Ils se souviendraient de son nom, qui était Drojkin.

Quant au camarade Drojkin, il avait la tête près du bonnet. Il se mit en colère immédiatement.

« *A qui est ce cochon ?* cria-t-il. *Soyez assez aimables pour le liquider immédiatement !* »

Les passants, naturellement, furent interloqués. Ils restaient là et ne disaient rien.

« *Que ce genre de chose puisse arriver en plein jour !* » dit le chef de police adjoint. « *Des cochons qui empêchent les passants de marcher sur le trottoir ! Un homme ne peut faire un pas sans se cogner dans un cochon ! Je vais lui envoyer une balle dans la peau tout de suite !* »

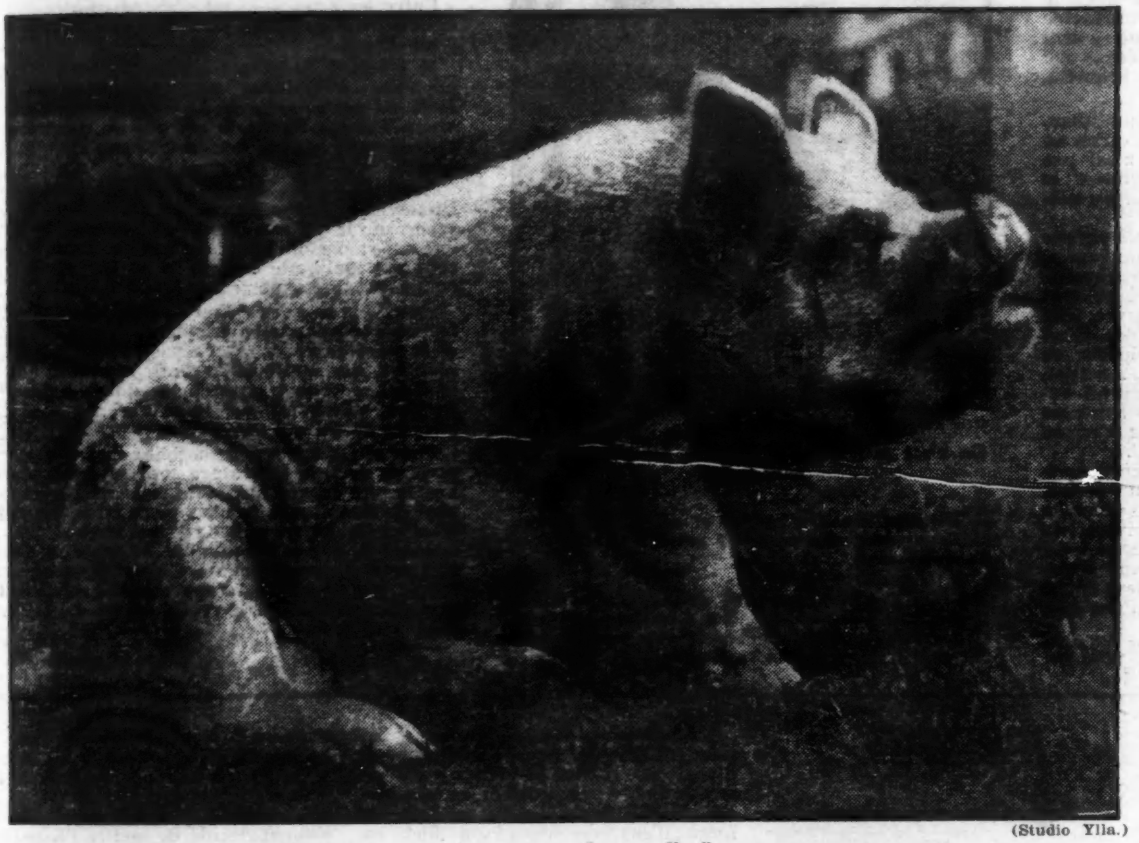
En disant cela, le camarade Drojkin sortit son revolver. Il y eut, bien sûr, un peu d'agitation et d'embarras parmi les autochtones. Quelques-uns parmi les plus expérimentés, qui avaient fait leur service militaire, firent rapidement un saut de côté afin de ne pas être dans la trajectoire de la balle.

Mais lorsque le chef de police adjoint se mit à viser le cochon, sa femme intervint.

« *Pierre,* dit-elle, *est-il nécessaire de le tuer avec un revolver ? Peut-être va-t-il simplement entrer sous cette porte ?* »

A ce moment, une petite vieille qui semblait chercher quelque chose apparut à la porte.

« *Ah !* dit-elle, *miséricorde ! C'est ici qu'il est arrivé, mon cochon ! Je vous en prie, camarade*



(Studio Ylla.)

« *Je vous en prie, camarade, ne l'effrayez pas...* »

Cela s'est donc passé dans une petite ville, quelque part en province. C'était dimanche.

Imaginez le printemps, le soleil brillant se jouant sur toutes choses. Le réveil de la nature, comme on dit. L'herbe qui reverdit, etc.

Tous les habitants étaient, bien entendu, dans les rues. Arpentant les trottoirs, flânant à travers la ville.

ET au milieu de la foule, l'adjoint au chef de la police locale, le camarade Drojkin en personne, se promenait aussi. Il bavardait avec son épouse. Elle portait un ensemble charmant en coton imprimé, un chapeau, une ombrelle et des galoches.

Ils se promenaient exactement comme s'ils étaient de simples mortels qui trouveraient naturel d'être mêlés à des gens ordinaires. Ils marchaient sur la chaussée commune, bras dessus, bras dessous.

Ils arrivèrent ainsi au coin de la rue du Trésor, et soudain s'arrêtèrent. Sur le trottoir réservé à l'usage des humains se promenait un cochon. Et même un cochon tout à fait confortable, pesant peut-être entre 85 et 90 kilos.

Dieu seul sait comment il était arrivé là. Le fait est qu'il était là, perturbant visiblement l'ordre public.

Et pour couronner le tout, le camarade Drojkin aussi se trouvait là, avec son épouse.

Miséricorde ! Et si le camarade Drojkin n'aimait pas regarder un cochon ? Et s'il préférait contempler un aspect plus exaltant de la nature à ses heures de loisir ? Et le cochon était là ! Quelle inconséquence de la part du cochon, pourrait-on dire ! Et qui était coupable de laisser un tel monstre se promener en liberté ? Une négligence impardonnable !

officier, ne l'effrayez pas avec votre revolver. Je vais l'emmener tout de suite. »

Mais le camarade Drojkin perdit patience de nouveau.

« *Ah !* dit-il. *Votre cochon, vous dites ? Je vais lui envoyer une bonne dose de plomb. Quant à vous, je vais vous envoyer au commissariat de police pour vous apprendre à laisser vos cochons en liberté dans les rues.* »

C'est alors que sa femme intervint de nouveau.

« *Pierre,* dit-elle, *allons-nous-en, pour l'amour de Dieu. Nous allons être en retard pour dîner.* »

Et, stupidement, elle tirait son mari par la manche, comme pour lui dire : « Viens donc, maintenant. »

Cela rendit le chef de police adjoint pâle de colère.

« *Ah !* dit-il, *vous osez contrecarrer les actions et les ordres de la police ? Vous osez tirer un officier de police par la manche ? Je vous fais arrêter sur-le-champ.* »

ET le camarade Drojkin donna un coup de sifflet et ordonna à un agent d'accomplir la tâche qui lui était désignée.

« *Emmenez, je vous prie, cette citoyenne au commissariat de police,* lui dit-il. *Elle contrecarrait l'action de la police.* »

L'agent prit l'épouse imprudente de son supérieur par le bras, et l'emmena.

Les spectateurs s'appliquaient à conserver un silence complet.

Combien de temps l'épouse resta-t-elle au poste de police, et quelles furent les conséquences de cette querelle familiale, nous l'ignorons...

MIKHAIL SOCHTCHENKO.

DICTIONNAIRE

● ***Les mots n'ont pas le même sens en Allemagne occidentale et en Allemagne orientale.***

Deux formules

LE « Duden » jouit en Allemagne de la même popularité que le « Larousse » en France. Il régente la langue allemande, distingue le faux du juste et a toujours réussi à maintenir l'unité de cette langue parlée en plusieurs Etats. Les Allemands, les Autrichiens et les Suisses de langue allemande s'y référaient en confiance.

Mais la séparation politique de l'Allemagne a fini par susciter deux « Duden » qu'on appelle déjà « Duden-Est » et « Duden-Ouest ». Ce n'est pas seulement leur présentation qui est différente ; les définitions qu'ils donnent se distinguent souvent profondément.

Pour l'édition occidentale le mot « *démocratie* » signifie simplement « *gouvernement du peuple* ». Pour l'édition orientale la démocratie est « *une forme de gouvernement dont le caractère est défini par la classe gouvernante* ».

« *Pacifisme* » à l'Ouest est « *un mouvement qui tend à éliminer les guerres* » alors que l'Est y voit une tendance qui « *refuse toute guerre, même celles qui sont justes* ».

« *Cosmopolitisme* », en Allemagne occidentale, se définit par « *citoyenneté du monde* ». A l'Est on explique qu'il s'agit d'une « *idéologie impérialiste qui, sous prétexte d'internationalisme, détruit l'héritage culturel des nations et tend à annihiler l'indépendance nationale des peuples.* »

A l'Ouest « *agitation* » est synonyme d' « *excitation* » alors qu'à l'Est on y voit l'action « *d'éclairer pour un mouvement progressiste* ».

Le mot « *militarisme* », enfin, provoque une scission nette. A la définition traditionnelle de l'édition occidentale s'oppose un distinguo très tranché de l'éditeur de l'Allemagne orientale qui sépare le « militarisme sain des Etats non impérialistes » de la mauvaise graine des Etats impérialistes où le militarisme entraîne « *l'oppression des masses populaires et provoque une politique étrangère agressive* ».

POUR LES PRIX

● ***Un chant d'amour et d'angoisse par un jeune auteur algérien.***

La Dernière Impression

par Malek Haddad. Julliard. 208 pages. 690 francs.

LES histoires de pont sont des histoires d'amour : on enjambe un fossé, on se tend les bras de rive à rive. « La Dernière Impression » raconte une histoire de pont — qui finit mal comme bien des histoires d'amour. Ce pont a été construit sur un oued par Saïd, l'ingénieur algérien qui a conquis ses diplômes en France.

« *La génération de Saïd était une génération de faiseurs de ponts, de ponts de bonne volonté. Mais les ponts doivent sauter... La génération de Saïd a été un rêve très chaud dans un désert glacé... On lui a refusé les matins de printemps qui font rêver la lune.* »

Aussi les ponts sauteront-ils et les Saïd aussi.

« *Une génération doit disparaître. Mourir ainsi, c'est une façon de tourner la page, c'est une façon d'écrire sa dernière impression.* »

Et Saïd meurt. Terrible adieu.

Livre emporté, profondément lyrique. Chant plutôt que roman, avec ses refrains, ses récitatifs en forme de méditations, ses cris, ses éclats, ses vocalises, ses romances et soudain

→

LA FOLIE DE L'ART

par MADELEINE CHAPSAL

REGULIEREMENT tenu pendant vingt-sept ans, de 1915 jusqu'en 1941, année de sa mort, le Journal de Virginia Woolf, où elle consignait les faits de sa vie, ses pensées et ses réflexions sur son activité littéraire, est une œuvre volumineuse. Ce qui en parait aujourd'hui, sous le titre « Journal d'un écrivain » (1), n'en représente, parait-il, qu'une « partie infime », mais particulièrement intéressante — « la prune du pudding », comme eût dit l'auteur. Ce sont, choisies et rassemblées par son mari, Leonard Woolf, toutes les pages où Virginia Woolf parle de son travail et de son métier d'écrivain.

L'effet du raccourci est prodigieux, harassant ; cinq cent quatre-vingt-sept pages où il n'est question que de longues heures passées à une table à écrire, de milliers de pages couvertes d'écriture, puis dactylographiées, puis déchirées, recommencées, redéchirées, refaites, de scènes qu'il faut terminer à la fois dans la minutie et la hâte, parce que tant d'autres romans cognent à la porte, impatients de voir le jour, et que Virginia a plus de quarante ans, et que la vie est courte.

Ses distractions ? Elaborer le prochain livre, prendre des notes, préparer des articles de critique. Lorsqu'elle est fatiguée, qu'elle trouve à son « cerveau » la consistance d'un « chiffon mouillé », elle se permet la lecture de quelque poète élisabéthain ou d'un difficile romancier anglais. Mais quand véritablement elle ne se sent plus bonne à rien, c'est alors qu'elle rédige son Journal, presque furtivement, tout inquiète, semble-t-il, d'un tel accès de paresse.

JOURNAL qui traduit son effort quotidien, forcené, pour écrire et créer. Mais qu'on ne s'y trompe pas, si elle lutte, ce n'est pas pour s'obliger à écrire, mais pour trouver le moyen, les conditions, la vigueur qui lui permettraient d'écrire tout le temps.

« *L'essentiel*, note-t-elle, *demeure le plaisir que j'ai à écrire.* » « Joie », « plaisir », « bonheur », les mots reviennent souvent dès qu'elle travaille à son gré. Ce qu'elle ne supporte pas, ce sont les creux, les reflux. Après chaque livre, elle tombe en dépression, d'où sa fébrilité dès qu'un roman touche à son terme pour préparer ce qu'elle nomme ses « points de chute », fiction, essai ou n'importe quelle espèce de nouvel ouvrage. Et dans le peu de mots qu'elle a laissés pour expliquer son suicide, il y a : « *Je n'arrive plus à me concentrer sur mon travail.* »

Ce qui étonne, cependant, c'est que cette écrivante forcenée — qui ne vit pas pour écrire, mais écrit pour continuer à vivre — ne présente pas les traits caractéristiques de l'écrivain, du moins tel que nous le concevons. Elle ne bâtit pas de personnage, ni de figure, fuyant d'instinct la pose ou l'attitude qui formeraient écran entre elle et ses sujets d'observation. Pour qui, par exemple, tient-elle son Journal ? Pour la postérité ? Afin de donner au lecteur des aperçus nouveaux et plus intimes sur le génie de sa personne ? Pas du tout, en écrivant elle songe

VIRGINIA WOOLF
Ce n'est pas le monde, mais les phrases qui sont belles.

à Virginia Woolf « *vieillie et chaussant ses lunettes* », dont elle voudrait naïvement s'assurer l'approbation.

BIEN d'autres passages de cette confession d'un artisan sur son métier révèlent combien Virginia Woolf est surtout une femme. Hypersensible, maladivement susceptible aux critiques, mais aussi — qualités des ménagères — consciencieuse et réaliste. Elle connait ses moyens et a le sens de son ouvrage comme un ouvrier charpentier ; lorsque le labeur se révèle moins pénible que prévu, au lieu d'en féliciter aveuglément son talent, elle sourcille et revient sur sa route.

Femme mais aussi anglaise ; sans céder d'un pouce ni d'une opinion devant les hommes, elle s'avance dans la bataille littéraire, le visage à nu, en talons plats. Malheureusement, cette génération d'intellectuels, où l'on put voir les femmes affirmer leurs droits à la création, fut aussi une génération perdue ; et Virginia Woolf vécut jusqu'au bout, jusqu'à la guerre de 1940, ce désespoir de découvrir que ni l'art ni la pensée n'étaient des forces opposables aux raids aériens et aux bombes. Les dernières années de son Journal — 1940, 1941 — font assister à l'envahissement de ces domaines fermés où, au début du siècle, l'écrivain avait conçu de s'isoler. Tournant capital, définitif, dont ces notes donnent au jour le jour les étapes déchirantes.

CE « Journal d'un écrivain » — compte rendu minutieux de la genèse des grands romans, « Mrs Dalloway », « Orlando », « La Promenade au phare », « Les Vagues », « Les Années », « Entre les actes » — est d'abord un document émouvant et précieux pour tout lecteur de Virginia Woolf.

Il contient également quelques remarquables portraits d'écrivains anglais contemporains, amis ou connaissances de Virginia Woolf : le vieux Thomas Hardy, à qui elle va rendre une respectueuse visite, Bernard Shaw, D.H. Lawrence.

Ses impressions de lectures, sur James Joyce, Huxley ou Shakespeare permettent aussi de saisir sur le vif son étonnante sensibilité critique qui va parfois jusqu'à la douleur : Mrs Woolf supporte mal cette contradiction qu'une œuvre contemporaine apporte forcément à la sienne.

Est-ce parce qu'en dehors de son œuvre, cette femme exceptionnelle, aristocrate par la culture et la manière de vivre, n'a pas su se donner de réalité ? Elle se réjouit de sentir la phrase qui se modèle, se « courbe sous ses doigts » jusqu'à écrire : « Ce n'est pas le monde, ce sont les phrases en soi qui sont belles. »

Pour elle, comme pour certains de ses contemporains, l'art, la littérature sont, en effet, devenus le seul espace habitable. « Je dois accepter plus de travail que je n'en peux faire. Dès que je m'arrête de travailler, il me semble que je m'enfonce, que je m'enfonce... » Angoisse d'une âme sensible ; mais peut-être, aussi, drame d'une classe d'intellectuels, d'une société aristocratique et confinée qui s'est échappée dans l'art, pour y mourir. ●

M. C.

(1) « Journal d'un écrivain », par Virginia Woolf. Editions du Rocher. 587 p., 1.800 frs.

→

ce sourd murmure, cette espèce de grondement. Y a-t-il une histoire ? Saïd aime Lucia, la jolie fille d'Aix-en-Provence (autre pont que la mort fait sauter) ; Bouzid prend le maquis ; Jean-François est mobilisé ; Rachid, Pierre, Brahim, Jacques sont tués. Il n'y a d'histoire que l'Histoire, hélas ! telle que nous la fabriquons depuis novembre 1954.

Il y a surtout cette voix obsédante, celle de Malek Haddad, à laquelle nous avons déjà prêté l'oreille : on n'a pas oublié le recueil de poèmes intitulé « Le Malheur en danger ».

« *Ces ponts, mon ami, s'ils sautent pour l'instant, c'est qu'il arrive parfois qu'il faille refuser une poignée de main.* »

Livre déchiré, déchirant, auquel l'auteur, qui est de la génération des Saïd, se déchire tout le premier :

« *Il arrive qu'en tournant la page, on laisse un peu de ses deux mains.* »

N'est-il pas obligé de chanter son combat, dans une langue qu'on a l'immense chagrin d'appeler « ennemie » ? Et, pourtant, comme tous les chants de révolte, de colère et d'amour, en dépit des morts inévitables, la dernière impression que, nous, nous retirons de cette lecture, c'est celle d'une joie, d'une foi en l'héroïsme et en l'espoir qui finissent par communiquer l'allégresse à cette violence blessée.

Il faut écouter attentivement ce poème d'une courageuse honnêteté. Et fraternel, oui, pourquoi pas ? On comprend Saïd, on aime Saïd, et comme on veut espérer, malgré tout, que Saïd n'est pas tout à fait mort !

J. L. B.

HISTOIRE

● ***Des conquistadores aux jésuites.***

Le déclin de l'Empire espagnol d'Amérique

par Salvador de Madariaga. Albin Michel. 510 pages. 1.600 francs.

UN empire immense étalé de la Méditerranée au Pacifique. Un empire ? Plutôt un ensemble de pays et d'hommes unis par un même langage et des institutions comparables. Depuis le déclin de Rome, l'Espagne fut le seul pays d'Europe à s'étendre aussi loin.

Dans « L'essor de l'empire espagnol d'Amérique », publié voici quelques années, Salvador de Madariaga étudiait la naissance et le développement du « bloc de civilisation » espagnol : il s'agissait de défendre l'administration des rois contre diverses calomnies devenues « lieux communs ».

Il nous amenait à réviser nos jugements : la conquête de l'Amérique par les Espagnols n'a pas été entreprise par des enfants de chœur, certes, mais les aventuriers venus de Castille ne furent pas plus cruels que les Portugais, les Anglais ou les Français d'alors.

Et sans doute ont-ils réussi à « s'intégrer », sinon à séduire, puisque l'on a vu naître dans tous les pays où se sont installés les cadres de la conquête une civilisation qui mêle les influences chrétiennes aux réalités indiennes et noires.

L'administration espagnole, bien plus souple et intelligente que le dirent les rivaux des Espagnols au temps où ils prétendirent les remplacer, réussit probablement ce tour de force d'enserrer dans son filet un continent entier. Les conquérants allaient à cheval d'une mer à l'autre, mais l'administration apporta l'hispanité et le droit.

Le droit chrétien sans doute. Mais quel autre droit aurait pu à cette époque être importé l'Europe ? L'essentiel n'est pas dans la nature de ce que transportent les Européens venus de Castille ou de Manche, mais la qualité du ferment qu'ils ont apporté dans le Nouveau Monde.

Le carrosse du Saint-Sacrement

On ne peut séparer cette première analyse, où nous saisissons l'inextricable union de tous les êtres vivants lancés dans une aventure commune, du second livre de Madariaga : « Le déclin de l'empire espagnol d'Amérique », qu'on vient de publier.

On y analyse en profondeur non seulement les structures intérieures d'un monde qui dura plus longtemps que la splendeur militaire de la mère-patrie, mais aussi les métamorphoses internes de cet empire.

Parfois, le livre de Madariaga rappelle celui que Gilberto Freyre écrivit pour le nord-est du Brésil : « Maitres et esclaves ». On y voit le travail et la vie sexuelle créer, autant que la vie religieuse et le droit, une communauté psychique et charnelle.

C'est là que Madariaga retrouve les jésuites, tant de fois calomniés eux aussi, et inutilement : n'ont-ils pas été les créateurs d'un monde nouveau, si souple que les dieux autochtones s'inséraient sans souffrir dans le contexte chrétien ? Leur administration n'a-t-elle pas été un modèle du genre ?

On ne put leur rendre justice. Déjà, Voltaire et quelques ministres plus ou moins « éclairés » d'Europe avaient décidé de mettre l'Espagne au ban des nations civilisées. Qui aurait pu défendre les jésuites contre Voltaire et son « isolationnisme » culturel ? D'ailleurs, l'Angleterre et la France convoitaient les morceaux de l'empire. L'Espagne d'Europe avait manqué sa chance et glissait hors de l'histoire. L'autre continuait son aventure...

L'heure venait des grands gouverneurs nonchalants et voluptueux. Au temps des jésuites succède celui du carrosse du Saint-Sacrement : l'indépendance et Bolivar croissent au milieu d'un monde qui avait su créer la seule forme de civilisation sans doute que l'Europe ait su importer.

JEAN DUVIGNAUD.

POLITIQUE

● ***Trente minutes qui valent la peine.***

Le Suicide de la IVe République

par SIRIUS (Hubert Beuve-Méry) Edition du Cerf. 116 pages. 300 fr.

FIDELE à son respect des textes et de l'information, le directeur du « Monde » (Hubert Beuve-Méry, qui signe Sirius) n'a pas choisi, comme d'autres, de récrire l'histoire à posteriori : pour commenter la chute de

la République, il a simplement rassemblé, sans rien y changer, certains articles écrits au long des treize dernières années dans « Temps présent », « Une semaine dans le monde » et « Le Monde ». Il a eu de plus l'habileté — qui est aussi un vieux réflexe de bon journaliste — de ne reprendre qu'un petit nombre de ses articles, ce qui permet de lire le livre qu'il nous présente en moins d'une demi-heure. Et ces trente minutes-là en valent la peine.

La relecture des articles de Beuve-Méry confirme d'abord ce qui est connu et essentiel : son indépendance. On retrouve avec une amère satisfaction, en ce mois d'août 1958, la manière dont un directeur de journal remettait à sa place, il n'y a pas longtemps encore, tel ou tel chef de gouvernement qui mentait aux Français, comme d'habitude.

Puis on entre dans le cœur du sujet : de Gaulle. Manifestement, l'auteur a tenu, en publiant ce livre, à montrer son indépendance de jugement à l'égard du général de Gaulle lui-même. Et il y parvient aisément.

Par exemple :

« On comprend que le général de Gaulle ait voulu échapper à la confusion et à l'impuissance. On craint qu'il ne les accroisse par sa manière à lui de

(Punch.)

« Vous savez, mon cher, on dit que cette affaire du Moyen-Orient a été provoquée par l'agent littéraire de Glubb Pacha. »

les combattre... Le général de Gaulle peut affirmer qu'il n'éprouve aucune sympathie, aucun penchant pour le fascisme, le rassemblement qu'il provoque autour de lui s'opère incontestablement dans une atmosphère pré-fasciste. » (Janvier 1948.)

Beuve-Méry parle, au long des années, de *« l'échec par lequel s'est soldée »* l'expérience de renouvellement présidée par le général de Gaulle à la Libération, et *« des efforts du général pour reconquérir le pouvoir sans reculer devant les moyens démagogiques qu'il condamne si fort chez les autres »*.

Arrive la crise dramatique du 13 mai de cette année. Comment réagit Beuve-Méry ? Devant l'appel à la sédition d'Alger vers de Gaulle, il écrit sans broncher le moins du monde :

« Le général de Gaulle doit faire savoir sans aucun retard s'il condamne ou s'il admet le geste des émeutiers. »

De Gaulle parle. Il ne condamne pas, il approuve tacitement, il cautionne. Il donne à la sédition, par son appui, la possibilité de triompher. Et Beuve-Méry, imperturbable, juge comme d'habitude — sans indulgence. Il écrit :

« Le général de Gaulle a parlé... Les conséquences d'une telle attitude peuvent être extrêmement graves... La sécession est confirmée et encouragée... Le général de Gaulle devait parler : en parlant comme il l'a fait, il a multiplié les risques et compromis l'espoir de salut que beaucoup, poussés par la nécessité, voulaient encore mettre en lui. »

Les jours passent. La crise s'approfondit et s'aggrave. L'armée d'Algérie menace. Le gouvernement Pflimlin dépasse en lâcheté ses prédécesseurs. Les partis au pouvoir reculent, intimidés. Il faut choisir. On connaît la fameuse alternative, le chantage historique : de Gaulle ou la guerre civile. Que dit alors Beuve-Méry ? Il dit : de Gaulle.

« Aujourd'hui, écrit-il le 29 mai, *quelque réserve que l'on puisse faire pour le présent, et plus encore pour l'avenir, le général de Gaulle paraît comme le moindre mal. »*

Relisons Péguy

Ce qui s'est passé, pendant ces dix jours, dans la conscience de l'exceptionnel honnête homme qu'est Hubert Beuve-Méry, voilà ce qui est précisément au cœur du drame français, et qu'il faudrait essayer de comprendre. Son livre permet de l'entrevoir : en relisant les réflexions de Beuve-Méry depuis la Libération, on constate, contrairement à ce que ses nombreux calomniateurs ont essayé d'accréditer sur lui, qu'il est le plus cohérent, le plus sérieux, le plus respectable des défenseurs de la société bourgeoise. Il est le contraire d'un révolutionnaire. Il apparaît, politiquement, comme un seigneur du passé. En 1945, regardant la France et ce dont elle a besoin pour se refaire, il écrivait :

« A rude époque il faut des hommes rudes, robustes de corps, francs de regard, courageux et tenaces, capables d'engagement et d'honneur... Chevalerie ? Pourquoi pas ? »

Et il définit sa philosophie politique par cette formule :

« A ce propos et pour tout le reste, relisons donc Péguy. »

Tel est l'homme qu'on a accusé d'être un agent de Moscou, un crypto-communiste, le journaliste contre qui se sont formées et acharnées de puissantes coalitions financières résolues à le déloger de son poste influent. L'aveuglement classique des grands capitalistes, en matière politique, est illustré une fois de plus par ce contresens. Car Beuve-Méry est l'anti-révolutionnaire par excellence. Tout son livre le montre. Et, placé le 28 mai au matin devant le choix d'une résistance révolutionnaire à la menace d'Alger ou d'une acceptation, avec de Gaulle, d'une chance de sauver l'ordre social établi, Beuve-Méry n'a pris une décision étonnante qu'en apparence. En vérité, le choix qu'il a fait est le plus conforme à sa conscience, à son passé, commandé par sa vision sincère de l'histoire : celle des chevaliers et celle de Péguy.

Ce livre, rapide et honnête, éclaire l'un des hommes réellement intéressants et importants de la société française contemporaine.

BIOGRAPHIE

● *L'ancêtre de l'Aga Khan avait fondé la secte des « assassins ».*

Le Vieux de la montagne

par Betty Bouthoul. Ed. Gallimard. 308 pages. 800 fr.

L'HISTOIRE que raconte Betty Bouthoul est en même temps celle d'un homme, Hassan-Sabbah, le Vieux de la montagne, et celle d'une secte de musulmans, les Ismaéliens, appelés autrefois les Haschischins (d'où les Croisés firent le mot « assassin »). Hassan-Sabbah vivait en Perse au XIe siècle. Il y mourut en 1124, dans l'un des soixante châteaux fortifiés, à lui inféodés. Hassan-Sabbah laissait à son successeur un singulier testament : *« Rien n'est vrai, tout est permis »*, phrase qui fut la dernière qu'il prononça avant d'expirer. Testament, peut-être. En tout cas, leçon morale et politique de la vie d'un homme qui exerça un pouvoir absolu (qu'il voulut occulte) par le moyen du terrorisme le plus raffiné.

Marco Polo et les belles demoiselles

Hassan-Sabbah étudia à l'Université de Nichapour, où il se lia avec le poète persan Omar Kheyyam, astrologue non moins réputé, et avec celui qui, sous le nom de Nizam-el Mulk, fut plus tard le Vizir écouté du sultan de son pays. Les trois jeunes gens (trois « fils de roi », selon Gobineau) avaient fait le serment de partager la gloire et la fortune. En dépit ou, peut-être, à cause de ce serment qu'il ne respecta guère, Hassan-Sabbah devint le maître fabuleux de tout le Moyen-Orient. Pourtant, il ne disposait ni du pouvoir temporel des sultans, ni de celui, spirituel, des califes. Sa force fut de faire de la secte des Ismaéliens l'instrument de son ambition. Pendant trente-cinq ans, Hassan-Sabbah parcourut la Perse, visita l'Egypte et la Syrie, transformant la secte en une société très secrète et fortement hiérarchisée. A son retour, il s'enferma dans la citadelle d'Alamoût — nom qui signifie « le nid d'aigle ». Le pouvoir d'Hassan-Sabbah était devenu quasi surnaturel.

(Foucault)

BETTY BOUTHOUL

Haschischins ou assassins.

Marco Polo, que cite Betty Bouthoul, rapporte d'une façon gracieuse et pittoresque l'aventure du Vieux de la montagne et de ceux qui furent ses disciples :

« Il avait fait faire, entre deux montagnes et deux vallées, le plus grand jardin et le plus beau qui jamais fut vu et les plus beaux palais et les plus belles maisons qui jamais furent vus... Il y avait dames et demoiselles, les plus belles du monde, lesquelles savaient jouer de tous les instruments et faisaient le Vieux entendre à ses hommes que ce jardin était le paradis... Et il faisait donner breuvage par lequel ils s'endormaient matin, et puis les faisait prendre et mener en le jardin et les faisait réveiller. Et quand les hommes étaient réveillés, se croyaient en paradis. Les dames et demoiselles demeuraient tout le jour avec eux, jouant et causant et en faisaient à leur volonté. Et quand les hommes étaient réveillés, ils allaient devant le Vieux comme devant celui qu'ils croyaient grand prophète, et quand le Vieux voulait occire un grand sire... il leur commandait qu'ils tuent cet homme et leur disait qu'il les voulait mander en paradis. Et en cette manière n'échappait un homme qui ne fût occis quand le Vieux de la montagne le voulait. » Ce breuvage stupéfiant était à base de haschisch.

L'influence du haschisch

Les jeunes Ismaéliens ainsi choisis recevaient avant la dernière initiation — celle, paradisiaque, du haschisch — une éducation soignée. On les perfectionnait dans le maniement des armes et dans l'art de la parole. On leur apprenait les usages des cours. Une grande discipline réglait leur vie, semblable à celle d'un ordre monacal, et personne, parmi eux, ne pouvait s'en distraire (le Vieux de la montagne y sacrifia un jour ses propres fils). Ces jeunes gens étaient appelés « Fidawis » (de Fidiah, rançon). Devenus les exécuteurs des ordres cruels d'Hassan-Sabbah, les Fidawis recevaient en rançon de leur vie sacrifiée la promesse du paradis, qu'ils avaient autrefois entrevu sous l'influence du haschisch. L'assassinat qu'il commettait était pour chacun des initiés l'occasion du suicide attendu. Il restait que les crimes précis des Fidawis bouleversaient en un jour des empires que des armées puissantes ne parvenaient pas à conquérir. Ainsi s'établit le pouvoir extraordinaire du Vieux de la montagne.

Il n'est pas du tout indifférent d'observer que ces rites initiatiques, que ces statuts occultes étaient semblables à ceux de l'ordre chrétien des Templiers, contemporains, on le sait, des Ismaéliens. Les fins étaient très voisines :

« Elles visaient, dit Betty Bouthoul, *à amener les initiés au mépris de la religion et à une sorte de philosophie où Platon, Pythagore et les Alexandrins avaient la plus grande part. »*

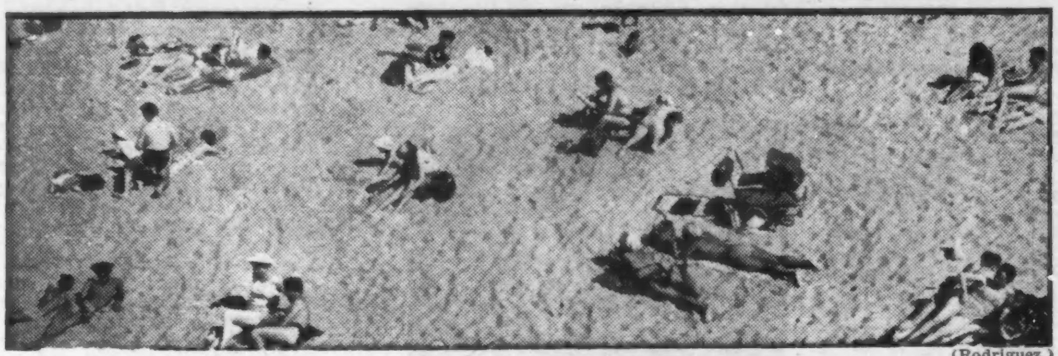
L'organisation, double dans les deux cas (extérieure et secrète), présentait des caractères communs, leurs couleurs étaient aussi les mêmes, blanc et rouge. Dans l'un et l'autre cas, c'était aussi le même mépris de la vie humaine et de la parole donnée. Enfin, si l'on vient jusqu'à nos jours, on remarque que les Jésuites tiennent aussi des Ismaéliens l'image qui traduit si bien leur obéissance aux règles de la hiérarchie de leur compagnie : obéissant comme le cadavre entre les mains du laveur de morts (*perinde ac cadaver*).

Bien que les traditions ésotériques de la secte ne soient plus aujourd'hui connues que d'un très petit nombre, les Ismaéliens existent toujours. Le nom de leur Imam est connu de tous: Aga Khan.

ANDRE DALMAS.

MAURIAC
de l'Académie française
BLOC-NOTES
1952 - 1957
Flammarion

VOUS ÊTES EN VACANCES



(Rodriguez.)

Rien qu'à l'idée de vacances, les Français sont surmenés.

17 MILLIONS de Français sont en vacances. Pour quoi faire ?... Oui, pour quoi faire ?... Pour se reposer, pour revenir en meilleure santé qu'ils ne sont partis après onze mois de travail ? Théoriquement, oui.

Pratiquement, sous un hâle trompeur, la plupart de ceux qui partent en vacances semblent si mal « reposés » qu'après quinze jours de vie citadine ils en sont au point même où ils se trouvaient avant leur départ.

Si vous partez :

- POUR VOUS AMUSER,
- POUR VOIR DU PAYS,
- POUR ACCOMPAGNER VOS ENFANTS,
- POUR FAIRE UNE CURE THERMALE.

Vous avez un but. Parfait. Bon voyage, bonne cure, bonnes soirées !

Si vous voulez profiter de vos vacances pour vous *reposer,* deux médecins spécialistes de rééducation physique vous disent ici pourquoi c'est à la fois facile et difficile, et comment on y parvient.

Nous les avons longuement interrogés. Voici ce qu'ils nous ont expliqué :

Il y a deux moyens de repos : le mouvement et la détente.

La plupart des Français ne savent pas les utiliser.

Parlons d'abord de :

I
La détente

● REGLE N° 1 : *Ne pas sauter d'un surmenage à un autre surmenage.*

Regardez dans quel état se mettent les gens avant de partir en vacances ! Déjà en mauvaise condition physique par le manque d'air qui intoxique tous les citadins — et surtout les Parisiens — ils attendent le jour du départ, ayant fortement augmenté leur potentiel de fatigue par une sorte de « préparation intensive » des vacances.

C'est un phénomène psychique curieux à observer : plus la date fixée pour le départ approche, plus ils se sentent fatigués et ce, quelle que soit la date de ce départ. Ils prendraient leurs vacances quinze jours plus tard, ils « tiendraient » quinze jours de plus ; mais les derniers jours avant les vacances, à quelque moment du calendrier qu'ils se placent, on les maudit et ils vous éreintent. Rien qu'à « l'idée » de vacances, les gens se sentent surmenés.

Une jeune femme anglaise qui travaille à Paris, à l'ambassade, constatait, avec étonnement :

« Ce qui se passe chez vous est extraordinaire : dès qu'approche la saison des vacances, toute la maison éclate. En Angleterre, quand Pierre ou Paul part, personne n'y fait allusion, ni même attention.

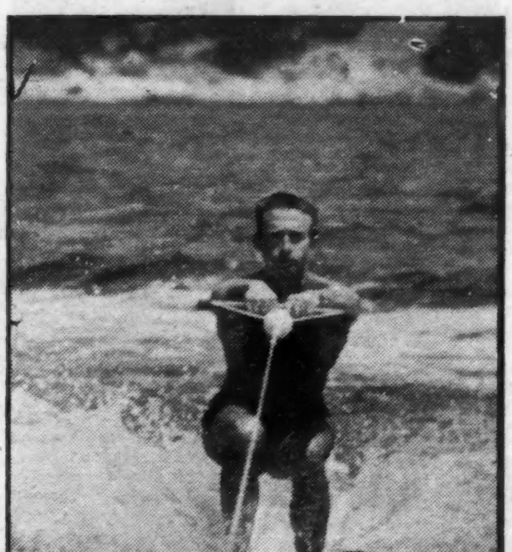
« Ici, de la concierge au dernier locataire de la maison ou au dernier de vos collègues de travail, tout le monde est au courant, un mois avant, des projets de chacun, de ses difficultés, de sa garde-robe, etc. C'est épuisant ! »

A mesure que le départ approche, on vit, sur un rythme de plus en plus accéléré, des journées bourrées de courses et d'achats.

Et on arrive littéralement « claqué » après avoir pris d'assaut un train bondé ou conduit pendant 800 kilomètres.

A tous ceux qui se mettent dans cet état il faut recommander de faire à l'arrivée une « diète » de deux ou trois jours, une transition, une pause et commencer par s'habituer à l'état de « vacances », même si l'on est très bon nageur, même si l'on a peau blanche, avant de piquer un cent mètres ou de s'exposer longuement au soleil.

Et tant pis pour ceux qui, avertis, choisissent, par snobisme, l'insolation, les palpitations ou la syncope à cinquante mètres du bord.



(Rodriguez.)

Qu'est-ce qui vous empêche de faire comme s'il y avait du soleil ?

● REGLE N° 2 : *Ne s'imposer aucun devoir, le moins de contrainte possible.*

Moralement : jeter sa montre aux orties, cesser de vivre des journées minutées.

Il ne faut observer de régularité que pour l'heure des repas. Encore cet horaire-là s'établit-il très vite naturellement. On est à l'air, on prend du mouvement, on a faim : l'estomac réclame tout seul.

Surtout pas de vacances « planifiées ». Seule l'improvisation entraîne la vraie détente.

Vous voulez visiter l'Italie ? « Faire l'Espagne » en quinze jours ? A votre gré. Mais ne gémissez pas en octobre : « Je suis fatigué ». Evidemment puisque vous ne vous êtes pas reposé.

Dans l'idéal, il faudrait prendre ses vacances seul, pour vivre pendant cette période à son rythme personnel, sans se plier aux habitudes des autres.

Au retour de vacances familiales, il y a presque toujours un membre de la famille qui n'a pas été bien heureux. Comme il n'y a souvent pas d'autre solution, il faut au moins essayer de réduire au minimum la discipline collective, de laisser à chacun le maximum de liberté d'action... ou d'inaction. C'est pourquoi on ne passe, au fond, de bonnes vacances reposantes qu'entre gens du même âge et de même tempérament physique.

● REGLE N° 3 : *Manger à sa faim et selon ses goûts.*

Sauf ce qui, dans certains cas, est formellement contre-indiqué, être en vacances cela signifie aussi manger sans contrainte. A condition de prendre du mouvement l'alimentation intervient beaucoup moins à l'air libre qu'en ville où l'on ne « brûle » pas ce que l'on mange.

Même observation en ce qui concerne le tabac.

Passer de bonnes vacances, c'est faire du mouvement, activer ses échanges de façon à brûler ses toxines. On peut se permettre alors bien des petites choses, que l'on supporte mieux qu'en période de travail. Et puis s'interdire de fumer, quand on est fumeur, c'est déjà « couper » ses vacances. Et ce n'est pas efficace.

● REGLE N° 4 : *Ne pas se préoccuper du temps qu'il fait.*

L'obsession du « il va faire beau » est épuisante. En outre, elle n'a pas grand sens si l'on est convenablement équipé, pour tous les temps.

A moins d'une pluie battante — et encore — qu'est-ce qui vous empêche de vous conduire comme s'il y avait du soleil ? A moins d'un froid glacial, portez des shorts, fût-ce avec deux chandails, et restez dehors.

Le hâle est le cache-misère des gens surmenés. Il n'a rien à voir avec la vraie « bonne mine » que l'on doit rapporter de vacances, c'est-à-dire le visage, le corps et l'esprit décrispés.

L'hiver, à la montagne, les skieurs n'hésitent jamais à sortir faute de soleil. C'est une des raisons pour lesquelles les vacances d'hiver sont souvent plus bénéfiques.

II
Le mouvement

Aussi nécessaire que la détente, le mouvement. Mais les vacances, cela consiste d'abord à changer de position. Que celui qui est debout s'allonge. Que celui qui est assis se lève et marche.

● REGLE N° 1 : *Passer, en vacances, autant de temps debout et en mouvement qu'on en a passé couché et immobile.*

Sur les plages, la plupart des gens s'allongent parce qu'ils ne sont pas à l'aise dans leur peau, parce qu'ils n'ont pas la maîtrise de leur corps en mouvement et qu'ils sont un peu honteux de l'exhiber.

La honte est pour ceux qui ricanent, si toutefois il y en a. On serait moins sensible à son propre ridicule si l'on savait à quel point la plupart des gens sont indifférents à tout ce qui n'est pas eux-mêmes !

Il y a des gens qui aiment le mouvement parce qu'ils sont naturellement disposés à s'agiter, parce qu'ils sont souples ou musclés, parce qu'ils ont déjà certaines qualités physiques. Il y a aussi

...POUR QUOI FAIRE ?

des gens qui n'aiment pas le mouvement parce qu'on n'a pas su le leur faire aimer. Si un intellectuel accompli recule devant le moindre exercice, on peut souvent, par une sorte de pédagogie, l'éduquer et arriver à lui faire aimer le mouvement.

Mais en général, que se passe-t-il ? L'un décide de « s'y mettre » parce qu'on lui a dit : « *Tiens, vous avez grossi...* » L'autre parce qu'il a fait connaissance d'amis sportifs qui ont l'air d'avoir dix ans de moins que lui... Le troisième parce que dans telle ou telle circonstance, il s'est trouvé malheureux de se sentir empoté.

Nous les voyons arriver quinze jours avant leur départ.

Ils viennent quêter une « leçon-type » de culture physique qu'ils prennent en sortant de leur travail... Ils vous arrivent fatigués, essoufflés... et voudraient en quinze jours se retrouver souples et musclés. Que voulez-vous que nous en fassions ?

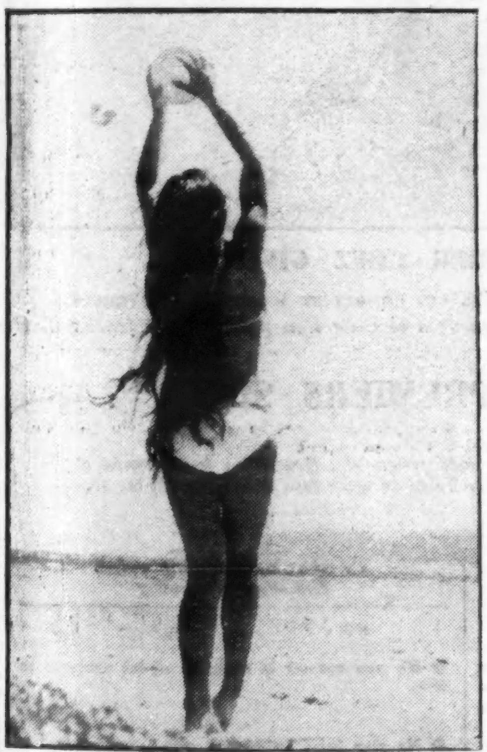
C'est en octobre qu'il faut décider de faire de l'entraînement physique. Pas en juin !...

Et y consacrer toute l'année deux fois par semaine une heure, ou une matinée par semaine s'il s'agit d'un sport, mais à condition de ne pas « lutter contre la montre ».

Les candidats sportifs de juin, le plus sage est qu'ils se remettent entre les mains du professeur de culture physique ou de natation de la station où ils se trouvent et qu'ils commencent par prendre quelques leçons particulières, pour tenter d'apprendre à se donner du mouvement sans se fatiguer. On ne remodèle pas son corps en trois semaines d'exercices intensifs. On se « claque ». C'est tout.

● REGLE N° 2 : *Consulter un médecin, avant d'entreprendre sport ou gymnastique (même s'il ne s'agit que d'une petite activité « de vacances ») et de préférence un médecin sportif lui-même qui aura le sens de la morphologie autant que de la physiologie.*

(Rodriguez.)
Le pire est de s'allonger face à la mer, la tête plus haute que les pieds.



(Rodriguez.)
Que celui qui vit assis se lève et marche...

Le mouvement devrait faire partie de la vie. Il est nécessaire. Tous les sédentaires le sentent.

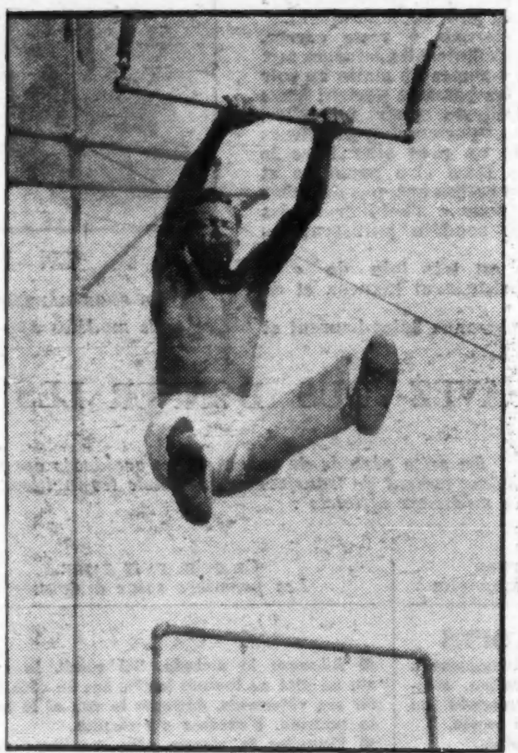
Quel mouvement ? Quelle gymnastique ? Quel sport ?

Il faut choisir en fonction de son travail. Par exemple celui qui est assis toute la journée n'a pas besoin de faire encore des mouvements assis. Pourquoi ferait-il des flexions en avant ou des rotations du buste ? C'est déjà un élément de son travail. Il devra, au contraire, insister sur les mouvements en position couchée, sur le dos, à plat ventre, ou sur les mouvements en position d'équilibre qui feront travailler ses extrémités.

Il est très important de faire travailler les extrémités, c'est-à-dire les articulations. On pense toujours à ses muscles, on oublie les articulations. Or dans la vie moderne on entraîne de moins en moins ses articulations. Lorsqu'on écrit, par exemple, la plupart des articulations sont immobilisées.

Une partie du corps doit servir de point d'appui au reste, et par conséquent reste crispée.

Quand on travaille on utilise certains points d'appui, toujours les mêmes à cause de l'automatisme ou de l'habitude.



(Agip.)
...mais sans aller au-delà de sa fatigue.

● REGLE N° 3 : *Pas de compétition. Qui dit compétition physique dit effort, donc fatigue.*

Il ne faut jamais aller au-delà de sa fatigue, surtout après trente ans.

(Et quand on voit ces malheureux enfants que des parents obligent à entrer dans l'eau alors qu'ils se rétractent des pieds à la tête !...)

Après trente ans il ne faut pas trop penser aux sports qui demandent un entraînement intense ou des efforts précipités, comme les marches de fond en montagne ou les nages rapides.

Trop de gens, lorsqu'ils prennent leurs vacances, voudraient faire aujourd'hui exactement ce qu'ils faisaient il y a trois ans. Ils ont perdu tout entraînement ; ils ont pris trois années de plus. Leur subconscient les pousse à dire : il y a trois ans je nageais jusqu'à la bouée, il faut que j'y aille aujourd'hui.

C'est un état d'esprit très néfaste. Chaque année, il faut vivre ses vacances par rapport à ce qu'on est maintenant et non par rapport à ce qu'on était l'année précédente.

Si, par exemple, le fait de jouer aux boules déclenche une dorsalgie, il faut cesser de jouer aux boules, même si l'entourage risque de trouver cela bizarre. Tout ce qui est douleur ou cause de douleur doit être banni des vacances.

Au-delà de trente ans on peut pratiquer tous les jeux et les sports de plage, mais il faut renoncer à tout esprit de compétition. On peut faire du sport, mais il faut le faire à son rythme. Chacun sent très bien quand il n'est plus dans ce rythme : il faut alors savoir s'arrêter.

Un bain prolongé est aussi fatigant pour l'organisme qu'une longue course à pied. Il est préférable de se baigner plusieurs fois avec des temps de repos entre chaque bain.

Sur le sable, la meilleure position de repos est la position en cuvette qui incite du reste à un excellent petit exercice : se modeler un fauteuil dans le sable.

On devrait même recommander de creuser le sable avec les orteils ! C'est excellent pour les articulations des pieds, qui ne travaillent pas assez dans les chaussures. Souvent les articulations inférieures sont raides parce que la circulation de retour se fait mal.

Dans les rochers aussi on peut être bien, on trouve toujours le moyen de s'accroupir ou de s'adosser, avec de bons points d'appui. C'est quand on fait de l'alpinisme qu'on trouve les meilleurs temps de repos parce que l'effort en montagne est régulier, et même un peu monotone. On en a assez de mettre un pied devant l'autre, alors on se repose.

Tandis qu'au bord de la mer, livré à soi-même, on ne sait pas très bien quand ni comment se reposer.

Le pire est de s'allonger à plat, dans le sens de la plage, face à la mer, c'est-à-dire la tête plus haute que les pieds. Il faudrait s'installer en tout cas dans le sens contraire.

Enfin, une remarque générale : il est stupéfiant, pour les spécialistes, de voir à quel point la plupart des gens ont peu le sens, l'intelligence de leur corps, à quel point l'instinct s'est atrophié. Pensez au nombre de gens qui doivent « apprendre » à danser... Alors que danser signifie simplement coordonner des pas à un rythme, ce que tout être humain doit pouvoir faire spontanément.

Demandez à quelqu'un qui n'a jamais fait de sport de lever bras et jambe opposés... Essayez vous-même...

Si vous n'accomplissez pas tout de suite ce geste correctement, c'est que vous êtes brouillé avec votre corps.

Profitez de vos vacances pour vous réconcilier avec lui. C'est un ami bien utile.

MODE

Mission remplie

IL fallait trouver quelque chose : c'est fait. D'ici deux mois, il n'est pas une jeune femme dans le monde habillé à l'européenne qui n'aura déplacé sa taille.

Du tout petit nombre de celles qui renouvellent chaque année plusieurs éléments de leur garde-robe, à la foule de celles qui mettent toute leur ingéniosité à adapter à la mode du moment ce qu'elles possèdent, le mouvement sera irrésistible. Il fera, au moins, le bonheur des fabricants de ceintures.

Pourquoi la taille haute ? Bien sûr. Mais pourquoi pas ?

La Haute Couture a deux missions :

1° Faire marcher le commerce. Ou plutôt l'industrie, l'énorme industrie qu'alimentent aujourd'hui d'une part l'exportation des « idées » françaises (77 milliards en 1957), d'autre part la fabrication et la vente du « prêt à porter » (130 milliards en 1957).

Pour y parvenir, il est nécessaire de « démoder » chaque hiver ce qui fut acheté l'hiver précédent. Dans les pays à niveau de vie élevé, les femmes *usent* leur manteau, leurs chandails, leurs jupes, leurs chaussures. Elles n'usent pas leurs robes, car tout est conçu pour les en dégoûter à temps.

2° Lutter contre les inconvénients de la monogamie, propre aux sociétés civilisées.

Toute mode nouvelle recrée la femme qui la porte. Déjà André Malraux notait (dans « La Condition humaine ») que « chaque nouvelle robe propose une nouvelle âme ». Lorsqu'elle octroie en même temps de nouvelles proportions, elle remplit son véritable rôle de robe : métamorphoser, rendre, par la parure, la force d'attraction de la nouveauté ; remettre, sous les yeux de chaque homme, une étrangère.

Ce dont vous aurez envie :

- D'un tailleur court, vert ou marron, en tissu bourru.
- D'un manteau à col de brigand ou à collerette.
- D'une robe de dîner noire, décolletée en corbeille, avec la taille sous les seins.
- D'une jupe à corselet avec une blouse de jersey.
- De tous les tissus poilus, velus, frisés, bouclés.
- D'essayer les bas sombres.

Pas encore dangereuse

Consciemment ou pas, les hommes le savent bien. Il y a trente ans, la mode féminine était, de leur part, objet de dérision. Aujourd'hui, ils s'y montrent fort attentifs. Est-ce parce qu'ils pressentent que le jour où une jeune femme ne se souciera plus de se renouveler, donc d'entretenir le désir par la parure, elle deviendra une femme dangereuse, une femme définitivement soustraite à sa condition d'objet ? Une femme libre ? De ce point de vue, il n'y en a pas encore.

Comment ferons-nous, donc, pour être cet automne ni tout à fait la même ni tout à fait une autre ?

Les dés sont jetés : nous aurons la poitrine haute, à l'heure où la poitrine est autorisée, c'est-à-dire après sept heures, la taille haute, le chignon haut et, peut-être, le col haut.

Comment nous y prendrons-nous ? Les uns proposent des jupes gonflées, montées à grosses pinces sur un empiècement plat, qui épaissiraient un haricot vert, les autres des tubes simplement cernés d'un ruban incrusté sous les seins, ou d'une coulisse, ou d'une ceinture, d'autres encore de larges ceintures parfois suggérées par une découpe, sous des vestes courtes, des spencers, des caracos.

Madame Express présentera à ses lectrices, dès que les reproductions seront autorisées, c'est-à-dire le 27 août, les différentes versions de la taille haute données par la couture.

Mais les photos que nous vous présentons ici vous mettront bien « dans le bain », car cette crise « Directoire » à laquelle succombe la mode avait été annoncée, dès février dernier, par les deux pur-sang de la couture, ceux qui sont toujours en avance d'une foulée, Balenciaga et Givenchy.

Le joug est brisé

Observée dans le détail, la présentation des collections a laissé paraître un phénomène nouveau : Christian Dior faisait LA mode. Son jeune successeur, Yves Saint-Laurent, ne fait que SA mode.

Les tentacules de l'empire Dior sont telles qu'il l'imposera sans doute à l'étranger. Mais à Paris, le joug est brisé.

Comment sait-on cela ? C'est très simple.

Chez Lanvin, chez Cardin, chez Heim, partout, les jupes sont courtes ; Saint-Laurent les a très sensiblement rallongées (36 cm. du sol). Pourtant, aucune femme n'éprouvera le besoin irrésistible de rallonger sa robe, si elle aime à s'habiller court. Il propose, il n'impose pas.

Cardin et Laroche continuent à « décoller » les encolures. Saint-Laurent les monte près du cou. Là aussi, chacune se sent libre de choisir selon ce qui lui sied le mieux. Rien ne semble impérieux. Il est le seul à faire du gris ; il n'en donne pas furieusement envie.

Quant à son interprétation personnelle de la taille placée sous les seins, très joliment réussie dans la robe habillée et largement échancrée, on est surpris de voir, dans la robe de jour, jaillir parfois de l'imagination d'un si jeune homme une femme lourde et comme empaquetée : trop de pinces, trop de nœuds, trop de tissu, trop de lignes superposées. Il semble que, tiraillé entre sa propension personnelle à habiller « petite fille », la tradition Dior, qui a toujours été, inversement, d'habiller « dame », et les servitudes qu'impose à cette immense organisation une clientèle presque entièrement étrangère éprise de somptueux, Saint-Laurent ait voulu faire trop de choses à la fois.

Nul doute qu'il ne connaisse cependant le plus vif succès auprès des acheteurs, d'autant qu'il en donne pour tous les goûts, y compris, dans certains modèles — et il en présente 183 ! — le meilleur.

Dans un mois : 1959

A l'autre extrémité de l'éventail ouvert par trente couturiers se trouve la mode vue par Chanel, c'est-à-dire destinée aux femmes à la fois sûres de leur goût et de leur charme, qui ont trouvé leur style et qui s'y tiennent, qui cherchent moins à se renouveler qu'à se ressembler, et qui, loin d'emprunter leur personnalité à leurs robes, la leur communiquent.

Tailleurs éternels à veste carrée, traités dans d'admirables lainages aux tons sourds, à porter du matin au soir tout comme les hommes portent leurs costumes, tailleurs pour travailler, pour marcher, pour conduire, tailleurs avec lesquels on peut aller faire le marché sans faire rire personne et puis dîner au restaurant, pas de robes de jour, et, pour « s'habiller », des corolles d'où soudain jaillissent les épaules.

Tout cela est très loin de « la mode », suprêmement luxueux et de bon aloi.

Entre l'exubérance Saint-Laurent et

EN FEVRIER CHEZ GIVENCHY...

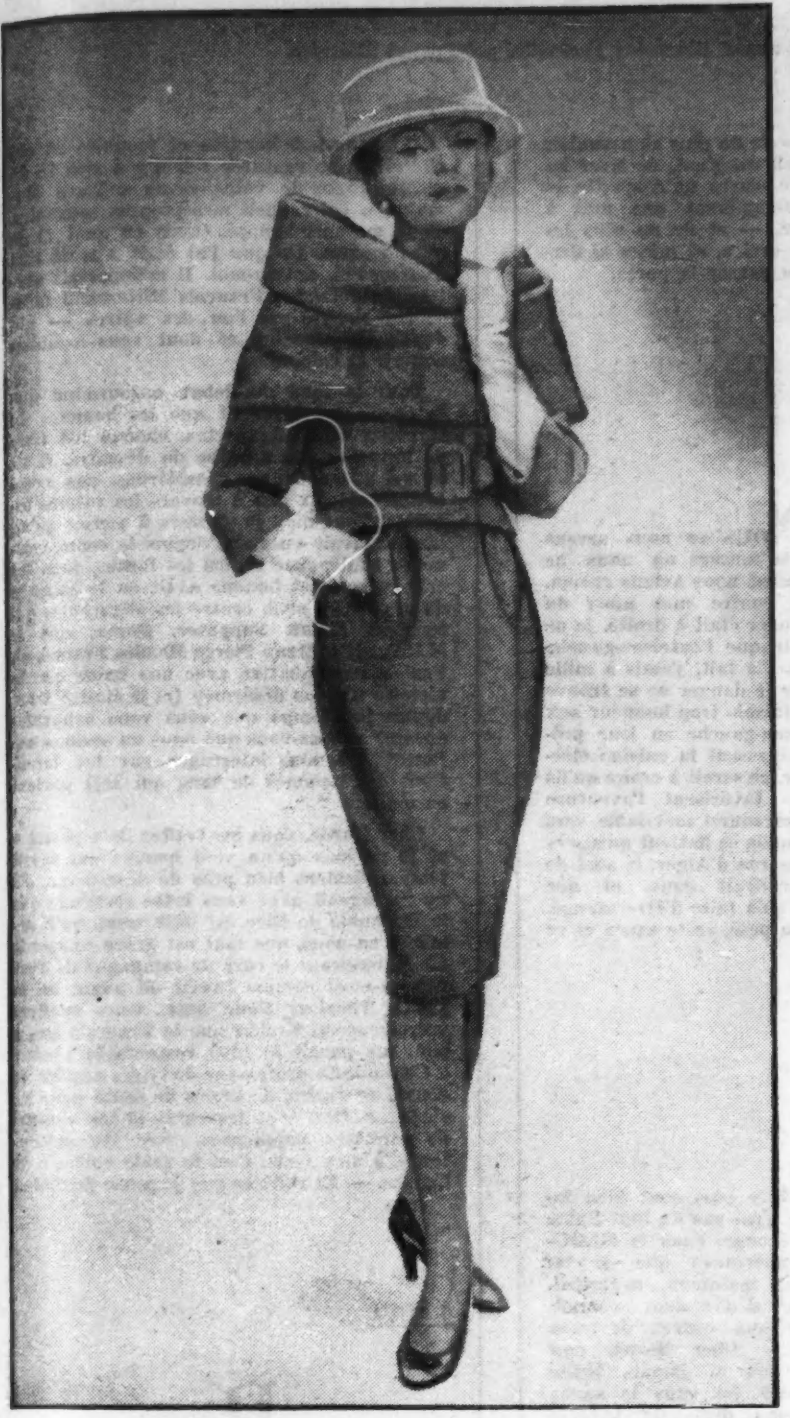
LE GROS MANTEAU A ÉPAULES RONDES ET A LARGES EMMANCHURES.

Ces trois modèles appartiennent à la collection présentée en février dernier

SAVEZ-VOUS DONNER LES " PREMIERS SOINS " ?

En cette période de vacances, les accidents corporels sont fréquents. Des soins instantanés et judicieux évitent de transformer en drame les incidents d'été. Voici ce qu'il faut savoir, selon les services médicaux officiels :

NATURE DE LA BLESSURE	CE QU'IL FAUT FAIRE *Les premiers soins à donner*	CE QU'IL NE FAUT PAS FAIRE *Les erreurs à éviter*
SYNCOPES Perte de connaissance par intoxication, électrocution, noyade ou toute autre cause. 1° S'il respire.	● Allonger le malade. S'il vomit, le coucher sur un côté ou tourner la tête sur un côté. Dégrafer ses vêtements, dégager le cou et le haut de la poitrine. S'assurer s'il respire. ● Flageller le visage avec un linge mouillé. Frictionner la poitrine et le corps avec des serviettes humides. Faire respirer du vinaigre.	● Ne pas asseoir le malade, ni lui soulever la tête. ● Ne rien faire boire tant que le malade n'est pas revenu à lui.
2° S'il ne respire pas.	● Pratiquer, sans perdre une minute, la respiration artificielle (méthode Schaeffer). Appeler le médecin.	● Ne pas attendre le médecin ou l'appareil de réanimation pour pratiquer la respiration artificielle. Ne pas arrêter les mouvements avant l'arrivée du médecin qui, seul, constatera les signes de mort réelle. Ne rien faire boire au malade.
BRULURES Petit brûlé.	● Recouvrir la brûlure d'un pansement stérile, comme pour une plaie.	● Ne mettre sur la brûlure ni médicament, ni pommade, ni huile quelconque.
Grand brûlé. Brûlures par caustiques (acides ou alcalins).	● Le couvrir pour qu'il ne se refroidisse pas pendant le transport et l'envoyer d'extrême urgence dans un service chirurgical.	● Ne pas le déshabiller, sauf si ses vêtements sont imprégnés d'un liquide encore chaud ou caustique. Ne rien mettre sur ses brûlures. Ne pas y toucher.
Brûlures des yeux :	● Laver à grande eau, puis agir comme précédemment.	● En aucun cas, ne mettre un pansement sur l'œil, car ce pansement pourrait entraîner des accidents graves et même la perte de la vision.
— par la chaleur,	● Ne pas y toucher. Hôpital d'urgence ou médecin.	
— par un caustique.	● Laver à grande eau. Hôpital d'urgence ou médecin.	



...EN AOUT PARTOUT

LE TAILLEUR ULTRA-COURT SUR UNE JUPE GONFLÉE. ET LE COL-ANNEAU VOLUMINEUX. LA ROBE A JUPE MONTÉE SOUS LA POITRINE ET LA LARGE CEINTURE.
par Givenchy. Nous les reproduisons (grâce à l'amabilité du « Jardin des Modes ») parce qu'ils traduisent bien l'esprit et la ligne de la mode qui vient.

la rigueur Chanel, Pierre Cardin se place, cette saison, en bonne position. Excellent coloriste — le seul, avec Givenchy, dans la jeune génération — choisissant bien ses matières, il place ou suggère la taille haute avec une grande économie de moyens et réserve ses prouesses techniques à de grands cols collerettes qui accompagnent manteaux et tailleurs, toujours décintrés.

Avec la collaboration du fourreur Maurice Kotler, il a présenté quelques pelisses sans prix — soies japonaises doublées de chinchilla et de zibeline — mais qui poussent au plus haut degré la perfection dans le raffinement tel qu'on ne sait le réaliser qu'à Paris.

Balenciaga et Givenchy ne livreront leurs secrets à la presse qu'un mois après leurs confrères. Il faudra donc attendre septembre pour savoir ce que sera... la mode 1959.

ANTIQUITÉS

Brocanteurs occasionnels

LES routes de France, en particulier celles du Midi, sont jalonnées d'antiquaires - brocanteurs. A l'intention de ceux qui désirent « chiner » (terme de métier) en cours de route, Madame Express se permet quelques suggestions d'ordre pratique :

● Se procurer le guide Emer (10, rue Saint-Louis-en-l'Ile, Paris). Ce guide européen de l'antiquaire et de l'amateur d'art offre une documentation précieuse sur tous les commerces d'art en Europe. Les antiquaires, galeries d'art, brocanteurs d'ancien, y sont classés par pays, régions, localités, rues et spécialités. Il donne en outre toutes les indications utiles sur les styles de mobilier propres à chaque région.

● Les jardinières, sièges de jardin, lits de fer (en général rouillés) d'épo-

● Vérifier l'état du meuble que l'on convoite en se disant que les ébénistes capables de remettre en état un meuble ancien sont aussi chers que rares.

● Additionner au prix demandé par le vendeur le prix du transport : 1.500 fr. environ par mètre cube par 100 km.

● Acheter s'ils vous conviennent de préférence meubles ou bibelots régionaux moins chers dans leur province d'origine (20 à 30 %), par exemple des meubles de style Louis XV auvergnats (un peu lourds il est vrai) sont beaucoup moins prisés à Clermont-Ferrand que des meubles Empire pourtant tout aussi lourds.

● Se méfier des coins obscurs et poussiéreux de certaines boutiques ou réserves de brocanteurs. Ceux-ci, fins psychologues, connaissent parfaitement le goût de l'acheteur pour l'objet rare qu'il croit découvrir.

● Savoir qu'en France antiquaires et brocanteurs de province connaissent parfaitement la valeur de leur marchandise et les prix pratiqués à Paris.

Ce qu'il faut savoir

On peut encore trouver en province à un prix intéressant :

● Bougeoir, porte - cierge, vase d'opaline dépareillé qui feront de jolis pieds de lampes.

● La commode toilette en acajou dont on supprime la partie supérieure pour en faire une commode de petites dimensions dans une de ces pièces dites « romantiques »

que Napoléon III charmants une fois remis en état et peints en blanc, noir ou rouge.

● Des meubles de ferme, tables et bancs.

● Des armoires, bahuts, coffres, meubles à deux corps régionaux,

● Des éléments de décoration, vieilles portes d'armoires, bois sculptés, encadrements, vases de pierre.

RECETTE

La mousse Express glacée

— 1 *boîte de lait concentré* non sucré. — 100 *grammes de sucre glace.* — 1 *cuiller à soupe d'essence de café* (*Trablit*) *ou* 3 *grammes de vanille en poudre, ou tout autre parfum au choix.*

● Mettre d'avance dans le réfrigérateur la boîte de lait condensé (quelques heures avant l'emploi), ou verser le contenu dans un tiroir à glaçons et faire refroidir rapidement dans l'évaporateur ● Placer également dans le réfrigérateur un saladier ● Préparer ensuite la mousse en fouettant le lait glacé au batteur à main ou électrique tout en lui incorporant les 100 grammes de sucre glace, le tout dans le saladier qui aura été refroidi ● Lorsque le mélange est bien mousseux, ajouter le parfum choisi (vanille, café, etc.). Battre encore un peu ● Verser le mélange dans un tiroir à glaçons et faire congeler 2 heures environ (au maximum de froid de l'appareil) ● Servir en coupes refroidies à l'avance avec des biscuits.

PETIT-BATEAU

Petit-Bateau présente le slip qui vous avantage. Grâce à sa ceinture Bateaulastic pur para, ses coutures extra-plates, sa coupe incurvée, vous aurez l'allure sportive de l'homme moderne.

LE BLOC-NOTES DE FRANÇOIS MAURIAC

Ici, chaque semaine, François Mauriac commente librement l'actualité politique et littéraire.

1er AOUT

LE droit constitutionnel n'est pas mon fort. Qu'il y ait de mauvaises Constitutions, je le crois : nous sortons d'en prendre. Encore ne suis-je pas sûr que nous n'ayons rendu mauvaise celle qui nous a si mal réussi et que toute sa malfaisance ne soit venue de nous.

La meilleure, si elle existe, devrait être conçue non à la mesure d'un homme mais du peuple auquel on la destine, — surtout quand il s'agit du nôtre : de ce vieux peuple rétif, si engourdi qu'il paraisse. Je me rappelle, chez mon grand-père, ce cheval vicieux, immobile, les oreilles couchées, regardant approcher de son gros œil la bricole aux mains du garçon d'écurie. Allait-il ruer, tenter de mordre, décocher un coup de pied en vache, ou se laisserait-il faire ? On ne sait jamais comment ils réagiront, ces nobles coursiers.

Dirai-je toute ma pensée ? Que m'importe la Constitution, tant que la guerre d'Algérie durera ! Le général de Gaulle continue pour moi d'incarner cette espérance : elle ne concerne pas un incident de notre histoire qui, si grave qu'il soit, ne saurait en infléchir le cours : depuis les jours sinistres de mai, nous n'en pouvons plus douter, la prophétie de Rimbaud est accomplie : voici venu le temps des assassins. Ils sont aux portes. Le général de Gaulle les y a arrêtés. Mais ils y demeurent la mitraillette au poing.

Tant que le meurtre régnera en Algérie, ils seront là, prêts à bondir, une fois de plus, — et cette fois, il ne resterait contre eux d'autre recours (le général de Gaulle écarté, comme certains s'en flattent) que ce peuple sans armes, et les bavards de la gauche, armés de leurs seuls discours et de leurs seuls articles ; mais on met, ces jours-ci, la dernière main à la muselière.

SI l'affaire du Bazooka n'a pas ouvert les yeux de tous les Français sur ce que leur réserve le bouillon de culture d'Alger, s'ils n'ont pas compris que le fascisme de Mussolini était un miracle de la réflexion et de l'intelligence critique au prix de ce que les clients de Me Tixier-Vignancour ont conçu et préparent à leur intention, s'ils feignent d'ignorer que ces assassins, pour peu que la guerre d'Algérie dure, deviendront inévitablement leurs maîtres — qu'ils le sont déjà puisqu'on ménage en eux des héritiers présomptifs, — si les Français ont choisi d'être aveugles, s'ils ont déjà consenti dans leur cœur à un destin hideux, alors il reste de ne plus rien vouloir connaître de ce monde sanglant, de lever les yeux vers l'éternelle clarté qu'Augustin et sainte Monique contemplèrent une nuit à cette fenêtre d'Ostie, — et de ne plus les détourner quoi qu'il arrive, et même si derrière nous, l'assassin pousse la porte.

2 AOUT

NOUS ne nous serons trompés que dans la mesure où nous ne savions pas à quel point nous avions raison. Quand je soutenais contre mes amis du « Figaro » que le danger était à droite, je ne mettais pas en doute que l'extrême-gauche fût armée elle aussi. En fait, j'étais à mille lieues d'imaginer que le danger ne se trouve qu'à droite. Si je ne faisais trop honneur aux stratèges de l'extrême-gauche en leur prêtant des vues qui dépassent la cuisine électorale au jour le jour, ce serait à croire qu'ils ont admis et qu'ils favorisent l'aventure fasciste comme un raccourci inévitable vers le Front populaire; qu'ils se flattent qu'après avoir subi la loi de la rue d'Alger, le sort de Budapest nous paraîtrait doux, et que Jeannot-Lapin, tant qu'à faire d'être mangé, préférerait, tout bien pesé, cette sauce et ce piment rouge.

3 AOUT

LES gens sont bien ingrats. Etienne Borne n'est pas du tout flatté de la place qu'il occupe dans le BLOC-NOTES et de l'importance que je lui donne : « Vous avez maintenu, m'écrit-il, les pages qui me dénonçaient comme un valet de plume aux ordres de mes maîtres du M.R.P... » Cher Borne, non seulement, je ne vous ai jamais traité de « valet de plume » (et vous le savez bien !) mais je vous défie de trouver dans mon livre une ligne, un mot qui puisse signifier que je vous considère comme un homme payé pour écrire ce qu'il ne pense pas. C'était vous, en revanche, qui nous accusiez d'être aux ordres de Mendès France. J'ai toujours proclamé ce que vous étiez à mes yeux et ce que vous êtes demeuré : une conscience, — la conscience du M.R.P. souvent inquiète et troublée et qui cherche à se rassurer : il n'y a rien là de vil. A propos de votre revue « Terre Humaine », j'ai rappelé mes propres souvenirs. Si je me suis trompé (mais en quoi ?) je m'en excuse. Ce que j'ai écrit n'avait rien d'offensant, croyez-moi. Il m'importait surtout de défendre François Mitterrand faussement accusé par l'un des vôtres — qui depuis l'a reconnu, et dont vous sembliez couvrir la calomnie.

Pour le fond du débat, aujourd'hui que la partie est jouée et que les hommes du Bazooka sont aux portes, chacun est libre de proposer son analyse du désastre. Il va de soi que nous ne considérons pas cette histoire de dix ans à travers les mêmes lunettes. Pour moi, je persiste à penser qu'un homme avait vu clair, depuis le commencement, et dénoncé toutes les fautes, tous les crimes, que cet homme avait eu le courage de se dresser seul, contre les oligarchies qui tenaient l'Etat. Supposez, Borne, que le M.R.P. ait soutenu Pierre Mendès France, au lieu de le combattre avec une haine que la victoire n'a pas désarmée (et il était à terre depuis longtemps que vous vous acharniez encore) pensez-vous que nous en serions aujourd'hui à nous interroger sur les intentions des hommes de sang qui déjà parlent en maîtres ?

Cher Borne, vous me traitez de « prince » et je ne suis qu'un vieil homme qui serait temporellement bien près de désespérer, s'il ne partageait avec vous cette certitude que le Royaume de Dieu est déjà venu, qu'il demeure en nous, que tout est grâce comme le dit en mourant le curé de campagne de Bernanos — et comme l'avait dit avant lui la petite Thérèse. Pour finir, vous m'offrez votre respect. Sachez que le Français qui, à moi, me paraît le plus respectable c'est : « Ce modeste professeur de lycée, accablé de cours, de copies, de soucis de santé pour les siens... » Oui, avec les curés et les vicaires de paroisses populeuses, avec les instituteurs, à mes yeux, c'est la vraie noblesse de France. — Et voilà ce que je pense de vous...

4 AOUT

DE Benjamin Constant, dans ses « Principes de politique » : « Il existe dans tous les pays, et surtout dans les grands Etats modernes, une force qui n'est pas un pouvoir constitutionnel, mais qui en est un terrible par le fait, c'est la force armée. »

F. M.

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET SPÉCIALISÉ

—

COURS DE VACANCES

du 11 AOUT au 11 SEPTEMBRE ● Préparation aux Concours des Ecoles Nationales de la Marine Marchande (Paris, le Havre, Paimpol, Nantes, Bordeaux, Marseille, Alger).

— du 1er au 27 SEPTEMBRE ● Préparation au Concours d'entrée de l'Institut d'Etudes Politiques.

— du 1er SEPTEMBRE au 11 OCTOBRE ● Préparations spéciales au Certificat d'Etudes littéraires générales (Propédeutiques) aux Certificats de mathématiques générales, M.P.C. aux S.P.C.N. P.C.B. et à certains Certificats de licences ès-lettres, à la licence et à la capacité en droit.

L'INSTITUT D'ÉTUDES SUPÉRIEURES

6, avenue Van-Dyck - PARIS-8e

CAR. 22-05

L'EXPRESS

DIRECTION : Françoise Giroud. J.-J. Servan-Schreiber.

REDACTION : 91, Champs-Elysées - Paris (8e). Tél. : ELY. 88-61.

ABONNEMENTS PUBLICITE VENTE 29, rue de Marignan - Paris (8e) (angle Champs-Elysées) Tél. : BAL. 19-66.

Les jours fériés : ELY. 03-02.

ABONNEMENTS (1 AN)

France, Union française : 4.000 francs.
Etudiants, rappelés, maintenus : 3.000 francs.
Etranger : 4.700 francs.
Etudiants étrangers : 3.700 francs.

PRIX DE VENTE AU NUMERO :

France et Afrique du Nord : 100 francs.
Suisse : 1 fr. 90.
Belgique et Luxembourg : 18 francs.

Règlement par chèque bancaire ou C.C.P. 7378-19 Paris.

PAR AVION

8.000 fr. - A.E.F., A.O.F.
6.000 fr. - Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, Grande-Bretagne, Grèce, Irlande, Italie, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Suède, Suisse, Turquie, U.R.S.S., Yougoslavie.
12.200 fr. - Congo Belge, Ethiopie.
8.300 fr. - Egypte, Iran, Irak, Israël, Liban, Syrie, Libye.

AVIS AUX LECTEURS

Les Etablissements appliquant la méthode FIDES rappellent les dates d'ouverture des cours de leurs différentes préparations de vacances :

BACCALAUREAT - B.E.P.C. EXAMENS DE PASSAGE

11 AOUT ● Préparations aux épreuves écrites du BACCALAUREAT (toutes sections, toutes options).

25 AOUT ● Préparations spéciales à l'oral du BACCALAUREAT réservées aux admissibles de Juillet.

● Préparation au B. E. P. C. (toutes séries).

● Préparation aux examens de passage (toutes classes) et à l'EXAMEN D'ENTREE EN SIXIEME.

Toutes ces préparations peuvent être assurées par correspondance par FIDES CHEZ SOI.

Il est rappelé que la méthode FIDES est appliquée exclusivement :

- AU COURS FIDÈS 6, av. Van-Dyck - PARIS-8e WAG. 28-33.
- A L'INSTITUT DE CHAILLOT 93, r. Lauriston - PARIS-16e KLE 46-24.
- AU COURS St-DIDIER 42, r. St-Didier, PARIS-16e KLE 82-81.
- AU COURS SECONDAIRE D'ASNIERES 10, 12, avenue Flachat ASNIERES (Seine) GRE. 07-47
- PAR FIDÈS CHEZ SOI 6, av. Van-Dyck - PARIS-8e CAR. 26-66